



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Décembre 2025 - n°40

- La superpuissance impérialiste américaine annonce sa reprise en main de « l'hémisphère occidental » ...page 3
- Le corollaire Trump à la doctrine Monroe : l'étranglement américain du Venezuela de la fin de l'année 2025 ...page 12
- Communiqués de la Segunda Marquetalia et de l'ELN ...page 31
- Liste des interventions des États-Unis en Amérique latine ...page 37
- La doctrine Monroe de l'impérialisme américain avant son corollaire Trump ...page 41
- Présentation du parcours historique du Venezuela ...page 55
- 2025 : la fixation impérialiste du corollaire Trump de la doctrine Monroe par les États-Unis d'Amérique dans la Guerre pour le repartage du monde ...page 65

- Vote du budget militaire le 10 décembre 2025 : la crise de régime précipite la bourgeoisie française dans la guerre de repartage du monde ...page 70
- Décret n°2025-1030 du 31 octobre 2025 relatif aux opérateurs de référence du ministère des armées [françaises] pour la coopération militaire internationale ...page 92
- Principaux propos du chef d'État-major des armées Fabien Mandon le 18 novembre 2025 au Congrès annuel des maires de France ...page 95
- Discours du président français Emmanuel Macron prononcé depuis la base militaire de Varces le 27 novembre 2025 ...page 97
- Le caractère anti-démocratique et ultra belliciste du rétablissement du Service national par Emmanuel Macron ...page 101
- Audition du général d'armée Hubert Bonneau, Directeur général de la Gendarmerie nationale, le 15 octobre 2025 ...page 106

- Le Louvre : victime d'un braquage et de l'idéologie de l'art contemporain ...page 108
- Ce que devrait être un musée, L'Humanité, 1921 ...page 116

- L'assassinat de Mehdi Kessaci : un nouveau cap franchi dans l'emprise des narcos sur une société capitaliste française en crise générale ...page 119
- La consommation de drogue comme facteur moderne de reproduction sociale dans les métropoles impérialistes ...page 133

Ce numéro de *Crise* intervient à un moment historique : la superpuissance impérialiste américaine assume son tournant « isolationniste » afin de concentrer ses forces contre son concurrent chinois.

L'objectif des États-Unis est de se concentrer sur ses fondamentaux et de prendre tout le monde de vitesse en assurant des restructurations approfondies.

L'une d'entre elles consiste en la reprise de contrôle de l'ensemble du continent américain et l'intégration de chaque pays latino-américain dans le dispositif général d'accumulation de forces du capitalisme américain.

Le Venezuela sert ici à la fois de laboratoire et d'avertissement aux autres pays du continent. Et le but n'est pas seulement le changement de régime, mais le développement local d'une dynamique nouvelle, qui réussit à s'insérer dans les impératifs américains de ré-impulsion de son propre capitalisme.

On est dans le repartage du monde du point de vue de la superpuissance impérialiste hégémonique.

ÉDITORIAL

Du côté européen, la France est au premier rang, aux côtés de l'Allemagne et du Royaume-Uni (ainsi que de la Pologne), pour se lancer dans l'escalade sur le plan militaire.

Les restructurations visant à redynamiser l'armée française sont annoncées et assumées ; la guerre contre la Russie est présentée comme une réalité à la fois allant de soi (une « menace existentielle ») et ce à relativement court terme.

La Belgique, de par sa position historique dans le cadre à la fois de l'Union européenne et de l'Otan, est bien sûr de la partie et se voit forcément entraînée dans l'aventure.

Il va de soi que tout ce processus est puissamment contradictoire, de par la nature même de la compétition inter-impérialiste. Cela renforce d'autant plus l'étude nécessaire, préalable à toute activité révolutionnaire réelle.

Nous vous appelons à consulter, en Belgique et en France, les sites **vivelemaoisme.org** et **materialisme-dialectique.com**. ■

La superpuissance impérialiste américaine annonce sa reprise en main de « l'hémisphère occidental »

Le 4 décembre 2025, la superpuissance impérialiste américaine, régie par l'administration de Donald Trump, a publié un document constituant une « National Security Strategy » (NSS). Relativement court – une trentaine de pages – il entend néanmoins révolutionner le style de travail dans la gestion des différentes situations.

Il est exigé de la part de l'administration américaine que soit suivie la doctrine « MAGA » - *Make America Great Again*. Donald Trump est mis en avant comme le porteur d'un grand renouvellement. Si une telle idée est régulièrement la cause de moqueries en Europe, c'est en réalité bien le cas, puisqu'il y a de grosses équipes et une armée d'intellectuels et de cadres à l'œuvre à l'arrière-plan.

Donald Trump n'est certainement pas un bouffon ; si l'on préfère, il n'en est pas seulement un. Il représente les intérêts de la haute bourgeoisie américaine la plus agressive et la plus inquiète.



Derrière le chaos apparent, il y a la remise en marche de tout l'appareil d'État, une réaffirmation de l'approche guerrière, bref une logique impérialiste de repartage du monde, sorte de retour de la féodalité à l'époque moderne, où il s'agit de maintenir ses fiefs et d'en acquérir de nouveaux.

Auparavant, il s'agissait de faire en sorte que, partout dans le monde, ce soit la *Pax Americana* qui règne, la mondialisation tranquille. C'était le prolongement du *New World Order* prôné au tout début des années 1990, avec l'effondrement du social-impérialisme soviétique et l'armée US montrant sa capacité d'agir en rouleau compresseur lors de la guerre contre l'Irak.

Si on ajoute à ça l'intégration de la Chine redevenue capitaliste dans le marché mondial et les sauts technologiques, notamment dans l'informatique, on a une reprise du capitalisme de 1989 à 2020.

Désormais pourtant, il faut faire face à une nouvelle situation, puisque la Chine se pose en superpuissance impérialiste concurrente et désire obtenir bientôt l'hégémonie. Il faut donc, pour la superpuissance impérialiste américaine, suivre la traditionnelle ligne réactionnaire jusqu'au-boutiste : pour que *rien ne change, tout doit changer*.

Il faut faire en sorte de faire sauter l'ordre mondial, pour le réarranger en fonction des besoins de demain, et de la nouvelle base de l'hégémonie américaine, dont l'intelligence artificielle est un outil essentiel, dans sa capacité à relancer la productivité, à générer des restructurations.

Un aspect essentiel, dans cette perspective, est la reprise en main de l'Amérique latine.

Le corollaire Trump, mise à jour de la doctrine Monroe

Traditionnellement, l'hégémonie des États-Unis sur l'ensemble du continent américain est gérée au moyen de la « doctrine Monroe », constituée dès le début du 19^e siècle, en 1823, par le président américain James Monroe.

Il y avait jusqu'à présent une seule mise à jour : le « corollaire Roosevelt », réalisé par le président américain Theodore Roosevelt en 1904. Il y a désormais un « corollaire Trump ».

La doctrine Monroe exigeait, pour faire simple, que les puissances européennes ne s'immiscent pas dans les situations des nouveaux pays américains ayant acquis leur indépendance aux dépens des empires espagnol et portugais.

Le corollaire Roosevelt ajoute un élément interventionniste. Si les pays du continent américain agissent de manière inconsidérée aux yeux des États-Unis, ceux-ci interviendront avec un « big stick », un gros bâton.

Le corollaire Trump fait une précision : certains éléments considérés comme stratégiques dans les pays du continent américain ne doivent en aucun cas être la cible d'incursions de la part de compétiteurs hors-hémisphère Ouest.

Il suffit de penser ici au canal de Panama, où il y a des investissements chinois, ce qui est ici l'exemple même de ce qui est intolérable.



La « National Security Strategy » sur l'hémisphère Ouest : le corollaire Trump

Voici ce que dit la « NSS » du 4 décembre 2025 sur l'hémisphère Ouest, avec la présentation officielle du corollaire Trump. On trouve en gras la partie « essentielle ».

A. Hémisphère occidental : Le corollaire Trump à la doctrine Monroe

Après des années de négligence, les États-Unis réaffirmeront et appliqueront la doctrine Monroe afin de rétablir leur prééminence dans l'hémisphère occidental et de protéger leur territoire ainsi que leur accès aux zones stratégiques de la région.

Nous empêcherons toute puissance concurrente non hémisphérique de déployer des forces ou d'autres capacités menaçantes, ou de posséder ou contrôler des actifs d'importance stratégique vitale dans notre hémisphère.

Ce « corollaire Trump » à la doctrine Monroe constitue un rétablissement judicieux et efficace de la puissance et des priorités américaines, conforme aux intérêts de sécurité des États-Unis.

Nos objectifs pour l'hémisphère occidental peuvent se résumer ainsi : « S'associer et étendre notre influence ».

Nous nous associerons à nos alliés de longue date dans l'hémisphère pour contrôler les migrations, endiguer le trafic de drogue et renforcer la stabilité et la sécurité terrestres et maritimes.

Nous étendrons notre influence en cultivant et en renforçant de nouveaux partenariats, tout en consolidant l'attractivité de notre propre pays en tant que partenaire économique et sécuritaire privilégié de l'hémisphère.

S'associer

La politique américaine devrait viser à s'associer à des acteurs régionaux de premier plan capables de contribuer à instaurer une stabilité acceptable dans la région, même au-delà des frontières de ces partenaires.

Ces nations nous aideraient notamment à stopper les migrations illégales et déstabilisatrices, à neutraliser les cartels, à délocaliser la production et à développer les économies privées locales.

Nous récompenserons et encouragerons les gouvernements, les partis politiques et les mouvements de la région qui partagent nos principes et notre stratégie.

Toutefois, nous ne devons pas négliger les gouvernements ayant des perspectives différentes, avec lesquels nous partageons néanmoins des intérêts et qui souhaitent collaborer avec nous.

Les États-Unis doivent reconSIDéRer leur présence militaire dans l'hémisphère occidental. Cela implique quatre mesures essentielles :

- un réajustement de notre présence militaire mondiale afin de répondre aux menaces urgentes dans notre hémisphère, notamment les missions définies dans cette stratégie, et un désengagement des théâtres d'opérations dont l'importance relative pour la sécurité nationale américaine a diminué ces dernières décennies ;
- un renforcement de la présence des garde-côtes et de la marine pour contrôler les voies maritimes, endiguer l'immigration clandestine et les migrations indésirables, réduire le trafic d'êtres humains et de stupéfiants, et sécuriser les principaux axes de transit en cas de crise ;
- des déploiements ciblés pour sécuriser la frontière et démanteler les cartels, y compris, si nécessaire, le recours à la force létale pour remplacer la stratégie répressive inefficace des dernières décennies ; et
- l'établissement ou l'élargissement de l'accès à des zones stratégiques.

Les États-Unis privilégieront la diplomatie commerciale pour renforcer leur économie et leurs industries, en utilisant les droits de douane et les accords commerciaux réciproques comme leviers efficaces.

L'objectif est que nos pays partenaires développent leurs économies nationales, tandis qu'un hémisphère occidental économiquement plus fort et plus sophistiqué devienne un marché de plus en plus attractif pour le commerce et les investissements américains.

Le renforcement des chaînes d'approvisionnement critiques dans cet hémisphère réduira les dépendances et augmentera la résilience économique américaine.

Les liens créés entre l'Amérique et ses partenaires profiteront aux deux parties tout en rendant plus difficile pour les concurrents non hémisphériques d'accroître leur influence dans la région.

Et même si nous privilégions la diplomatie commerciale, nous nous efforcerons de renforcer nos partenariats en matière de sécurité, qu'il s'agisse de ventes d'armes, de partage de renseignements ou d'exercices conjoints.

Étendre

À mesure que nous approfondissons nos partenariats avec les pays avec lesquels l'Amérique entretient actuellement des relations étroites, nous devons chercher à étendre notre réseau dans la région.

Nous voulons que les autres nations nous considèrent comme leur partenaire de premier choix et nous les dissuaderons (par divers moyens) de collaborer avec d'autres.

L'hémisphère occidental abrite de nombreuses ressources stratégiques que l'Amérique devrait développer en partenariat avec ses alliés régionaux, afin de rendre les pays voisins ainsi que le nôtre plus prospères.

Le Conseil de sécurité nationale lancera immédiatement un processus interministériel robuste pour charger les agences, appuyées par le service d'analyse de notre communauté du renseignement, d'identifier les points et les ressources stratégiques dans l'hémisphère occidental en vue de leur protection et de leur développement conjoint avec les partenaires régionaux.

Les concurrents non hémisphériques ont considérablement pénétré notre hémisphère, nous désavantageant économiquement aujourd'hui et risquant de nous nuire stratégiquement à l'avenir.

Tolérer ces incursions sans réagir fermement constitue une autre grande erreur stratégique américaine de ces dernières décennies.

La prééminence des États-Unis dans l'hémisphère occidental est une condition essentielle à notre sécurité et à notre prospérité – une condition qui nous permette d'affirmer notre présence avec assurance, où et quand cela s'avère nécessaire dans la région.

Les termes de nos alliances, et les conditions de toute aide apportée, doivent être subordonnés à la réduction des influences extérieures adverses – qu'il s'agisse du contrôle des installations militaires, des ports et des infrastructures clés ou de l'acquisition d'actifs stratégiques au sens large.

Il sera difficile d'enrayer certaines influences étrangères, compte tenu des alliances politiques entre certains gouvernements latino-américains et certains acteurs étrangers.

Cependant, de nombreux gouvernements ne partagent pas l'idéologie des puissances étrangères, mais sont plutôt attirés par ces dernières pour d'autres raisons, notamment des coûts réduits et des contraintes réglementaires moins importantes.

Les États-Unis ont réussi à limiter l'influence étrangère dans l'hémisphère occidental en démontrant précisément l'ampleur des coûts cachés – espionnage, cybersécurité, pièges de la dette, etc. – inhérents à une aide étrangère prétendument « à faible coût ». Il convient d'intensifier ces efforts, notamment en tirant parti de l'influence américaine dans les domaines financier et technologique pour inciter les pays à refuser cette aide.

Dans l'hémisphère occidental – et partout dans le monde –, les États-Unis doivent clairement affirmer que les biens, services et technologies américains constituent un investissement bien plus avantageux sur le long terme, car ils sont de meilleure qualité et ne sont assortis d'aucune condition, contrairement à l'aide proposée par d'autres pays.

Cela étant dit, nous réformerons notre système afin d'accélérer les procédures d'approbation et d'autorisation, et ainsi redevenir le partenaire de choix.

Le choix de tous les pays devraient être entre vivre dans un monde conduit par les États-Unis, composé de pays souverains et d'économies libres, ou dans un monde parallèle où ils subissent l'influence de pays situés à l'autre bout du globe.

Chaque responsable américain travaillant dans la région ou sur celle-ci doit être pleinement informé des influences extérieures néfastes, tout en exerçant des pressions et en offrant des incitations aux pays partenaires pour qu'ils protègent notre hémisphère.

La protection efficace de notre hémisphère exige également une collaboration plus étroite entre le gouvernement américain et le secteur privé américain. Toutes nos ambassades doivent être informées des principales opportunités d'affaires dans leur pays, notamment des grands contrats publics.

Chaque responsable du gouvernement américain en contact avec ces pays doit comprendre qu'une partie de sa mission consiste à aider les entreprises américaines à être compétitives et à prospérer.

Le gouvernement américain identifiera les opportunités d'acquisition et d'investissement stratégiques pour les entreprises américaines dans la région et les soumettra à l'évaluation de tous ses programmes de financement, notamment ceux des départements d'État, de la Guerre et de l'Énergie, de la Small Business Administration (SBA), de la Société de financement du développement international (DFFC), de la Banque d'import-export (Export-Import Bank) et du Millennium Challenge Corporation (MCC).

Nous devons également nouer des partenariats avec les gouvernements et les entreprises de la région afin de construire des infrastructures énergétiques évolutives et résilientes, d'investir dans l'accès aux ressources minérales critiques et de renforcer les réseaux de cybercommunications existants et futurs en tirant pleinement parti du potentiel américain en matière de chiffrement et de sécurité. Les entités gouvernementales américaines susmentionnées devraient être mises à contribution pour financer une partie des coûts d'achat de biens américains à l'étranger.

Les États-Unis doivent également s'opposer aux mesures telles que la taxation ciblée, la réglementation inéquitable et l'expropriation qui désavantagent les entreprises américaines et les annuler.

Nos accords, notamment avec les pays qui dépendent le plus de nous et sur lesquels nous avons donc le plus d'influence, doivent prévoir des contrats de gré à gré pour nos entreprises. Parallèlement, nous devons tout mettre en œuvre pour évincer les entreprises étrangères qui construisent des infrastructures dans la région.

Pour résumer, l'Amérique latine – car c'est elle dont il s'agit – doit servir de base arrière au capitalisme américain. Des miettes lui seront laissées.

Les conséquences pour l'Amérique latine : « Peace through Strength »

La situation de l'Amérique latine est assez simple à comprendre. Les indépendances des différents pays ont été un processus enclenché et porté par les couches colonisatrices espagnoles elles-mêmes.

Les « criollos », Espagnols nés en Amérique, ont coupé les ponts avec l'empire espagnol défait en Europe par Napoléon ; l'indépendance du Brésil relève du même processus où l'élite d'origine européenne et blanche de peau s'est approprié l'administration en place et prit les commandes d'une nouvelle armée.

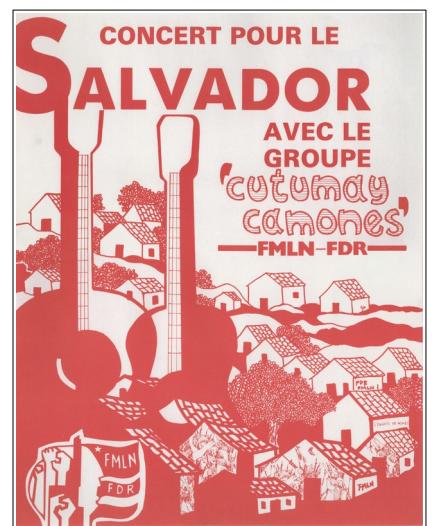
La dimension féodale de ces pays est donc restée, alors que les capitalistes locaux sont passés sous la coupe des grands capitalistes européens, britanniques surtout, puis américains.

Le tournant a été 1898, lorsque l'Espagne a essayé de maintenir sa colonisation à Cuba et que les États-Unis l'en ont chassée. Les élites latino-américaines se sont alors aperçues qu'elles resteraient dans l'ombre des États-Unis et cela a donné véritablement naissance à l'idéologie « latino-américaine », qui prétend qu'il y aurait une « raza », une « race » latino.

Tout le 20^e siècle a été marqué par la domination américaine, accompagnée d'interventions militaires parfois. Les pays latino-américains cumulent pauvreté de masse et corruption généralisée, crises d'ultra-violence répressive et coups d'État, crimes sexuels contre les femmes et les jeunes filles et enlisement administratif féodal.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait que ça, mais en tout état de cause les pays latino-américains sont totalement dépourvus face à la superpuissance impérialiste américaine. Les guérillas ont été mises en déroute, il n'existe plus d'avant-garde réelle capable de porter un projet d'ampleur.

Et tout le patrimoine a été balayé par la croissance mondiale de 1989-2020. Il y a eu de nombreux acquis matériels dans toute l'Amérique latine, l'analphabétisme a beaucoup reculé, la culture populaire s'est massivement développée, avec une incroyable richesse.



Il y a, cependant, un profond désarroi et un tiers de la population aimerait émigrer s'il le pouvait.

La superpuissance impérialiste américaine veut profiter de cette situation, en proposant une « aide », une « perspective » économique et financière.

Il y aurait un « avenir » pour tout le monde en Amérique latine, à condition que chaque pays accepte d'assumer de jouer le rôle de base arrière, d'arrière-cour, de support au nouveau développement des États-Unis pour les décennies à venir.

C'est le sens de la démarche proposée par Donald Trump (et son équipe, et la partie de la haute bourgeoisie représentée), qu'on peut résumer du point de vue américain par le mot d'ordre « Peace through Strength », c'est-à-dire « la paix par la force », « la paix par la puissance ».

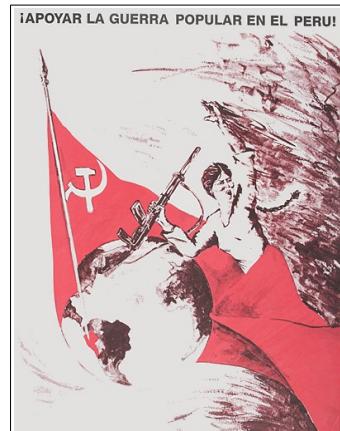
L'Amérique latine ne doit pas tant être étouffée comme dans les années 1960-1980, qu'étranglée. Quelle différence ? Avant, le territoire latino-américain devait être gardé sous contrôle, pacifié. Et il était considéré comme relativement instable, ou du moins glissant.

Désormais, le corollaire Trump implique d'éjecter les « compétiteurs » et d'utiliser l'Amérique latine dans le dispositif du capitalisme américain.

Ce qui revient à un deal avec les élites latino-américaines : on va vous laisser monter en gamme et vous allez profiter d'être à l'écart du chaos qui va avoir lieu en Europe et surtout dans le Pacifique, mais n'oubliez pas que tout cela doit s'inscrire dans notre sillage et notre sillage seulement.

L'affrontement avec un tel deal est impératif en Amérique latine. En effet, s'il se met en place et que la superpuissance impérialiste américaine parvient à sauver sa place de numéro 1, c'est la possibilité même de la révolution qui s'évapore pour toute une période, plaçant les révolutionnaires sur la défensive active, car il faudra bien tout de même affronter les restructurations décidées par l'impérialisme.

Inversement, il y a la possibilité historique d'enfin parvenir à ébranler l'inférieure puissance du nord du continent, qui a réussi à établir une situation d'îlot préservé accumulant du capital et l'exportant, et prenant les rênes du capitalisme mondial.



Et, au-delà de l'ébranler, de mettre un terme à son existence, et en brisant son principal représentant de remettre profondément en cause le capitalisme à l'échelle mondiale.

« Peace through Strength » : l'exemple vénézuélien

Paradoxalement, la superpuissance impérialiste américaine ne compte pas précipiter les choses en Amérique latine. L'établissement d'une base arrière demande de la prudence.

C'est là où le Venezuela sert à la fois de laboratoire et d'exemple. Comme le régime est lié à la Chine et à la Russie de manière ouverte, ainsi qu'à l'Iran, on a là une cible de choix du point de vue américain.

Nous ne sommes plus dans les années 1960-1980 toutefois et le but n'est pas seulement de rétablir l'ordre. Il s'agit de faire en sorte que chaque pays latino-américain soit fonctionnel pour la superpuissance impérialiste américaine.

Plus que de frapper, l'approche de cette dernière est de manipuler différents leviers. Il y a le levier de l'opposition dans le pays, il y a celui de fractions de l'armée, il y a celui des médias internationaux, il y a celui des aides et des sanctions, il y a le soutien et le blocus, il y a les menaces et la pression militaire, il y a les frappes ouvertes ou masquées, etc.

La superpuissance impérialiste américaine ne veut pas simplement renverser le régime et placer quelques marionnettes. Il faut, pour le 21^e siècle, que le régime qui remplace l'ancien soit opérationnel pour s'insérer dans les objectifs de croissance du capitalisme américain.



Cela rend les choses moins frontales, mais plus perverses aussi, car il y a l'objectif de réussir à lancer des mobilisations de masse, des réformes, des élan favorable au capitalisme, des soutiens au capital américain, etc.

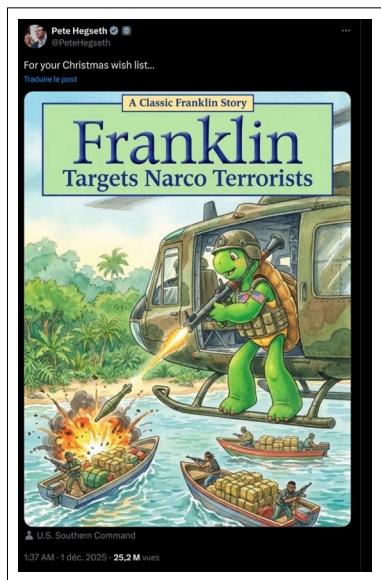
L'étranglement du Venezuela de la fin de l'année 2025 est à ce titre exemplaire. C'est une guerre, mais menée sur différents tableaux, où le militaire se combine avec l'économique, avec le financier, le culturel, l'idéologique, etc.

Ce n'est pas seulement une bataille qui doit être gagnée, c'est tout un processus qui doit être lancé et suivre un cours assez long. Le Venezuela ne doit pas simplement tomber dans l'orbite américaine, il doit être actif dans son rapport de dominé.

C'est le principe du « Peace through Strength ».■

Le corollaire Trump à la doctrine Monroe : l'étranglement américain du Venezuela de la fin de l'année 2025

Le secrétaire d'État américain à la Guerre, Pete Hegseth, a publié le premier décembre 2025 une image reprenant le personnage de la série pour enfants *Franklin*, où on voit celui-ci viser des narco-terroristes.



C'était une allusion à 21 attaques menées par l'armée américaine contre des petits navires dans les eaux près du Venezuela, à partir du premier septembre 2025 et jusqu'en novembre. Il y a eu 80 morts, désignés comme des trafiquants de drogue par la superpuissance impérialiste américaine, présentés comme de simples pêcheurs par le Venezuela.

Ces actions sont illégales sur le plan du droit international, et ont même fait scandale aux États-Unis en raison du fait que des marins d'un navire frappé ont été achevés dans la foulée.

Cependant, là n'était bien entendu pas le plus important pour la superpuissance impérialiste américaine, qui ne connaît qu'un droit : celui du plus fort, c'est-à-dire le sien, de son point de vue.

Dans le contexte de la compétition avec le concurrent chinois, cela signifie toutefois pour la superpuissance impérialiste américaine qu'il va falloir être pragmatique et utilitariste – les deux choses que la culture nationale historique américaine permet le mieux.

Ce n'est plus on frappe et puis on voit, mais on voit et puis on frappe. C'est pourquoi le concept de « narco-terrorisme » a été savamment élaboré par le Pentagone. C'est qu'il ne sert pas seulement de justificatif à l'intervention militaire américaine : il permet d'activer toute une série de leviers.

La superpuissance impérialiste américaine qui, rappelons, le contrôle le système bancaire international en raison du rôle du dollar, peut jouer directement sur telle ou telle personne accusée de participer au narco-terrorisme, influencer indirectement son entourage, faire pression sur ses partenaires éventuels, etc.

Le « cartel de los soles » comme justificatif pour activer les leviers

Allons droit au but en abordant le point clef du concept de narco-terrorisme lorsqu'on parle du Venezuela : le « cartel de los soles », le « cartel des soleils ».

Voici le contenu du document américain officiel qui le place dans la catégorie « Organisation Terroriste Étrangère ».

DÉPARTEMENT D'ÉTAT
(Avis public : 12869)

Désignation du Cartel de los Soles comme Organisation Terroriste Étrangère

Après examen du dossier administratif constitué dans cette affaire, et en consultation avec le Procureur général et le Secrétaire au Trésor, j'ai conclu qu'il existe une base factuelle suffisante pour constater que les circonstances pertinentes décrites à la section 219 de l'Immigration and Nationality Act, telle que modifiée (ci-après l'« INA ») (8 U.S.C. 1189), sont réunies en ce qui concerne : le Cartel de los Soles (également connu sous le nom de Cartel of the Suns).

Par conséquent, je désigne par la présente l'organisation susmentionnée, ainsi que ses alias respectifs, comme Organisation Terroriste Étrangère, conformément à la section 219 de l'INA.

Cette décision sera publiée dans le *Federal Register*. La désignation prend effet dès sa publication.

Daté : 16 novembre 2025.

Marco Rubio,

Secrétaire d'État.

(FR Doc. 2025-20750 déposé le 21-11-25 ; 8 h 45)

CODE DE FACTURATION 4710-AD-P

Qu'implique une telle décision ?

Le Trésor américain peut bloquer tous les fonds, comptes bancaires ou propriétés appartenant à l'organisation, saisir les avoirs liés au cartel, directement ou indirectement interdire toute transaction avec eux par des institutions financières américaines.

La désignation justifie également les opérations clandestines (CIA, JSOC), les frappes préventives, la capture de membres, un recours plus large à la force, sous prétexte antiterroriste.

Mais ce n'est pas tout, justement.

Toute personne — citoyen américain ou non — peut être poursuivie si elle fournit au « Cartel de los Soles » :

- argent
- biens ou équipements
- armes
- services (communications, logistique, transport...)
- formation
- conseils ou assistance
- soutien technologique
- ressources en général.

Or, comme les dirigeants du régime vénézuélien sont accusés d'appartenir au « cartel de los soles »... cela veut dire qu'il est possible d'étrangler économiquement, financièrement, juridiquement... ces dirigeants, de manière ciblée, ce qui amène à saper leur existence sociale.

L'objectif est de les faire passer à la trappe, en les forçant à se replier sur eux-mêmes (et à s'effondrer), ou bien à essayer de s'ouvrir sans succès face à la pression continue (et à être alors renversé).

Le « cartel de los soles » existe sans exister

Il faut expliquer cependant ce qu'est le cartel de los soles, et ce qu'il n'est pas. Sa nature est, en effet, très étrange, même si pas du tout absurde de par la nature du Venezuela.

D'où vient ce nom de « cartel des soleils » ?

On a, en fait, désigné par là, pour la première fois, en 1993, deux généraux de la Garde nationale du Venezuela, accusés de trafic de drogues.

Ce sont les médias vénézuéliens qui ont employé le terme, en raison de la tradition pour les militaires de haut rang d'avoir, au Venezuela, non pas des étoiles sur leurs épaulettes, mais des soleils. Les deux généraux concernés, Ramón Guillén Dávila et Orlando Hernández Villegas, étaient les responsables successifs de l'unité chargée de la lutte contre le narco-trafic.



En fait, on touche un aspect essentiel de toutes les armées latino-américaines : elles sont corrompues, en particulier par les mafias. Profitant de leur situation - elles peuvent facilement transporter de grosses quantités d'un bout du pays à l'autre - elles contribuent au passage de drogues, en échange d'un pourcentage.

À un moment, que ce soit parce qu'ils ont été payés en drogues au lieu d'en cash, ou parce qu'ils ont voulu devenir l'acteur principal des affaires, des militaires corrompus ont commencé à monter leur propre affaire de narco-trafic. Pour le Venezuela, cela date du début des années 2000.

Le politicien (longtemps membre du Mouvement pour le Socialisme) Mauro Marcano fut assassiné en 2004, après avoir repris l'accusation d'un « cartel des soleils » actif dans la police et l'armée.

En pratique, ce qui se passe est donc la chose suivante : la participation, à quelque degré que ce soit, des militaires au trafic de drogues est particulièrement significative. Elle est à la fois directe et indirecte, et en tout cas omniprésente.

C'est d'autant plus vrai que l'État vénézuélien est une dictature militaire : c'est l'armée qui a pris les commandes du pays.

Outre une participation massive à l'économie de la part de l'armée, cela veut dire que tout ce qui est police aux frontières relève également de celle-ci.



Cargaisons des avions, passages aux frontières, navires en transit dans les ports... tout est permis par la corruption, qui permet d'éteindre un radar, de fournir un code valide de passage, etc.

On est ici dans une logique typique du tiers-monde ; au Venezuela, cela reste plus marquant en raison de la situation délabrée du pays, d'une économie catastrophique, d'un régime aux ordres des militaires pratiquant un populisme nationaliste particulièrement démagogique, à la cubaine.

C'est d'autant plus vrai que si initialement, l'économie était très centralisée, en raison du rôle majeur du pétrole, l'industrie de cette dernière a profondément périclité en raison de la vétusté des installations.

Pour cette raison, afin de satisfaire l'oligarchie et la perpétuelle répartition féodale de rentes, les activités se sont tournées vers l'exploitation des mines et le narco-trafic.

On peut résumer les choses ainsi : avec Hugo Chávez à partir de 1999, on a un capitalisme bureaucratique centralisé autour de l'armée avec le pétrole comme ossature, puis à partir de 2013 avec son successeur Nicolás Maduro, on a une sorte de régime qui tient en « poussant les murs ».

Concrètement, au Venezuela, toute personne qui a des responsabilités et qui peut « siphonner »... le fait, et ce dans des proportions encore plus grandes que dans le reste de l'Amérique latine.

Il n'y a donc pas vraiment de cartel des soleils... dans la mesure où il n'existe pas une telle organisation, dénommée telle et hiérarchisée, opérant de manière unifiée, etc.

On est dans des couches et des sous-couches de corruption avec l'interpénétration des structures de l'armée vénézuélienne.

Pour qui se fonde sur le matérialisme dialectique, c'est là un produit naturel et décadent d'une société vénézuélienne déjà féodale en partie initialement.

En Amérique latine, la situation nationale est largement modelée par la réalité féodale de pays nés d'une indépendance par en haut, réalisée au profit unique des Espagnols nés en Amérique (les « criollos »), aux dépens et sans l'immense majorité de la population.

Cela produit un bricolage mêlant féodalisme et capital étranger impérialiste, qui amène avec lui une instabilité permanente, avec des sursauts stabilisateurs anti-populaires d'unification bureaucratique.

C'est toujours un militaire de plus ou moins haut rang qui surgit dans de tels moments, afin de sauver la nation, au moyen de l'armée qui serait vraiment patriotique et au-dessus des partis, etc.



Et, d'ailleurs, au Venezuela Hugo Chávez avait, pour mettre en place son régime « bolivarien », comme référence une expérience passée dans le même pays : la dictature militaire « moderniste » du général Pérez Jiménez, qui a duré de 1952-1958.

De telles tentatives de sauvetage sont immanquablement vouées à l'échec, à un moment ou à un autre, car la dimension féodale bloque tout, instaurant un système de rentes toujours plus étendu.

D'où le fait que le Venezuela actuel soit vêtu par le « narco-trafic » du point de vue américain ; il est en réalité en train de plier sous le poids de son propre féodalisme, qui se systématisé pour se survivre à lui-même, de notre point de vue.

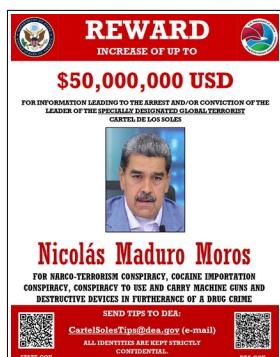
Le but de la superpuissance impérialiste américaine est ainsi d'accompagner la chute du régime vénézuélien, afin de le restructurer.

Nous, au contraire, prônons la révolution par la guerre populaire, pour briser non seulement la domination impérialiste, mais aussi afin d'écraser en premier lieu le socle féodal qui empêche tout réel développement démocratique.

Le ciblage des dirigeants vénézuéliens

La superpuissance impérialiste américaine s'efforce, on l'aura compris, d'agir comme un rouleau compresseur, mais en délimitant bien les champs d'action.

Les figures du régime sont donc officiellement ciblées, de manière « personnelle ». Elles ne sont pas visées pour leur fonction « politique », mais pour narco-terrorisme en profitant de leur fonction politique. C'est une accusation qui, en réalité, ne change rien à l'affaire, mais permet de faire un appel d'air dans le pays... pour provoquer une révolution de palais.



Le président vénézuélien Nicolás Maduro a ainsi été accusé de narco-trafic, plus exactement de « narco-terrorisme », en mars 2020.

Le département d'État américain proposait 15 millions de dollars de récompense pour contribuer à son arrestation, un chiffre passé en août 2025 à 50 millions de dollars.

D'autres pays du continent américain se sont associés à cette désignation à l'encontre de Nicolás Maduro : l'Argentine, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou, Trinidad et Tobago.

La Justice américaine a également accusé de nombreux responsables étatiques vénézuéliens d'être des trafiquants. Sont visés des militaires de haut rang (Hugo Carvajal, Henry Rangel Silva, Nestor Reverol...) et des membres plus directement « politiques » (Tareck El Aissami, Diosdado Cabello...).



Tout cela demande un vrai travail. Il faut des équipes juridiques, des « enquêtes », des constructions accusatoires, etc. Au-delà du fait que ce soit vrai ou faux – vu les personnages concernés, il n'y a rien à attendre de bien – on est dans une opération américaine de légitimation, ou plutôt de délégitimation des cadres du régime.

Les accusations de Hugo "El Pollo" Carvajal

Hugo « El Pollo » [« le poulet »] Carvajal est un ancien major général vénézuélien, qui a surtout été le chef de la direction du renseignement militaire au Venezuela sous Hugo Chávez de 2004 à 2011.

Il a finalement changé de camp en 2019, soutenant l'opposition qui s'était révoltée, sans succès. Fuyant alors le pays, il s'est réfugié en Espagne où il a été arrêté en raison d'une accusation de narco-trafic de la part des États-Unis.

Il s'enfuit, mais est de nouveau arrêté en 2021, en Espagne encore, puis extradé en 2023 aux États-Unis. En juin 2025, il a plaidé coupable et a commencé à « déballer » toute une série d'informations : oui, le cartel de los soles existe bien, oui Nicolás Maduro est à sa tête, oui le Venezuela est en lien approfondi avec l'Iran, oui le Venezuela soutient les FARC et l'ELN en Colombie, oui le Venezuela espionne les institutions militaires des États-Unis et a tenté de manipuler les élections, etc.

Début décembre 2025, Jugo Carvajal a réitéré ses affirmations, dans deux lettres à Donald Trump. Il explique de nouveau que le régime du Venezuela est une « organisation narco-terroriste », comme ici dans la lettre du 2 décembre 2025.

« J'ai personnellement constaté comment le gouvernement d'Hugo Chávez s'est transformé en une organisation criminelle, aujourd'hui dirigée par Nicolás Maduro, Diosdado Cabello et d'autres hauts responsables du régime.

Cette organisation, désormais connue sous le nom de Cartel des Soleils, a pour but d'utiliser la drogue comme arme contre les États-Unis.

La drogue qui a atteint vos villes par de nouvelles routes n'est pas le fruit de la corruption ni le simple fait de trafiquants indépendants ; il s'agit d'une politique délibérée, coordonnée par le régime vénézuélien, visant à nuire aux États-Unis.

Ce plan a été proposé à Chávez par le régime cubain au milieu des années 2000 et a été mis en œuvre avec succès grâce à l'aide des FARC, de l'ELN, d'agents cubains et du Hezbollah.

Le régime a fourni armes, passeports et impunité à ces organisations terroristes, leur permettant d'opérer librement depuis le Venezuela contre les États-Unis. »

Autant dire qu'avec de pareilles informations, la superpuissance impérialiste américaine dispose d'une « légitimation » de choix.

Tren de Aragua

Hugo « El Pollo » Carvajal parle également dans ses lettres du *Tren de Aragua*. Cette mafia, fondée en 2009-2010, s'appelle ainsi (le « train d'Aragua »), car elle a été mise en place par des mafieux membres d'un syndicat de cheminots.

Déportés en prison de Tocorón dans l'État d'Aragua au Venezuela, on leur a laissé les mains libres dans la prison, afin d'acheter le « calme ». Hugo Carvajal dit même qu'ils ont été exportés aux États-Unis, comme ici dans sa lettre du 2 décembre 2025 encore.

« J'étais présent lors des décisions prises pour organiser et armer les gangs criminels à travers le Venezuela afin de protéger le régime, notamment le groupe connu sous le nom de Tren de Aragua.

Chávez a ordonné le recrutement de chefs criminels, aussi bien en prison qu'à l'extérieur, pour défendre la « révolution » en échange de l'impunité.

Après la mort de Chávez, Maduro a étendu cette stratégie en exportant la criminalité et le chaos à l'étranger, ciblant les exilés politiques vénézuéliens et gonflant artificiellement les statistiques de la criminalité au Venezuela.

Les chefs de gangs ont reçu l'ordre d'envoyer des milliers de membres hors du pays. Cette opération était coordonnée par le ministère de l'Intérieur, le ministère des Prisons, la Garde nationale et la police nationale. Tren de Aragua est devenu le groupe le plus efficace et celui qui a connu la croissance la plus rapide.

Lorsque la politique d'ouverture des frontières de Biden et Harris a été largement connue, ils ont saisi l'occasion d'envoyer ces agents aux États-Unis. Ils disposent désormais de personnel armé et obéissant sur le sol américain.

Pour financer leurs opérations, ils ont reçu l'ordre explicite de poursuivre les enlèvements, les extorsions et les meurtres. Chaque crime qu'ils commettent sur votre sol est un acte ordonné par le régime. »

Là encore, on a un argument « fort » contre le Venezuela. On a tout un arrière-plan justificatif pour une intervention « en profondeur ».

Juan Guaidó et María Corina Machado

Un autre aspect essentiel de la question du Venezuela touche la présidence. Il y a eu une élection présidentielle en mai 2018, emportée par Nicolás Maduro avec 67,8 % de voix, mais pour 46 % de participation seulement.

En janvier 2019, l'opposant Juan Guaidó déclare ces élections nulles et se proclame président ; il est immédiatement reconnu par les pays occidentaux (États-Unis, Belgique, France, etc.).

C'est alors le chaos politique au Venezuela, les États-Unis commencent une guerre de l'électricité en sabotant plusieurs jours la production de celle-ci à l'échelle nationale, Juan Guaidó tente de mettre en place un gouvernement parallèle, etc.

C'est cependant l'échec et c'est ici qu'intervient la figure de María Corina Machado. Issue de la haute bourgeoisie vénézuélienne, elle est un cadre de l'opposition depuis plusieurs décennies, et en octobre 2023 elle obtient 93 % des voix des primaires de celle-ci pour participer à l'élection présidentielle de juillet 2024.



Le régime l'empêche de se présenter et Nicolás Maduro est réélu avec pratiquement 52 % des voix, pour 57 % de participation. Une participation qui aurait été, selon l'opposition, plus importante, avec surtout la victoire écrasante de l'opposant à Nicolás Maduro, Edmundo González Urrutia.

María Corina Machado devient alors le « symbole » absolu de l'opposition, et est soutenue massivement du côté occidental. Elle reçoit en 2024 le prix Vaclav-Havel de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le prix Sakharov du Parlement européen, avant de recevoir même le prix Nobel de la Paix 2025.

On se souvient que Donald Trump espérait obtenir ce prix Nobel, mais d'une certaine manière il l'a obtenu avec María Corina Machado, car cela contribue à justifier une action contre le régime du Venezuela et celle-ci, dans son premier message, a dédié son prix au peuple vénézuélien en souffrance et au président Donald Trump.

La mise en scène de la cérémonie intervient directement en support à cette perspective. C'est le pendant de la délégitimation de Nicolás Maduro : il faut que María Corina Machado apparaisse comme le plus légitime possible.

La mise en scène de la cérémonie de remise du prix Nobel de la paix à María Corina Machado

María Corina Machado a bien évidemment justifié les frappes américaines contre les navires accusés de relever du narco-terrorisme. Cela n'a pas empêché le comité officiel du prix Nobel de la saluer lors de la remise du prix et d'appeler à la démission de Nicolás Maduro.

C'est là un parti pris absolument clair, indiscutable. María Corina Machado est à 100 % fonctionnelle pour la superpuissance impérialiste américaine, elle l'assume ouvertement, et le prix Nobel participe à la démarche.

Le président du comité, Jorgen Watne Frydnes, a ouvertement affirmé :

« Aujourd'hui, dans cette salle – avec toute la gravité qui accompagne le prix Nobel de la paix et cette cérémonie annuelle – nous allons dire ce que les dirigeants autoritaires redoutent le plus :

Votre pouvoir n'est pas éternel. Votre violence ne triomphera pas des peuples qui se soulèvent et résistent.

Monsieur Maduro, vous devriez accepter les résultats des élections et démissionner.

Posez les bases d'une transition pacifique vers la démocratie. Car telle est la volonté du peuple vénézuélien.

Maria Corina Machado et le Venezuela « Nicolás Maduro, acceptez les résultats de l'élection et retirez-vous.

Jetez les bases d'une transition pacifique vers la démocratie. Car telle est la volonté du peuple vénézuélien.

Maria Corina Machado et l'opposition vénézuélienne ont allumé une flamme qu'aucune torture, aucun mensonge et aucune peur ne peuvent éteindre. »

Afin de dramatiser la situation, il a d'abord été affirmé haut et fort que María Corina Machado se rendrait bien à Oslo chercher son prix. Comme elle vit dans la clandestinité depuis seize mois au Venezuela, l'entreprise était bien entendu délicate, surtout que le régime vénézuélien était prêt à la dénoncer comme « fugitive » si elle sortait du pays.

La conférence de presse du 9 décembre 2025 fut finalement annulée, mais María Corina Machado était annoncée pour le lendemain.



Il fut expliqué ensuite qu'elle avait du retard, et c'est finalement sa fille, Ana Corina Sosa Machado, à qui a été remis le prix Nobel.

De manière notable, et cela les médias l'ont caché le plus souvent, le président argentin Javier Milei était présent à la cérémonie.

C'est tout un symbole, puisqu'il est l'un des plus fervents soutiens latino-américains à Donald Trump.

On trouvait à ses côtés le président du Panama, José Raúl Mulino, le président de l'Équateur, Daniel Noboa, le président du Paraguay, Santiago Peña.

Rien que ce point indique entièrement la nature de María Corina Machado et le rôle du prix Nobel dans le dispositif de la superpuissance impérialiste américaine.

Le discours de María Corina Machado lu par sa fille lors de la remise du prix Nobel de la paix reflète d'ailleurs entièrement la mythomanie et la prétention de figures politiques portant des intérêts oligarchiques, réécrivant l'Histoire comme ça les arrange.

María Corina Machado fait partie de l'élite « criollos », les Espagnols nés en Amérique. Elle descend du marquis José Antonio Rodríguez del Toro y Ascanio, elle est liée familièrement à une dizaine de figures historiques de la plus haute bourgeoisie vénézuélienne, son père était un des deux plus grands industriels de l'acier, etc.

« Nous avons bâti une démocratie qui est devenue la plus stable d'Amérique latine, et la liberté s'est épanouie comme une force créatrice.

Mais même la démocratie la plus forte s'affaiblit lorsque ses citoyens oublient que la liberté n'est pas quelque chose que l'on attend, mais quelque chose que l'on devient (...).

Ma génération est née dans une démocratie dynamique, et nous l'avons tenue pour acquise.

Nous pensions que la liberté était aussi immuable que l'air que nous respirions. Nous chérissions nos droits, mais nous oublions nos devoirs.

J'ai été élevé par un père dont l'œuvre de toute une vie – construire, créer, servir – m'a appris qu'aimer ce pays impliquait d'assumer la responsabilité de son avenir (...).

Pendant ce temps, un processus plus profond et plus destructeur se déroulait. Il s'agissait d'une méthode délibérée :

diviser la société par idéologie, par race, par origine, par mode de vie ; pousser les Vénézuéliens à la méfiance, au silence et à la méfiance mutuelle, à se considérer comme des ennemis. Ils nous ont étouffés, ils nous ont faits prisonniers, ils nous ont tués, ils nous ont forcés à l'exil.

Cela faisait près de trente ans que nous luttions contre une dictature brutale.

Et nous avions tout essayé : dialogues trahis ; manifestations de millions de personnes réprimées ; élections truquées (...).

Nous n'atteignons la liberté que lorsque nous refusons de nous tourner le dos ; lorsque nous affrontons la vérité de front, aussi douloureuse soit-elle ; lorsque l'amour pour ce qui compte vraiment dans la vie nous donne la force de persévérer et de triompher. »

Il ne faut pas se leurrer pour autant : le régime vénézuélien est bien de nature terroriste, il frappe, torture, emprisonne, tue.

Cependant, ce ne sont pas les partisans de la superpuissance impérialiste américaine qui peuvent dire quoi que ce soit, sachant qu'avant un régime pro-Chine et pro-Russie, c'était un régime pro-États-Unis de même nature.

Dans son discours, María Corina Machado cherche d'ailleurs à se donner une image démocratique en disant que le Venezuela a accueilli des réfugiés venant de la dictature militaire en Argentine. Sauf que la présence de son soutien Javier Milei rend absurde ce fait, puisque le président argentin a toujours défendu l'action des militaires durant la dictature.

Il faut voir que tout cela agit en convergence avec la pression généralisée de la superpuissance impérialiste américaine pour changer le régime du Venezuela.

Le déploiement militaire américain dans les Caraïbes

L'armée américaine a commencé à déployer de nombreuses forces maritimes et aériennes dans les Caraïbes à partir d'août 2025. Le processus a été ininterrompu jusqu'en décembre 2025, avec notamment des bateaux-citernes et des avions-cargos.

Symboliquement, l'événement le plus marquant a été l'envoi dans la zone du plus grand porte-avions du monde, le USS Gerald R. Ford (avec une piste de 337 mètres de long), auparavant en Méditerranée.



Il est bien entendu accompagné d'une escorte, ainsi que d'autres navires en soutien (USS Mahan, USS Winston S. Churchill, USS Bainbridge, USS Gravely, USS Jason Dunham, USS Sampson, USS San Antonio, USS Minneapolis-Saint Paul, US Stockdale, USS Gettysburg, USS Newport News, USS Fort Lauderdale, MV Ocean Trader).

Si on ajoute à cela la remise en état des postes de la base navale de Puerto-Rico, on comprend bien ce qui se profile. Donald Trump ne l'a pas caché par ailleurs, expliquant en novembre 2025 :

« Les jours de Maduro sont comptés. Son régime s'effondre de l'intérieur, et le peuple vénézuélien le sait.

Nous ne cherchons pas la guerre avec le Venezuela ; je doute fortement qu'il y ait une guerre ; mais nous allons maintenir la pression.

Nos forces armées sont en position, nos options sont prêtes, et nous continuerons à frapper les réseaux criminels et les bateaux de trafic de drogue qui maintiennent en vie sa dictature corrompue. »

Dans le même sens, le 28 novembre 2025, Donald Trump a annoncé que les États-Unis pourraient lancer des « opérations terrestres » contre des trafiquants vénézuéliens, et ce « très bientôt ».

Le lendemain, il publiait sur les réseaux sociaux le message comme quoi l'espace aérien au-dessus et autour du Venezuela devait être considéré comme « fermé en son entièreté ».

Et le 15 octobre 2025, il avait déjà confirmé qu'il avait autorisé la CIA à mener des opérations clandestines liées au Venezuela.

L'objectif est le changement de régime. Toutefois, on est dans le corollaire Trump. Il ne s'agit pas simplement de bombarder et de remplacer les dirigeants, bref de remplacer une faction dominante par une autre dans un pays qui en soi ne change pas de nature.

L'objectif américain est d'insérer le Venezuela de manière dynamique dans un rapport avec le capitalisme américain. C'est plus difficile.

Le déploiement militaire américain dans les Caraïbes

Cette situation explique le « dialogue » avec Nicolás Maduro. Il lui a été proposé de pouvoir s'enfuir en Russie, en Chine ou dans un pays du Golfe. Il y a eu des négociations.

Le 3 décembre 2025, Nicolás Maduro expliquait d'ailleurs avoir eu Donald Trump au téléphone :

« J'ai conversé avec le président des États-Unis, Donald Trump. Je peux dire que la conversation s'est déroulée sur un ton respectueux, et même je peux dire qu'elle a été cordiale. Je vais plus loin...

Si cet appel signifie qu'on fait des pas vers un dialogue respectueux, d'État à État, de pays à pays, bienvenue au dialogue, bienvenue à la diplomatie, car nous rechercherons toujours la paix. »

Nicolás Maduro n'a pas cessé de gesticuler en ce sens. Son mot d'ordre répété souvent est « Welcome dialogue! Welcome diplomacy! Welcome the peace! Peace? Yes! War? Never, never in the life! ». On peut même le voir danser sur une chanson utilisant ses propos comme refrain.

C'est très intéressant, car on pourrait s'attendre à un discours violemment anti-impérialiste de sa part. Ce n'est pas du tout le cas. La seule dénonciation est celle de la pression américaine. Le 2 décembre 2025, il qualifiait de « terrorisme psychologique » les menées américaines, en précisant :

« Nous voulons la paix, mais une paix avec la souveraineté, une paix avec l'égalité, une paix avec la liberté ; nous ne voulons pas la paix des esclaves ou la paix des colonies. Jamais de colonie, jamais d'esclavage. »

Il ne considère pas la superpuissance impérialiste américaine comme un ennemi à abattre, c'est particulièrement notable. Et c'est dû à sa position de classe : Nicolás Maduro représente une faction du capitalisme bureaucratique, mais celui-ci veut se maintenir coûte que coûte, et finalement peu importe que ce soit avec les États-Unis ou la Chine.

La compétition sino-américaine pour le Venezuela

Le régime de Hugo Chávez n'avait rien de nouveau en soi ; il renforçait seulement la part de l'armée dans l'État et l'économie. On sait d'ailleurs que la famille de Hugo Chávez en a profité pour s'enrichir sans commune mesure.

Il ne faut donc pas écouter les voix françaises, de type social-nationales, qui portent aux nues un tel régime (notamment La France Insoumise, la Gauche Républicaine et Socialiste, le PCF). C'est propre à la France avec sa fascination gaulliste pour un régime fort nationaliste et « social ».

Le régime du Venezuela est une sorte de dictature militaire à vocation populiste où règnent la corruption, les vols et la pénurie. C'est un capitalisme bureaucratique, et il est dépendant de son insertion dans l'économie de « grands frères ».

On retrouve ici la Chine. 90 % du pétrole brut du Venezuela y est exporté, celle-ci a par ailleurs prêté 60 milliards de dollars au Venezuela. La China Concord Resources Corp a installé, en septembre 2025, la première plate-forme pétrolière chinoise au Venezuela. Et le Venezuela est le premier acheteur d'armes chinoises.

La superpuissance chinoise est également déjà le premier partenaire commercial de plusieurs pays latino-américains (Brésil, Chili, Pérou, Uruguay) ; elle est le 2e partenaire global de la région derrière les États-Unis, ainsi que le 1er ou 2e investisseur en infrastructures stratégiques.

Dans les faits, le régime vénézuélien se maintient avec un appui majeur des services secrets cubains sur le plan intérieur, et globalement avec ses « grands frères » que sont la superpuissance impérialiste chinoise, l'impérialisme russe, mais également l'expansionnisme iranien.

C'est pour cette raison que, suivant le corollaire Trump, il faut faire un exemple.

La forme particulière de guerre liée au corollaire Trump

Normalement, il y a un « partage » relatif de chaque pays du tiers-monde. L'hégémonie revient à une puissance en particulier, mais il y a de la place pour les autres. Si par contre, il y a la tentative de renverser l'hégémonie, là alors il y a un affrontement entre factions internes.

Ainsi, même dans les années 1960-1980, le social-impérialisme soviétique était présent en Amérique latine, tout comme la superpuissance impérialiste américaine était présente en Inde, ou bien les puissances impérialistes ouest-européennes dans les pays de l'Est de l'Europe.

Mais si une superpuissance impérialiste tente de prendre le dessus sur une autre – comme au Chili en 1973 – là il y a une violente réaction. On notera que les violentes réactions internes peuvent également se produire de par la contradiction interne entre la dimension féodale et la dimension semi-coloniale.

Le corollaire Trump exige de corriger une telle approche. Il donne une définition de ce qui est intouchable par principe : le « contrôle des installations militaires, des ports et des infrastructures clés », ainsi que « l'acquisition d'actifs stratégiques au sens large ».

Cela veut dire qu'il ne suffit pas simplement qu'une faction dominante en remplace une autre. En effet, il y a à l'arrière-plan la question de la confiscation des biens. C'est toujours problématique en termes de droit bourgeois.

Si l'on veut un exemple, Cuba a nationalisé les entreprises américaines lors de la révolution de 1959. Par la suite, le régime s'est vendu à l'URSS social-impérialiste. Mais si la prise du pouvoir de 1959 avait été directement liée à celle-ci, il aurait été très délicat de procéder à une telle nationalisation.

Il y aurait une dimension de confrontation, de polarisation, d'expropriation.

Le but des États-Unis au Venezuela n'est ainsi pas une « révolution », pas même le triomphe du libéralisme. Mais il n'est pas non plus seulement la prise de contrôle du pays par une faction qui lui soit subordonnée.

L'envoi du porte-avions USS Gerald R. Ford n'obéit pas seulement à une logique militaire ; il s'agit d'étrangler ce qui s'oppose aux États-Unis dans tous les domaines : financier, politique, administratif, technique, militaire... pour que la Chine soit éjectée non pas en raison de l'intervention américaine, mais à travers l'intervention américaine, de par le nouvel aménagement dans le pays.



C'est plus subtil, plus compliqué, plus difficile à comprendre également. Il n'y a pas la dimension frontale unilatérale comme auparavant.

Le 30 novembre 2025, Donald Trump a justement présenté comme suit l'opération en cours :

« Est-ce que ça fonctionne ? Ce n'est pas une campagne de pression, c'est bien au-delà de cela, je pense. »

Cet « au-delà » exprime bien le contenu de la démarche. Pour en revenir à la question des accusations de narco-terrorisme, on peut justement voir comment celles-ci opèrent relativement à cet « au-delà ».

Ainsi, le 3 décembre 2025, le département d'État américain ait fait passer à cinq millions de dollars la prime pour aider à l'arrestation ou la condamnation du principal dirigeant du *Tren de Aragua*, désigné par ailleurs comme une organisation étrangère terroriste en février de la même année.



Au sens strict, les États-Unis s'en moquent du *Tren de Aragua* ou de son dirigeant. Ce qui compte, c'est leur utilisation dans le dispositif impérialiste.

Il ne s'agit pas de considérer, comme petits-bourgeois complotistes, que de telles structures sont « inventées » par l'impérialisme afin de justifier des invasions. C'est faux et stupide, car cela rate le cœur de la question.

Ce qui compte, en effet, c'est qu'une domination impérialiste joue à tous les niveaux. Une révolution de palais ne suffit pas et il ne suffit pas d'envoyer l'armée prendre le palais présidentiel. Une telle démarche peut réussir dans un pays arriéré économiquement, encore très paysan, mais certainement pas dans un pays relativement développé.

Faire tomber Cuba

Autrement dit, la vraie raison de toute la dénonciation du Venezuela comme étant sous la coupe d'un régime narco-terroriste, c'est la perpétuelle re-légitimation de la doctrine Monroe.

Mais l'approche employée vise à pénétrer le pays à tous les niveaux pour chasser la Chine, de manière « naturelle ».

C'est une approche multi-factorielle, ce qu'on appelle du « 4D chess », un jeu d'échecs à quatre dimensions, pour dire qu'on joue par la bande, comme au billard français.

C'est tellement vrai qu'il y a plusieurs autres pays qui sont concernés par la guerre « nouvelle », déjà commencée, des États-Unis contre le Venezuela.

Marco Rubio, le secrétaire d'État américain (l'équivalent de ministre des Affaires étrangères), a ainsi souligné cette accusation le 2 décembre 2025, disant que :

« L'Iran, ses Gardiens de la Révolution et même le Hezbollah ont une présence en Amérique du Sud, et une de leur présence ancrée – en particulier pour les Iraniens – se situe à l'intérieur du Venezuela ».

Le champ est élargi à l'ensemble de l'Amérique du Sud, et relié à l'Iran.

Mais il y a plus. L'objectif indirect de l'approche américaine, c'est de faire tomber le régime à Cuba.

Ce dernier ne se maintient en partie significative que par le soutien du Venezuela. Et Marco Rubio est un acharné de la question ; ses parents sont cubains et ont quitté Cuba en 1956.

Refaire passer Cuba dans l'orbite américaine est forcément le rêve de Donald Trump et ce serait un symbole majeur de la doctrine Monroe avec le corollaire Trump.

Le moment semble idéal alors que le « rêve américain » parcourt toute l'Amérique latine, en l'absence d'avant-gardes révolutionnaires. 10 % des Cubains ont quitté le pays entre 2020 et 2024, la très grande majorité (soit 720 000 personnes) s'installant aux États-Unis.

Il y a désormais moins de 10 millions d'habitants, soit le niveau de 1985 ; cela bloque toute perspective de développement.

Qui plus est, il existe une vaste communauté cubaine « anti-castriste » en Floride, alimentée par les « Freedom Flights », des transports aériens entre La Havane et Miami, de 1965-1973, avec 300 000 personnes.

Naturellement, les États-Unis s'appuient également sur les exilés vénézuéliens pour la question du Venezuela. Il y a l'idée de pousser à de nouvelles mentalités, et cela c'est essentiel pour l'impérialisme s'il veut non seulement prendre le contrôle, mais s'installer dans la durée, développer des dynamiques, utiliser des mobilisations en sa faveur.

L'Amérique latine à un tournant

Il y a en Europe un grand romantisme concernant les latino-américains et leur dimension révolutionnaire. C'est fondamentalement erroné.

Les Partis Communistes naissent très difficilement dans les années 1920 et se font interdire très vite, avec une répression sanglante.

Les rares exceptions sont à relativiser également. Si au Mexique le Parti Communiste a été marquant, il n'a concerné qu'une petite minorité des travailleurs et son impact a été surtout culturel. Et au Pérou, les communistes ont mis bien trop de temps à saisir la dimension historique de José Carlos Mariátegui.

En pratique, tout le « bruit » autour du mouvement révolutionnaire en Amérique latine est surtout dû à l'influence cubaine et soviétique, avec un mélange des idées de Che Guevara et de nationalisme bourgeois « latino-américain ».



Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu ici de l'héroïsme et de l'abnégation, mais cela ne pouvait rien donner, surtout eu égard au poids majeur (et oublié voire nié) du féodalisme, avec son ignoble patriarcat latino absolument omniprésent.

La seule exception, c'est bien sûr le Parti Communiste du Pérou, avec Gonzalo à la tête d'une guerre populaire incandescente de 1980 à 1992.

Mais même là, les gens ayant compris que c'était la bonne voie n'ont pas saisi le principe fondamental mis en avant par Gonzalo : qu'il faut une pensée-guide dans chaque pays, c'est-à-dire qu'il faut une lecture spécifique du parcours historique propre à chaque cadre national.

Il va falloir ici qu'il se passe quelque chose, sans quoi les pays d'Amérique latine vont se faire embarquer un par un dans les projets des États-Unis, et leur insertion dans le capitalisme américain étouffera toute perspective de révolution pour un moment. C'est l'heure du choix pour l'Amérique latine : passera-t-elle à côté de l'Histoire qui va se jouer ? ■

Communiqué de la Segunda Marquetalia du 6 novembre 2025 : « Dehors les Yankees ! »

[Il s'agit d'une guérilla active en Colombie, et issue des FARC.]

L'empire américain, à l'instar de Santiago Nasar dans le roman de Gabriel García Márquez, s'engage déjà sur la voie de la Chronique d'une mort annoncée. « L'Amérique » ne retrouvera jamais sa grandeur d'autan, telle que la rêvent les promoteurs du mouvement MAGA, car la grandeur qu'ils entrevoient n'est qu'une chimère prisonnière des mirages d'un désert lointain.

Le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent, a admis que certains secteurs de l'économie entrent en récession. Le dollar cesse d'être la référence des transactions commerciales internationales.

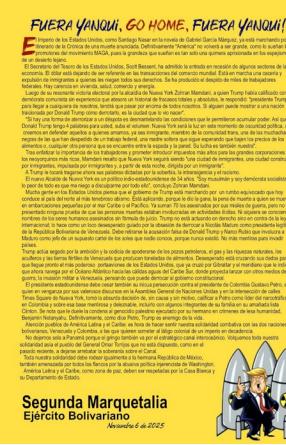
Une chasse aux immigrés et une politique d'expulsion sont en cours, les privant de tous leurs droits. Des milliers de fonctionnaires fédéraux ont été licenciés.

On constate des pénuries de logements, de soins de santé, de commerce et d'énergie. Suite à sa victoire électorale retentissante à la mairie de New York, Zohran Mamdani... que Trump avait qualifiée de démocrate communiste inexpérimenté, accumulant les échecs, a répliqué : « Monsieur le Président, pour convaincre l'un d'entre nous, il vous faudra vous adresser à nous tous. S'il y a bien une ville qui peut montrer à une nation trahie par Donald Trump comment le vaincre, c'est celle qui l'a vu naître.»

« S'il existe un moyen de terrifier un despote, c'est de démanteler les conditions qui lui ont permis d'accumuler le pouvoir. Alors, Donald Trump, j'ai quatre mots pour vous : New York sera la lumière dans ces ténèbres politiques. Ici, nous croyons en la défense de ceux que nous aimons, qu'il s'agisse d'immigrants, de membres de la communauté, d'une de ces jeunes femmes noires licenciées de la fonction publique fédérale, d'une mère célibataire qui attend toujours la baisse des prix alimentaires, ou de toute autre personne prise au piège. Leur combat est aussi le nôtre. »

Après avoir souligné l'importance des travailleurs et promis d'augmenter les impôts des grandes entreprises et des New-Yorkais les plus riches, Mamdani a insisté sur le fait que New York restera « une ville d'immigrants : une ville construite par des immigrants, une ville dynamique grâce aux immigrants et, dès ce soir, dirigée par un immigrant ».

Trump va maintenant devoir râver ses paroles, dictées par l'arrogance, l'intransigeance et le racisme. Le nouveau maire de New York est un politicien indo-américain de 34 ans. « Je suis musulman et je suis démocrate socialiste, et le pire, c'est que je refuse de m'en excuser », a conclu Zohran Mamdani. Aux États-Unis, nombreux sont ceux qui pensent que l'administration Trump fait fausse route et conduit le pays au bord du gouffre.



Elle applique arbitrairement la peine de mort à quiconque navigue en petites embarcations dans les Caraïbes ou le Pacifique.

Le bilan des frappes de missiles s'élève désormais à 70 morts, et pourtant, aucune preuve n'a été apportée que les victimes se livraient à des activités illicites. On ignore même l'identité des personnes tuées sans procédure régulière. Trump agit non pas dans le cadre de la loi, mais en violation du droit international ; il se comporte comme un fou désespéré, obsédé par l'idée de renverser Nicolás Maduro, président légitime de la République bolivarienne du Venezuela.

Les fausses accusations de Donald Trump et de Marco Rubio, qui présentent Maduro comme le chef d'un préteur « Cartel des Soleils » – un cartel fictif qui n'a jamais existé – doivent cesser. Assez de mensonges pour justifier des invasions de pays. Aveuglé par l'ambition et la cupidité, Trump veut s'emparer des puits de pétrole, des réserves de gaz, des ressources naturelles, des nappes phréatiques et des terres fertiles du Venezuela, qui produisent des tonnes de nourriture.

Désespéré, il croise les doigts pour l'arrivée prochaine du porte-avions le plus puissant des États-Unis : celui-ci a déjà franchi Gibraltar et le méridien indique qu'il navigue actuellement dans l'océan Atlantique vers les eaux chaudes des Caraïbes du Sud, où il prévoit de lancer, par d'autres moyens de guerre, l'invasion militaire du Venezuela, pensant pouvoir renverser le gouvernement constitutionnel.

Le président américain doit également cesser sa persécution inique du président colombien Gustavo Petro. En représailles à ses discours courageux à l'Assemblée générale des Nations Unies et à Times Square, à New York, il a absurdelement décidé, sans cause ni raison, de qualifier Petro de baron de la drogue en Colombie et, sur cette base méprisable et mensongère, de l'inclure, ainsi que certains membres de sa famille, sur sa liste Clinton truquée.

Il est clair qu'il est profondément affecté par la condamnation du génocide palestinien perpétré par son frère, Benjamin Netanyahu, pour crimes contre l'humanité. Sans aucun doute, comme le dit Retro, Trump est un ennemi de la vie. Peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, il est temps de manifester notre solidarité combative avec les deux nations boliviennes, le Venezuela et la Colombie, qu'ils veulent soumettre au joug colonial d'un empire en déclin.

N'abandonnons pas le Panama, car les Américains convoitent également le canal interocéanique stratégique. Exprimons toute notre solidarité au peuple du général Omar Torrijos, qui refuse, comme par le passé, de voir sa souveraineté sur le canal lui être retirée. Notre solidarité doit également s'étendre à la République soeur du Mexique, elle aussi menacée de toutes parts par les politiques interventionnistes abusives de Washington. L'Amérique latine et les Caraïbes, en tant que zone de paix, doivent être respectées par la Maison Blanche et son Département d'État.

Seconde Marquetalia, armée bolivarienne
6 novembre 2025

Communiqué de la Segunda Marquetalia du 24 novembre 2025 : « Que se retirent les canonnières ! »

Non, Trump, n'insistez pas. À ce stade de l'histoire, il est impossible pour l'Amérique latine et les Caraïbes de retomber dans les chaînes de l'esclavage colonial, vaincues à jamais par l'épée de Bolívar et le combat acharné de notre armée libératrice sur les champs de bataille.

Cette fois, les mensonges et les récits fallacieux utilisés par l'empire de Washington pour envahir militairement des nations de notre Amérique, comme ce fut le cas au Vietnam et en Irak, exploseront avant même que l'agression ne soit perpétrée.

Il est inconcevable que Trump se délecte, comme il l'a fait récemment sur une base militaire américaine à Tokyo, d'annoncer sa volonté de « bombarder des pays jusqu'à l'enfer ».

Nous ne croyons pas que le prétexte abject pour mettre à exécution cette menace soit la lutte contre le trafic de drogue, car, pour être cohérent, il devrait commencer par bombarder son propre pays, où opèrent les deux plus grands cartels de la drogue au monde, la DEA et la CIA, agissant avec l'aval du véritable pouvoir en place.

Du fait de cette impunité dont jouissent les agents de la DEA et de la CIA, qui contrôlent le trafic de drogue dans les rues des États-Unis, ne sont pas poursuivis, pas plus que le blanchiment d'argent de la drogue dans leurs banques. L'exportation de précurseurs chimiques vers le Sud reste impunie.

La menace de Donald Trump d'envahir militairement le Venezuela, la Colombie et le Mexique « pour mettre un terme définitif au trafic de drogue » a suscité une vive émotion dans le monde entier. Concernant l'invasion du Venezuela, un sondage ABC News indique que 70 % des Américains interrogés s'y opposent.

Si le prétexte invoqué pour envahir un pays est la lutte contre le trafic de drogue, nous ne croyons pas un instant que la Maison Blanche va envahir son propre pays avec des porte-avions, des missiles et des marines pour combattre les trafiquants de drogue de la DEA et de la CIA. Que chacun s'occupe de ses propres affaires.

Le Venezuela, la Colombie et le Mexique doivent continuer à lutter, dans le cadre de leur souveraineté, contre les cartels de la drogue opérant sur leur territoire.

Le Venezuela a réfuté le récit mensonger de Trump, Marco Rubio, de la procureure générale Pam Bondi et du secrétaire d'État Pete Hegseth concernant l'existence d'un prétendu « Cartel des Soleils », qui n'a jamais existé au Venezuela.



La justice internationale doit punir sévèrement ces menteurs qui, sous l'impulsion de Marco Rubio, brandissent l'accusation mensongère de qualifier ce cartel inexistant d'organisation terroriste internationale, croyant ainsi justifier une invasion.

Nous devons exiger le respect du droit à la vérité, un droit fondamental de tous les peuples du monde. Ce que les États-Unis désirent réellement, avec leurs porte-avions et leur puissance militaire, c'est renverser Nicolás Maduro, le président légitime de la République bolivarienne du Venezuela, et s'emparer des richesses pétrolières et minières du pays.

Puisse la Colombie, sous le gouvernement de Gustavo Petro, poursuivre son travail fructueux de saisie de milliers de tonnes de cocaïne et continuer à développer des projets de production alternatifs avec les agriculteurs afin de les détourner de la culture de la feuille de coca à des fins illicites ; et, parallèlement, puisse-t-il ne pas relâcher ses efforts dans la destruction des laboratoires de transformation de la cocaïne.

Puisse la présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, continuer à œuvrer, par le dialogue, au démantèlement des puissants cartels de la drogue, qui agissent violemment avec des armes fournies par l'industrie militaire américaine.

La colère de Trump, qui a suggéré la peine de mort pour six membres démocrates du Congrès pour avoir appelé les forces armées américaines à désobéir aux ordres présidentiels lorsqu'ils violent le droit international humanitaire, comme ceux qui ont entraîné la mort d'environ 80 personnes sans défense voyageant en bateau dans les Caraïbes et le Pacifique, a suscité une grande surprise.

Il est évident que la vive irritation du locataire de la Maison-Blanche provient du fait que les six parlementaires susmentionnés exigent que chaque opération ou guerre entreprise par les États-Unis soit soumise à l'approbation ou au rejet du Congrès.

En réponse aux provocations du secrétaire d'État Marco Rubio, le président colombien Gustavo Petro a déclaré publiquement : « S'il veut m'emprisonner, qu'il essaie ; s'il veut me mettre dans la combinaison orange, qu'il essaie, mais ce peuple ne s'agenouillera pas devant lui.»

Dans la mallette du sénateur républicain Bernie Moreno, pantin de Marco Rubio, on pouvait également apercevoir le président vénézuélien en pyjama orange.

La seconde insurrection de Marquetalia, combattant sous les bannières de Bolívar et Manuel [Marulanda Vélez, 1930-2008, fondateur des FARC], salue comme sensée et civilisée la volonté des présidents Nicolás Maduro, Gustavo Petro et Claudia Sheinbaum de rechercher, au-delà du tumulte médiatique, une solution négociée et diplomatique aux problèmes posés par le trafic de drogue dans l'hémisphère.

Nous défendons tous le respect du droit international, la souveraineté et l'autodétermination des peuples, la fin des sanctions coercitives unilatérales et des blocus économiques imposés aux nations libres et souveraines.

Seconde Marquetalia, armée bolivarienne, 24 novembre 2025

Communiqué « L'ELN engagée pour la défense de la vie et de la souveraineté » du 6 novembre 2025

[Il s'agit d'une guérilla active en Colombie.]

Les actions interventionnistes de l'impérialisme nord-américain en Amérique latine, comme dans d'autres régions du monde, se caractérisent par la violation flagrante du droit international, qu'ils prétendent pourtant défendre. Ces actions s'inscrivent dans des plans et des objectifs visant à maintenir l'exploitation mondiale et à perpétuer leur hégémonie.



L'agression actuelle de l'administration Trump contre le continent ne fait que confirmer la certitude prophétique que le Libérateur Simón Bolívar proclamait il y a plus de 200 ans : « Il semble que la Providence ait voué les États-Unis à infliger à l'Amérique la misère au nom de la liberté.»

De tout temps, les empires, anciens comme nouveaux, ont eu recours à des récits mensongers pour justifier les violations de la souveraineté des peuples et des nations, allant jusqu'à dévaster des communautés par le feu et l'épée, et à piller leurs terres et leurs richesses. Le déploiement militaire américain et l'usage disproportionné de la force dans les Caraïbes et le Pacifique, sous le prétexte fallacieux de lutter contre le trafic de drogue, les bombardements et les tirs de missiles contre des navires, ainsi que le meurtre de populations sans défense, visent à intimider et à faire chanter pour imposer leur logique de pillage.

L'incertitude engendrée par ces interventions réaffirme la pertinence de la lutte anti-impérialiste pour la défense de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples et des nations, droits auxquels l'ELN s'identifie et qu'elle s'engage donc à soutenir par ses modestes efforts. Engagés pour le présent et l'avenir du Sud global, nous invitons patriotes et révolutionnaires, les secteurs populaires, démocratiques et nationalistes de nos pays, à s'unir et à s'organiser pour former une grande force latino-américaine afin de rejeter les actions immorales promues par Trump, qui visent à porter atteinte à la souveraineté du Venezuela, de la Colombie et d'autres pays, et de continuer à défendre la vie, la justice, la paix, la souveraineté et l'indépendance de nos nations.

Pour la défense de l'indépendance et de la Grande Patrie, vous pouvez toujours compter sur nous. La Colombie... aux travailleurs ! Pas un pas en arrière... la libération ou la mort !

*Comando Central
Ejército de Liberación Nacional*

Montagnes de Colombie, novembre 2025

Communiqué de l'ELN du 3 décembre 2025 : « Faire face à l'agression impérialiste »

[Le communiqué se fonde sur les propos tenus par Donald Trump le 2 décembre 2025 : « J'ai entendu dire que la Colombie produisait de la cocaïne. Ils ont des usines de fabrication de cocaïne et ensuite ils nous la vendent (...). Quiconque fait cela et la vend dans notre pays s'expose à des attaques (...). Pas seulement le Venezuela. »]

Nous rejetons la menace d'intervention militaire impérialiste en Colombie, exprimée par le gouvernement des États-Unis, dirigé par Donald Trump, le 2 décembre.

Il s'agit d'un acte grave qui bafoue le droit international et aggrave la violation de la souveraineté des peuples et des nations d'Amérique latine.

La politique antidrogue américaine, qui a échoué, a davantage servi de prétexte à la violation de la souveraineté colombienne et à l'ingérence dans le pays qu'à la résolution du problème du trafic de drogue ou à la réduction de la demande de cocaïne aux États-Unis. Au contraire, elle a affaibli la DEA, la transformant en un véritable cartel de la drogue internationale.

Nous appelons le peuple colombien, le mouvement social, les organisations populaires et démocratiques, le pays tout entier et nos nations sœurs à se mobiliser pour faire face à l'action militaire des États-Unis sur notre territoire national et latino-américain, et à s'unir dans la lutte pour la souveraineté nationale et l'autodétermination de tous les peuples et de tous les opprimés.

Nous rejetons également l'agression et l'atteinte à la souveraineté de notre République bolivarienne sœur du Venezuela, ainsi que de toute autre nation sœur du continent.

La Colombie... pour les travailleurs !

Pas un pas en arrière... la libération ou la mort !

*Direction nationale
Ejército de Liberación Nacional*

3 décembre 2025



Les interventions des États-Unis en Amérique latine

Une première liste, qui concerne le 19^e siècle. Il faut ici avoir en tête que les États-Unis sont nés d'un phénomène de colonisation, produisant une expansion territoriale tout au long du siècle concerné.

PRÉSIDENT AMÉRICAIN	DATES	PAYS / TERRITOIRES VISÉS	MOTIF OFFICIEL OU RÉEL DE L'INTERVENTION
Thomas Jefferson (1801-1809)	1806-1807	Venezuela	Soutien discret aux mouvements indépendantistes contre l'Espagne pour ouvrir de futurs marchés
James Madison (1809-1817)	1810-1816	Amérique hispanique (général)	Appui logistique aux patriotes latino-américains ; stratégie anti-continentale contre l'Espagne
James Monroe (1817-1825)	1824	Argentine / Uruguay (Río de la Plata)	Protection des intérêts commerciaux et marins américains menacés par les guerres internes
Andrew Jackson (1829-1837)	1831	Chili	Intervention navale (Valparaíso) pour défendre un navire retenu par les autorités chiliennes
	1832-1833	Argentine / Malouines	Pression pour protéger les activités de pêche et de chasse américaines
	1835-1836	Texas (Mexique)	Soutien aux insurgés texans pour la sécession ; objectif d'expansion territoriale
Martin Van Buren(1837 -1841)	1838-1839	Mexique	Médiation dans la guerre franco-mexicaine dite « des Pâtisseries » pour préserver les intérêts financiers américains
James K. Polk (1845-1849)	1846-1848	Mexique	Guerre déclarée par Washington pour l'expansion territoriale : annexion de la moitié nord du Mexique
Franklin Pierce (1853-1857)	1854	Nicaragua	Bombardement de San Juan del Norte pour défendre les intérêts commerciaux et diplomatiques
James Buchanan (1857-1861)	1855-1857	Nicaragua	Tentative de prise de contrôle du pays par William Walker, soutenu par des intérêts américains expansionnistes
	1865-		
Abraham Lincoln (prolongé sous Johnson)	1867	Mexique	Pression sur la France et soutien à Benito Juárez pour chasser Maximilien : application strictement stratégique de Monroe

Ulysses S. Grant (1869-1877)	1867-	Colombie ,	Protection des ressortissants et des routes commerciales hémisphériques
	1871	Panama ,	
		Venezuela , Uruguay	
Grover Cleveland (premier mandat : 1885-1889)	1871	Chili	Intervention navale pour défendre des intérêts économiques américains
	1885	Colombie (Panama)	Sécurisation de la route interocéanique en vue d'un futur canal
	1888-1889	Brésil	Déploiement naval pour protéger les intérêts commerciaux durant la transition monarchie / république

Cette seconde liste, tirée de yachana.org, prolonge la première, en partant des dernières années du 19^e siècle pour une raison très simple : on est dans un élan modifié, dans une réalisation concrète de la doctrine Monroe, avec comme pivot l'affrontement avec l'Espagne en 1898.

LIEU	PÉRIODE	TYPE DE FORCE	COMMENTAIRES SUR LE RÔLE DES ÉTATS-UNIS
Argentine	1890	Troupes	Protection des intérêts de Buenos Aires
Chili	1891	Troupes	Les Marines s'affrontent avec des rebelles nationalistes
Haïti	1891	Troupes	Révolution des travailleurs noirs sur l'île Navassa, revendiquée par les États-Unis
Nicaragua	1894	Troupes	Occupation de Bluefields pendant un mois
Panama	1895	Navires, troupes	Les Marines débarquent dans la province colombienne
Nicaragua	1896	Troupes	Les Marines débarquent dans le port de Corinto
Cuba	1898	Navires, troupes	Pris à l'Espagne, les États-Unis conservent une base navale à Guantanamo
Porto Rico	1898	Navires, troupes	Pris à l'Espagne, l'occupation continue
Nicaragua	1898	Troupes	Les Marines débarquent dans le port de San Juan del Sur
Nicaragua	1899	Troupes	Les Marines débarquent dans le port de Bluefields
Honduras	1903	Troupes	Intervention des Marines lors de la révolution
République dominicaine	1903-04	Troupes	Protection des intérêts américains lors de la révolution
Cuba	1906-09	Troupes	Les Marines débarquent pendant les élections démocratiques
Nicaragua	1907	Troupes	Installation d'un protectorat sous la « Dollar Diplomacy »
Honduras	1907	Troupes	Les Marines débarquent en pleine guerre avec le Nicaragua

LIEU	PÉRIODE	TYPE DE FORCE	COMMENTAIRES SUR LE RÔLE DES ÉTATS-UNIS
Panama	1908	Troupes	Les Marines interviennent lors d'une contestation électorale
Nicaragua	1910	Troupes	Les Marines débarquent à Bluefields et Corinto
Honduras	1911	Troupes	Protection des intérêts américains lors de la guerre civile
Cuba	1912	Troupes	Protection des intérêts américains à La Havane
Panama	1912	Troupes	Les Marines débarquent lors des élections tendues
Honduras	1912	Troupes	Les Marines protègent les intérêts économiques des États-Unis
Nicaragua	1912-33	Troupes, bombardement	Occupation de 20 ans, lutte contre les guérilleros
Mexique	1913	Navires	Les Américains sont évacués pendant la révolution
République dominicaine	1914	Navires	Confrontation avec les rebelles à propos de Saint-Domingue
Mexique	1914-18	Navires, troupes	Série d'interventions contre les nationalistes
Haïti	1914-34	Troupes, bombardement	Occupation de 19 ans après des révoltes
République dominicaine	1916-24	Troupes	Occupation marine de 8 ans
Cuba	1917-33	Troupes	Occupation militaire, protectorat économique
Panama	1918-20	Troupes	"Mission de police" pendant les troubles après les élections
Honduras	1919	Troupes	Les Marines débarquent pendant la campagne électorale
Guatemala	1920	Troupes	Intervention de deux semaines contre les syndicalistes
Costa Rica	1921	Troupes	
Panama	1921	Troupes	
Honduras	1924-25	Troupes	Deux débarquements pendant les conflits électoraux
Panama	1925	Troupes	Les Marines répriment une grève générale
El Salvador	1932	Navires	Des navires de guerre sont envoyés pendant la révolte de Faribundo Martí
Uruguay	1947	Menace nucléaire	Des bombardiers sont déployés comme démonstration de force
Porto Rico	1950	Opération commandée	Rébellion indépendantiste écrasée à Ponce
Guatemala	1954-?	Opération commandée, bombardement,	La CIA dirige l'invasion et le coup d'État après la nationalisation des terres de la United Fruit Company ; bombardiers stationnés au

LIEU	PÉRIODE	TYPE DE FORCE	COMMENTAIRES SUR LE RÔLE DES ÉTATS-UNIS
		menace nucléaire	Nicaragua ; résultat à long terme : 200 000 tués
Panama	1958	Troupes	Les manifestations contre le drapeau tournent en confrontation
Cuba	1961	Opération commandée	L'invasion par des exilés, dirigée par la CIA, échoue
Cuba	1962	Menace nucléaire, navires	Blocus pendant la crise des missiles ; quasi-guerre avec l'Union soviétique
Panama	1964	Troupes	Les Panaméens sont tués pour avoir réclamé le retour du canal
République dominicaine	1965-66	Troupes, bombardement	Les Marines débarquent pendant la campagne électorale
Guatemala	1966-67	Opération commandée	Les bérrets verts interviennent contre les rebelles
Chili	1973	Opération commandée	Coup d'État soutenu par la CIA renverse le président marxiste élu
El Salvador	1981-92	Opération commandée, troupes	Conseillers, survols pour soutenir la guerre contre les rebelles, soldats brièvement impliqués dans une prise d'otages ; résultat à long terme : 75 000 tués et destruction du mouvement populaire
Nicaragua	1981-90	Opération commandée, navires	La CIA dirige les invasions d'exilés (Contras), pose des mines dans les ports contre la révolution ; résultat : 50 000 tués
Honduras	1982-90	Troupes	Manœuvres pour construire des bases près des frontières
Grenade	1983-84	Troupes, bombardement	Invasion quatre ans après la révolution
Bolivie	1987	Troupes	L'armée aide à des raids dans la région de la cocaïne
Panama	1989	Troupes, bombardement	Le gouvernement nationaliste est renversé par 27 000 soldats, les dirigeants arrêtés, plus de 2000 tués
Haïti	1994-95	Troupes, navires	Blocus contre le gouvernement militaire ; les troupes rétablissent le président Aristide au pouvoir trois ans après le coup d'État
Venezuela	2002	Opération commandée	Tentative de coup d'État échouée pour renverser le président populaire de gauche Hugo Chávez
Haïti	2004-	Troupes	Renversement du président démocratiquement élu Aristide ; occupation du pays
Honduras	2009	Opération commandée	Soutien au coup d'État qui a renversé le président Manuel Zelaya

La doctrine Monroe de l'impérialisme américain avant son corollaire Trump

Historiquement, la situation du continent américain est une anomalie. Et dans cette anomalie, les États-Unis sont la singularité monstrueuse, une anomalie, dans une anomalie.

Au fond, la trajectoire historique de l'Humanité est aussi pleine de surprises, sans que cela ne traduise l'existence du « hasard » ou d'une « élection » comme le conçoit la bourgeoisie. *Les aléas du mouvement de la matière humaine dans son Histoire sociale sont déterminées fondamentalement par les rapports sociaux et les moyens matériels d'existence et de reproduction disponibles.* C'est là ce que le matérialisme dialectique appelle le « développement inégal ».

Cela avait été repéré déjà par Lénine au début du 20e siècle alors que les États-Unis se manifestaient comme base du capitalisme allant à l'impérialisme (L'impérialisme stade suprême du capitalisme, chap. VII, 1917).

« On voit qu'il existe trois zones où le capitalisme est hautement développé (zones des moyens de transport, du commerce et de l'industrie), à savoir : la zone d'Europe centrale, la zone britannique et la zone américaine.

Parmi celles-ci figurent trois États qui dominent le monde : l'Allemagne, la Grande-Bretagne, et les États-Unis.

Dans les zones britannique et américaine, par contre, la concentration politique est très fortement développée, mais il existe un écart immense entre les colonies immenses de la première et les colonies insignifiantes de la seconde.

Dans ces colonies cependant, le capitalisme ne fait qu'à peine son apparition. La lutte pour l'Amérique du Sud devient de plus en plus aiguë.

Il existe deux zones où le capitalisme est peu développé : la Russie et l'Asie de l'Est.

Dans la première, la population est extrêmement clairsemée ; dans la seconde elle est extrêmement dense ; dans la première la concentration politique est élevée ; dans la seconde elle n'existe pas.

Le morcellement de la Chine ne fait que commencer, et la lutte pour elle entre le Japon, les États-Unis, etc., gagne constamment en intensité. »

La découverte et la conquête du continent américain par les Européens de l'Ouest relève des effets du développement inégal, différencié. Elle a permis à ces nations à peine en formation au 16e siècle et encore alors engagées dans le féodalisme, mais sur la voie du capitalisme, de projeter sur ce « Nouveau Monde » un fatras d'utopies semi-féodales semi-bourgeoises sur la base écrasée des civilisations natives à peine extraites, au mieux, de l'esclavagisme.

Cela s'est produit dans le cadre d'une exploitation coloniale de nature semi-féodale, tout à la fois arriérée au point de restaurer l'esclavage massivement, et néanmoins moderne car permettant de se libérer des entraves féodales pour aller au capitalisme sur des dimensions immédiatement colossales.

Comprendre et écrire une histoire matérialiste dialectique de l'Amérique est une tâche d'avant-garde à notre stade, mais le réel de notre situation nous pousse à comprendre à toute vitesse cette histoire comme jamais auparavant.

Laissons ici de côté les détails de ce travail, et c'est là l'occasion de rappeler l'importance de consulter et d'étudier les dossiers publiés sur les sites que nous appelons à lire (matérialisme-dialectique.com et vivelemaoisme.org). Il est nécessaire de se placer dans le cadre de ce travail d'analyse pour saisir, comprendre et combattre l'impérialisme des États-Unis.

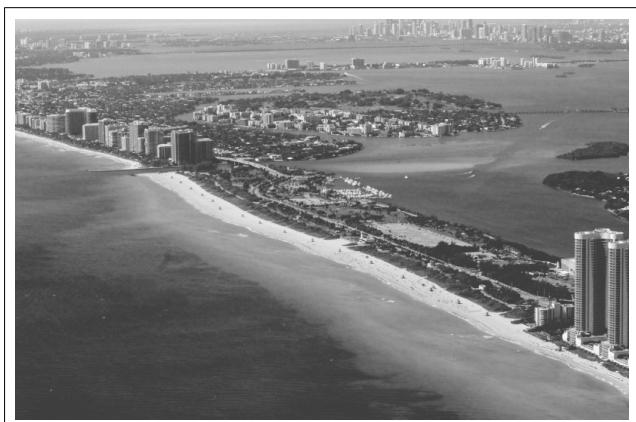
La bourgeoisie a à la fois hérité et fait l'Amérique, et notamment les États-Unis. Dans ce processus, elle a produit très vite une idéologie de l'Amérique comme base du capitalisme le plus abouti.

Là où le capitalisme a peiné à se déployer en Russie, en Orient et en Chine notamment, les États-Unis lui ont permis de trouver une voie de développement brisant d'entrée de jeu le cadre national que la bourgeoisie européenne établissait de son côté par de grands efforts de lutte.



La révolution américaine a permis de trancher dès la fin du 18e siècle la question de la nature de l'État américain, même si cela a mis plusieurs décennies à se solidifier. En gros, on peut considérer que chaque ancienne colonie, devenue un État, devait s'ouvrir dans le cadre d'une fédération étant la nation commune, au sens bourgeois du terme, ouverture permettant de rassembler des forces productives très larges.

Au départ, il s'agit de compenser la faiblesse de ces États en terme de population, mais très vite, l'élan expansif a fait qu'il devenait même possible d'élargir le champ d'action de la fédération et de l'emprise de l'immense marché américain ainsi généré, et donc d'étendre le territoire.



Cela n'est pas allé sans vive contradictions internes, mais pour aller vite, la fédération, devenue l'Union, est devenue une sorte d'Empire.

Un Empire d'un nouveau type, en fait un champ d'action capitaliste dont l'élargissement de la frontière permettait d'entretenir une dynamique croissante : la conquête et la réalisation d'une société moderne devenait une entreprise libre, dans un cadre commun et protégé par la force militaire de l'Union.

Les États-Unis sont une machine à produire des monopoles abrités sous la puissance militaire et par la force du modèle de l'entreprise libre de la frontière, ce qu'est la start-up de nos jours.

Au seuil du 19e siècle, tout était alors à faire : les réseaux de transports, l'exploitation des ressources, la satisfaction des besoins, former des villes et des services etc, autant d'étapes constituant des entreprises possibles dont quiconque pouvait s'emparer, à condition de les aligner sur les intérêts de l'Union commune.

C'est là la convention au cœur même de la puissance du capitalisme américain. Les GAFAM ne sont pas autre chose qu'une expression moderne et actuelle de ce rapport et de ce cadre.

Ainsi, par comparaison, les nations européennes capitalistes sont devenues impérialistes au moment même où les États-Unis devenaient une nation comme impérialisme.

En fait, on peut dire sans se tromper que fondamentalement, *les États-Unis sont l'impérialisme fait nation.*

C'est tout ce qui les rend d'une part si attractifs et admirables (si on veut) comme étant la plus prodigieuse entreprise historique du capitalisme, prodigieuse au point que même la bourgeoisie la plus rationnelle

peine à concevoir autrement que par le fantastique, voire la « providentialité », le caractère formidable de l'aventure américaine des États-Unis.



Et d'autre part, c'est aussi ce qui en fait la matrice la plus abjecte et la plus odieuse du Capitalisme comme mode de production et vision du monde et de ce que peut faire et être de pire la bourgeoisie comme classe sociale.

Ceci étant posé, essayons de caractériser l'impérialisme américain dans sa trajectoire historique

jusqu'à l'administration Trump actuelle. Il faut voir que Donald Trump, qui agit de manière chaotique et brutale, possède une compréhension tout à fait exacte de l'impérialisme américain et du romantisme de son aventure.

Mais il n'empêche qu'il faut dire aussi que la « doctrine Trump » si on peut ainsi la qualifier, n'est qu'une variété de l'impérialisme américain, qui active certains éléments, et en laisse de côté d'autres.

La doctrine Trump se veut à rebours des doctrines universalistes ou interventionnistes dans le cadre d'un Ordre mondial encadré par un droit et des institutions internationales alignées sur les intérêts américains.

Disons qu'elle ne s'appuie pas sur la démocratie philanthropique wilsonienne, avec Woodrow Wilson œuvrant à la « Société des Nations », ou le libéralisme social de John Fitzgerald Kennedy, mais elle ne dit pas non plus autre chose.

Elle pose les États-Unis comme puissance pure et simple devant renoncer à l'idéalisme, considéré comme hypocrite, de la démocratie et des droits de l'Homme, pour assumer un nationalisme auto-centré ciblant la Chine comme rival à abattre en terme économique, désengagé de tout accord multilatéral, pragmatique et transactionnel dans ses relations extérieures, ne devant plus protéger le monde et la paix (sous hégémonie américaine), mais un territoire dont les frontières restent toutefois négociables de par la volonté expansionniste nécessaire au capitalisme américain.



1. L'héritage de la doctrine Jackson

Andrew Jackson (1767-1845), 7^e président des États-Unis (1829-1837), est une figure centrale de l'impérialisme américain.

Pour l'anecdote, Donald Trump a fait placer son portrait dans le Bureau Ovale, c'est-à-dire le bureau d'où le président des États-Unis travaille, et le cite régulièrement comme modèle en matière de populisme et de « lutte contre les élites » au bénéfice d'une Amérique de petits entrepreneurs libres.

Il s'est aussi opposé à ce que l'on retire le visage du président Jackson des billets de 20\$ au profit de celui de l'activiste féministe et abolitionniste Harriet Tubman.

C'est Andrew Jackson qui le premier fit de l'expansion territoriale un axe central du capitalisme américain.

Il imposa par l'Indian Removal Act (1830) la déportation de dizaines de milliers de natifs et lança la conquête et l'annexion des terres au delà du Mississippi.

C'est lui qui a aussi placé cet expansionnisme dans le narratif de la mission providentialiste des États-Unis, qui devaient ainsi étendre le progrès technologique, la liberté et la civilisation sur le continent américain.



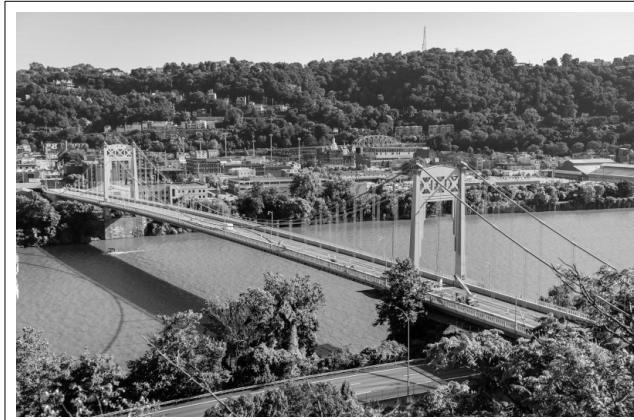
C'est en fait de là que sort dans les années 1840 le concept néo-calviniste de « Destinée Manifeste » comme messianisme de l'impérialisme américain.

Andrew Jackson est aussi l'artisan de la consolidation du pouvoir fédéral sur les États, puisque l'installation de colons et la formation de nouveaux États permettaient tout à la fois de renforcer le cadre de l'Union et de l'imposer, les nouvelles colonies étant trop faibles pour le contester, et permettaient ainsi de noyer les revendications souveraines d'États plus solides ou contestataires, tout en nourrissant la mythologie de la frontière comme horizon culturel donnant sa cohérence à l'Union.

Andrew Jackson a ainsi renforcé le pouvoir du président contre les États, mais aussi contre les autres institutions fédérales, forgé l'appareil militaro-policier de la fédération, première base du futur et épouvantable complexe militaro-industriel, tout en promouvant un individualisme libertarien le plus large possible, inscrit dans l'expansion coloniale et entrepreneuriale conforme aux intérêts de l'Union.

On peut dire que la combinaison entre Andrew Jackson et l'objectivisme d'Ayn Rand, dont nous avons parlé dans le n°31 (février 2025) de *Crise*, forme le cœur de l'idéologie des monopoles du capitalisme américain, dont l'administration Trump est l'expression politique.

On le voit par exemple dans la réaction à l'élection de Zohran Mamdani à la mairie de New York en novembre 2025.



Ce dernier se revendique de l'aile gauche du parti démocrate, le rival de « gauche » du parti républicain si on veut, étant affilié au DSA (Democrats Socialists of America), mais c'est moins son orientation « de gauche » qui a fait réagir Trump que sa volonté de non-alignement et d'opposition.

Donald Trump a immédiatement parlé de cette élection comme d'une perte de souveraineté pour les États-Unis, au sens où il prône l'hégémonie de la Fédération sur les États, et l'unilatéralité de l'exécutif présidentiel qui ne doit souffrir d'aucune opposition interne.

Ne pas s'aligner sur l'exécutif, ce n'est pas « choisir » mais au contraire entrer en dissidence et attaquer les libertés, qui ne peuvent exister qu'alignées avec l'intérêt des monopoles et de l'exécutif présidentiel, garant de l'ordre capitaliste fondé sur la liberté.

Ce raisonnement circulaire est l'aspect principal de l'idéologie impérialiste en interne, peu importe après les expressions rhétoriques qu'il prend des opposants/dissidents, en les traitant de « communistes », « islamistes » ou de « wokes ».

À l'extérieur, on a là le fondement de l'agression américaine visant le Groenland sur lequel nous reviendrons, voire d'une certaine manière Gaza (même si dans ce cas cela n'est qu'une vanité rhétorique), comme frontière de la croissance et du développement des forces productives du capitalisme américain.

D'ailleurs, il faut associer cet héritage d'Andrew Jackson à celui de la présidence de James K. Polk (1845-1849) qui est son direct héritier.

Sous la présidence de James Polk le territoire de l'Union s'est agrandi de près de 1,5 millions de km² face au Royaume-Uni (annexion de l'Oregon), mais surtout face au Mexique (traité de Guadalupe Hidalgo - 1848), qui constitue la plus grande annexion territoriale réalisée par les États-Unis : Californie, Nouveau-Mexique, Arizona, Nevada, Utah et Colorado du Sud sont incorporés à l'Union.



Le Mexique a tenté régulièrement de régler ses comptes avec les États-Unis, notamment au début du XXe siècle lors de la révolte de Pancho Villa, dont la brutalité a même fait l'objet d'une mise en scène par les firmes cinématographiques américaines de Hollywood. La firme Mutual Film Corporation, la même firme qui produisait alors l'acteur Charlie Chaplin, a ainsi réalisé une sorte de documentaire-fiction sur l'armée mexicaine de Poncho Villa, qu'elle a obligé à combattre de jour pour les besoins des tournages, et qu'elle payait même pour commettre des exactions sous ses caméras.

Malgré le soutien américain, Pancho Villa a fini par se retourner relativement contre les États-Unis, poussé par l'Allemagne qui voulait entraver autant que possible l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés de l'Entente (France, Royaume-Uni) dans la Guerre mondiale : en 1916, les troupes de Pancho Villa lancent une attaque sur une petite ville du Nouveau-Mexique, Colomus, en détruisent les bâtiments publics et tuent une vingtaine de personnes.



Le président Woodrow Wilson (1913-1921) qui prétendait par ailleurs fonder une doctrine interventionniste basée sur la défense de la démocratie libérale (il est l'inspirateur de la Société des Nations, ou SDN, après la guerre, et on lui doit une doctrine en 14 points qui se veut la base d'une charte des droits fondamentaux internationales, qui inspire celle de l'ONU après 1945), lança alors une vaste opération de représailles, réglant la question du régime mexicain, et aboutissant finalement à l'exécution de Pancho Villa par des opposants internes.

Malgré le fait que ce président soit présenté comme incarnant un narratif différent de l'Amérique sur elle-même, il a été un des pires impérialistes possibles : c'est lui qui a élancé le complexe militaro-industriel et levé une immense armée d'intervention, il a mené toute une série d'opérations en Amérique centrale et dans les Caraïbes, appliquant en fait et avec une fidélité brutale derrière son discours humaniste-philanthropique, la seule et fondamentale doctrine que l'impérialisme américain a formé pour se justifier : la doctrine Monroe-Roosevelt.

2. La doctrine Monroe-Roosevelt (1823-1904)

La doctrine Monroe, résumée par le slogan « l'Amérique aux Américains », a été proclamée par le président James Monroe (1817-1825) dans un cadre alors défensif, à l'occasion d'un message adressé le 2 décembre 1823 au Congrès (c'est-à-dire à la fois à la Chambre des représentants et au Sénat), pour l'informer de la situation de ses négociations avec les Puissances européennes de la Sainte-Alliance.

Il s'agissait d'empêcher un retour de la domination des nations européennes en Amérique, que la Révolution française et les guerres napoléoniennes avaient mises hors jeu, notamment pour éviter qu'elles ne prennent le relais de l'Espagne, dont l'Empire colonial était alors en plein délitement.

Les États-Unis posent alors le principe d'un isolationnisme visant à garantir et étendre l'émancipation des colonies américaines de leurs métropoles européennes, principe qui s'étend de fait aux colonies espagnoles alors en pleine révolte indépendantiste.

En échange, les États-Unis s'engageaient à s'abstenir de toute intervention en Europe, mais à cette époque, cet engagement était complètement rhétorique de toute manière.

Voici le passage le plus significatif du message de Monroe, exprimant ce qui est devenue la doctrine Monroe :

« Les événements de cet hémisphère nous touchent nécessairement de plus près ; le motif en est bien clair pour tout observateur impartial et informé. Le système politique des puissances alliées est essentiellement différent à cet égard du système politique de l'Amérique.

Cette différence vient de celle qui existe entre leurs gouvernements respectifs et notre gouvernement.

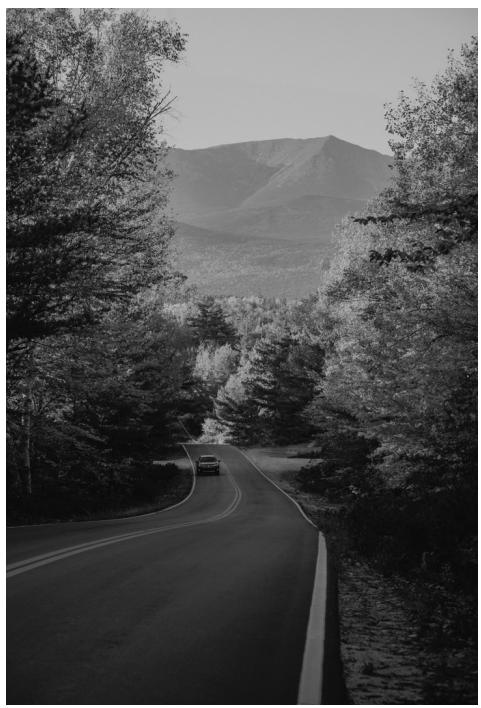
C'est à la défense de notre gouvernement, conquis au pris de tant de sang et de ressources, mûri par la sagesse de nos citoyens les plus éclairés, et sous lequel nous avons joui d'une félicité sans exemple, que toute la nation est dévouée.

Nous devons cependant à la bonne foi et aux relations amicales qui existent entre les puissances alliées et les États-Unis, de déclarer que **nous considérerions toute tentative de leur part pour étendre leur système à quelque partie de cet hémisphère, comme dangereuse pour notre tranquillité et notre sécurité.**

Quant aux colonies existantes ou dépendances des puissances européennes, nous ne sommes pas intervenus et n'interviendrons pas dans leurs affaires. Mais, quant aux gouvernements qui ont déclaré leur indépendance, qui l'ont maintenue, et dont nous avons reconnu l'indépendance, après sérieux examen, et sur des justes principes, **nous ne pourrions voir l'intervention d'une puissance européenne quelconque dans le but de les opprimer ou de contrarier d'une manière quelconque leur destinée, que comme la manifestation d'une disposition inamicale à l'égard des États-Unis.**

Dans la guerre entre ces nouveaux gouvernements et l'Espagne, nous avons déclaré notre neutralité à l'époque de leur reconnaissance, et nous y sommes restés fidèles ; nous continuerons d'y rester fidèles, pourvu qu'il n'y ait pas de changement qui, du jugement des autorités compétentes de notre gouvernement nécessite aussi de notre part un changement indispensable à leur propre sécurité. »

Ce principe aboutit toutefois à faire des États-Unis la principale puissance du continent européen, là où se dernier a posé dans le cadre de la Sainte-Alliance en 1815 le principe d'équilibre des puissances, les États-Unis s'approprient à leur manière le concept en posant l'Amérique comme une sphère hors de l'influence européenne, mais dont ils seraient les garants.



C'est aussi la première pierre de l'expansionnisme territorial des États-Unis, puisqu'il s'agit alors aussi de garantir la toute récente annexion de la Floride par le Traité Adams-Onís (ratifié en 1821) obtenu face à l'Espagne.

La Floride devient officiellement un État de la fédération en 1845, et on a d'ailleurs dans le roman de Jules Verne, *De la Terre à la Lune* (1865), un portrait assez pittoresque et fasciné de la transformation en cours à cette époque de cette nouvelle « frontière » par le capitalisme américain, puisque c'est de là qu'est tiré dans l'histoire le projectile habité qui doit faire le tour de la Lune.

Si on est encore là sur une position nettement défensive, on assiste à un renversement spectaculaire justement avec Andrew Jackson comme on l'a vu, et c'est à partir de ce moment que la « doctrine Monroe » devient progressivement offensive-expansionniste : l'Amérique entière peut en fait constituer la « frontière » des États-Unis.

Avec l'indépendance somme toute ratée de l'Amérique latine, la position continentale des États-Unis devient moins prétexte à la théorie qu'à la pratique sur le plan des relations internationales.

Au début du 20^e siècle la situation est celle-ci : les États-Unis ont achevé la « conquête de l'Ouest », s'étendant de l'Atlantique au Pacifique, leur puissance productive est déjà immense et rivalise avec les nations capitalistes européennes, alors que les pays d'Amérique latine ne décollent pas et sont pris à la gorge sous le joug de l'endettement par les puissances européennes qui multiplient les ingérences et entendent les mettre en coupe réglée, tout comme elles l'ont fait pour la Russie, la Chine, l'Asie en général, l'Afrique.

C'est dans ce cadre que Théodore Roosevelt (1901-1909) reformule la doctrine Monroe de manière clairement impérialiste.

De manière explicite, Théodore Roosevelt emploie la formule dite du « Big Stick » pour faire comprendre ses idées : « parle doucement et tiens un gros bâton, tu iras loin ». Il s'agit pour lui d'imposer une diplomatie ferme, dissuasive et d'une agressivité calculée, pour négocier en position de force sujet par sujet.

De manière significative pour faire écho à Monroe, Roosevelt pose sa doctrine, qui forme le corollaire de celle de Monroe en fait, en décembre 1904 sous la forme d'un message au Congrès :

« Ce n'est pas vrai que les États-Unis éprouvent quelque appétit territorial ni qu'ils nourrissent, à l'égard des autres nations de l'hémisphère occidental, d'autres projets que ceux visant à leur bien-être. Tout ce que souhaite ce pays, c'est de voir les États voisins stables, ordonnés et prospères. Tout pays dont le peuple se conduit correctement peut compter sur notre franche amitié.

Si une nation montre qu'elle sait agir avec une efficacité raisonnable et une certaine décence dans les affaires sociales et politiques, si elle maintient l'ordre et honore ses obligations, elle n'a rien à craindre d'une intervention des États-Unis.

Des injustices chroniques, ou une impuissance entraînant un relâchement général des liens de la société civilisée, peuvent, en Amérique comme ailleurs, rendre nécessaire l'intervention d'une nation civilisée ; et, dans l'hémisphère occidental, l'adhésion des États-Unis à la doctrine Monroe peut nous contraindre, même à contrecœur, dans des cas flagrants de telles injustices ou défaillances, à exercer un pouvoir de police internationale.

Si chaque pays baigné par la mer des Caraïbes montrait les progrès d'une civilisation stable et juste que Cuba, grâce à l'amendement Platt, a accomplis depuis le départ de nos troupes, et que tant de républiques des deux Amériques démontrent de manière constante et brillante, toute question d'intervention de notre Nation dans leurs affaires disparaîtrait.

Nos intérêts et ceux de nos voisins du Sud sont en réalité identiques. Ils disposent d'immenses richesses naturelles, et si la loi et la justice règnent à l'intérieur de leurs frontières, la prospérité leur est assurée.

Aussi longtemps qu'ils respectent les règles fondamentales de la société civilisée, ils peuvent être certains d'être traités par nous avec une sympathie cordiale et secourable.

Nous n'interviendrons qu'en dernier recours, et seulement s'il devient évident que leur incapacité ou leur refus de pratiquer la justice, chez eux comme à l'étranger, viole les droits des États-Unis ou invite une agression étrangère au détriment de l'ensemble des nations américaines.

Il va de soi — c'est un simple truisme — que toute nation, en Amérique ou ailleurs, qui désire maintenir sa liberté et son indépendance doit en définitive comprendre que **le droit à cette indépendance ne peut être dissocié de la responsabilité d'en faire bon usage.** »

Le « gros bâton » doit néanmoins être crédible et à ce moment, la force militaire des États-Unis reste encore inférieure aux puissances européennes. Mais elle gagne en crédibilité : les États-Unis viennent alors de vaincre l'Espagne (1898) et occupent Porto Rico, Guam et les Philippines, ainsi que Cuba plus temporairement.

Roosevelt prolonge cette force en constituant la « Great White Fleet », transformant l'US Navy en puissance de rang mondial, avec 16 cuirassés en mesure d'agir n'importe où dans le monde. Les États-Unis deviennent alors la 3e puissance militaire navale derrière le Royaume-Uni (45 cuirassés) et l'Allemagne (20 cuirassés, 18 supplémentaires en projet).

C'est cette marine qui devient le fer de lance de l'imperialisme américain en lui donnant une force de projection, dont Roosevelt va faire usage pour démontrer la détermination des États-Unis.

C'est ainsi que Cuba est réoccupée pour imposer un régime aligné sur les États-Unis (1906-1909), de même avec la République Dominicaine, l'administration américaine prenant en 1905 le contrôle des douanes pour rembourser la dettes du pays. Haïti et le Nicaragua seront de même occupés.

Porto Rico a, dans ce cadre, été le laboratoire de l'imperialisme colonial des États-Unis.



La position de l'île au centre de la mer des Caraïbes permet d'articuler la maîtrise militaire de cette mer par l'US Navy, en lien avec le Canal de Panama dont le chantier se décide à cette époque, en disposant de ports en eau profonde, à San Juan et à Ponce.

L'importance de ces sites est considérable pour la marine américaine, qui cherche à concurrencer la flotte britannique, basée à Trinidad et à la Jamaïque.

L'impérialisme américain va en fait systématiquement occuper dans les années 1910 tous les sites permettant de former des bases navales dans les Caraïbes : à Guantanamo à Cuba, à Saint Thomas (racheté aux Danois) dans les îles Vierges, à Saint Domingue, tout en cherchant à s'installer en Jamaïque et à Trinidad par ailleurs.



L'occupation américaine de Porto Rico, comptant alors plus de 900 000 habitants, débute quand à elle en 1898, à la suite de la guerre hispano-américaine et du traité de Paris.

L'île est placée sous administration militaire, puis civile à partir du Foraker Act (1900), qui organise un gouvernement local tout en confirmant la tutelle du Congrès.

Très tôt, Porto Rico est classé dans la catégorie des territoires non incorporés (unincorporated territories), selon une doctrine définie par la Cour suprême dans les Insular Cases (1901–1922).

Cette jurisprudence établit que certains territoires peuvent appartenir aux États-Unis sans être considérés comme faisant pleinement partie de l'Union fédérale au sens constitutionnel. Ce statut implique que la Constitution fédérale ne s'applique que de manière partielle, limitée aux « droits fondamentaux ». L'intégration institutionnelle et politique complète n'est pas garantie.

En 1917, alors que les États-Unis développent une énorme force armée de plus de 4 millions de soldats pour intervenir en Europe, le Jones-Shafroth Act accorde la citoyenneté américaine aux habitants de Porto Rico et permet d'enrôler un grand nombre de soldats parmi la population de l'île. Cependant, cette citoyenneté ne s'accompagne pas d'une incorporation du territoire à l'Union : l'île demeure un territoire « non incorporé » dans l'Union.

Cette configuration illustre le principe souvent qualifié de « citoyenneté sans incorporation », ou encore de « nationalité sans adhésion » : les Portoricains sont citoyens américains, mais s'ils résident à Porto Rico, ils n'élisent pas le président, n'ont pas de représentants votants au Congrès et dépendent intégralement du Congrès.

La doctrine américaine distingue ainsi deux catégories majeures de territoires, qui déterminent les droits politiques et constitutionnels des populations soumises aux États-Unis : les territoires non incorporés et ceux qui doivent l'être.

Un territoire incorporé (incorporated territory) est un territoire dans lequel la Constitution s'applique pleinement et d'emblée, car il est considéré comme promis à une future admission comme État, comme ce fut le cas de l'Alaska (incorporé progressivement après 1912, devenu État en 1959) et de l'archipel de Hawaï (territoire incorporé en 1900, devenu État en 1959).

Les territoires non incorporés en restent en quelque sorte, partiellement, à la première étape (mais ce n'est pas exact de parler d'étapes, puisque ce statut n'a pas de perspective au-delà de lui-même).

En fait, ils sont considérés comme appartenant aux États-Unis mais extérieurs à la fédération.

Cela concerne donc Porto Rico (depuis 1898), l'île de Guam dans le Pacifique (depuis 1898, d'abord sous administration militaire de l'US Navy, puis depuis 1950 sous un statut civil proche de celui de Porto Rico), les Îles Vierges américaines dans les Caraïbes comme nous l'avons vu, les Samoa américaines dans le Pacifique (partagées avec l'Allemagne en 1900, où les habitants n'ont toutefois pas la citoyenneté américaine), enfin aussi les Philippines en Asie (1898 - 1946) et la zone du Canal de Panama plus temporairement.



Cependant, l'intervention la plus emblématique est celle justement contre la Colombie en 1903 qui aboutit à la création ni plus ni moins d'un nouvel État, les États-Unis imposant la sécession du *Panama*, dont ils prennent naturellement immédiatement le contrôle.

C'est dans ce cadre qu'ils lancent le projet de construction du Canal de Panama (achevé en 1914), que les Français avait échoué à construire. La dynamite et l'invention du bulldozer mobilisé sur ce chantier gigantesque est en soi une démonstration de force des capacités industrielles et de l'agressivité du capitalisme américain.

Théodore Roosevelt fut le premier président américain en poste à réaliser une visite d'État à l'étranger, choisissant de se rendre au Panama en novembre 1906, où il fut notamment photographié aux manettes d'un bulldozer.

D'ailleurs, les États-Unis considèrent ensuite que le Canal étant leur œuvre, il doit être sous juridiction américaine.

Cette situation se prolonge dans les faits jusqu'en 1999, mais Donald Trump a exprimé ses vues sur la question, considérant que la souveraineté du Panama sur le Canal est *un octroi conditionnel, au prétexte de la garantie de neutralité posée comme clause du traité de restitution du Canal*.

3. L'interventionnisme américain en Amérique latine

Avec la fin de la Seconde Guerre Mondiale et la lutte des États-Unis contre l'URSS, devenue sociale-impérialiste après 1953, l'interventionnisme américain a pris un tour plus politique-idéologique, fondé sur les opérations secrètes et les coups de mains, *prolongeant la doctrine Monroe comme expression de l'expansionnisme du capitalisme monopolistique et militarisé des États-Unis*, où le complexe militaro-industriel est devenu un gigantesque organe central du capitalisme.

Le Panama a fait l'objet du plus grand nombre d'intervention (en 1941-1947 puis 1989 pour éliminer le président Manuel Noriega), mais c'est toute la zone centro-américaine et caraïbe qui a fait l'objet de fréquentes interventions militaires (le Guatemala en 1954 pour renverser le président Jacobo Arbenz Guzman avec le soutien de l'United Fruit Company, la République dominicaine en 1965, le Nicaragua entre 1981 et 1990 pour y soutenir les Contras, groupes armés d'extrême droite, face au gouvernement et aux groupes armés pro-URSS, la petite île de Grenade en 1983 pour y renverser un gouvernement pro-URSS, Haïti très régulièrement depuis 1994 pour des raisons « humanitaires-philanthropiques »).



L'Amérique du Sud a fait l'objet de moins d'interventions directes, mais l'activité de l'armée et des services secret américain y est intense depuis la Guerre Froide, notamment par l'action et l'influence des Schools of America (SOA), fondées en 1946 dans la zone du Canal de Panama, qui ont formées toute une élite pro-américaine alignée sur les intérêts de la doctrine Monroe et ses corollaires.

Dans les années 1970, c'est dans ce cadre qu'est organisé le coup d'État au Chili mettant au pouvoir l'épouvantable fasciste Pinochet (1973-1990).

C'est aussi dans ce cadre qu'est organisé le Plan Condor, initiant une alliance secrète sous l'égide de la CIA et de l'armée américaine des dictatures anti-communistes en Amérique latine.

Cette organisation a été d'une telle brutalité et ayant constitué le terreau du développement des mafias armées du narcotrafic, que l'administration américaine a fini elle-même par la dénoncer, y mettre fin, et restructurer les SOA en un « Western Hemisphere Institute for Security Cooperation » (WHINSEC), un institut établi en Géorgie, censé désormais être lié à l'Organisation des États Américains (OEA) et recentré sur les « valeurs » de la doctrine Monroe-Roosevelt.

Voici comme le WHINSEC se présente sur son site :

« Situé à Fort Benning, en Géorgie, l'institut fournit une formation et une éducation militaires professionnelles au personnel éligible des États-Unis et des organisations partenaires relevant des domaines interarmées, interagences, intergouvernementaux et multinationaux.

Depuis 2001, le WHINSEC défend les droits humains et la démocratie en formant une nouvelle génération de dirigeants éthiques capables d'affronter les défis sécuritaires complexes et incertains de l'hémisphère occidental. Son enseignement et ses programmes de formation encouragent une pensée critique innovante fondée sur le respect fondamental des droits humains.

Ils couvrent l'ensemble des niveaux d'éducation, allant de la formation tactique à la théorie avancée portant sur l'application de la doctrine militaire, dans le cadre de programmes de master accrédités au niveau national et régional.

Depuis plus de vingt ans, le WHINSEC constitue le centre d'excellence en matière de formation militaire professionnelle pour les Amériques, diplômant chaque année entre 1 000 et 1 200 militaires, policiers et civils issus de l'ensemble de l'hémisphère. »

Mais c'est bien sûr l'intervention et la Crise de Cuba en 1961 sous la présidence du démocrate John Fitzgerald Kennedy qui a été la plus significative de ces interventions, donnant aux États-Unis l'occasion de démontrer leur détermination absolue à maintenir leur monopole nucléaire militaire en Amérique.

En mars 1961, le président Kennedy prononce un discours devant des représentants du Congrès et des États d'Amérique latine, appelant à une « mission hémisphérique » partagée, à une communauté de destin élargissant la doctrine Monroe à tous les États d'Amérique devant en fait intégrer cette logique dans leur propre doctrine, alignant en interne si on peut dire ces États avec les États-Unis.

Voici comme il présente les choses :

« Il y a aujourd'hui cent trente-neuf ans, cette semaine, les États-Unis, inspirés par l'héroïque lutte de leurs frères américains, ont soutenu l'indépendance et la reconnaissance des nouvelles Républiques latino-américaines.

C'est alors, à l'aube de la liberté dans tout cet hémisphère, que Bolívar exprima le désir de voir les Amériques devenir la plus grande région du monde "la plus grande", disait-il, "non tant par son territoire ou sa richesse, que par sa liberté et sa gloire." Jamais, dans la longue histoire de notre hémisphère, ce rêve n'a été aussi proche de sa réalisation — et jamais il n'a été autant menacé.

Le génie de nos scientifiques nous a donné les outils pour apporter l'abondance à notre terre, la force à notre industrie, et le savoir à notre peuple. Pour la première fois, nous avons la capacité de rompre les dernières chaînes de la pauvreté et de l'ignorance ; de libérer nos peuples pour l'accomplissement spirituel et intellectuel qui a toujours été le but de notre civilisation.

Pourtant, à ce moment même d'opportunité maximale, nous faisons face aux mêmes forces qui ont menacé l'Amérique tout au long de son histoire ; des forces étrangères qui cherchent à nouveau à imposer les despotismes de l'Ancien Monde aux peuples du Nouveau.

Je vous ai invités aujourd'hui pour discuter de ces défis et de ces dangers. Nous nous réunissons comme des amis fermes et anciens, unis par l'histoire et par l'expérience, ainsi que par notre détermination à faire progresser les valeurs de la civilisation américaine.

Car ce Nouveau Monde n'est pas un simple accident géographique. Nos continents sont unis par une histoire commune, la conquête sans fin de nouvelles frontières. Nos nations sont nées d'un combat commun : la révolte contre la domination coloniale.

Les révolutions qui nous ont donné naissance ont allumé, selon les mots de Thomas Paine, "une étincelle qui ne sera jamais éteinte." Et à travers ces vastes continents turbulents, ces idéaux américains inspirent encore le combat de l'homme pour l'indépendance nationale et la liberté individuelle.

Mais si nous saluons l'expansion de la révolution américaine vers d'autres terres, nous devons aussi nous souvenir que notre propre combat, la révolution qui a commencé à Philadelphie en 1776, et à Caracas en 1811 n'est pas encore achevé.

Notre mission hémisphérique n'est pas accomplie. Notre tâche inachevée est de démontrer au monde entier que l'aspiration insatisfaite de l'homme au progrès économique et à la justice sociale peut être réalisée par des hommes libres dans des institutions démocratiques.

En tant que citoyen des États-Unis, permettez-moi d'être le premier à admettre que nous, Nord-Américains, n'avons pas toujours compris l'importance de cette mission commune tout comme, dans vos pays, certains n'ont pas mesuré l'urgence de libérer les peuples de la pauvreté et de l'ignorance.

De toute l'Amérique latine, continent riche en ressources et en réalisations spirituelles et culturelles, montent des millions d'hommes et de femmes qui souffrent quotidiennement des dégradations de la pauvreté et de la faim... [...] Enfin, nous réaffirmons notre engagement à défendre toute nation américaine dont l'indépendance serait menacée. »

La logique dite transactionnelle, du deal, suivi par Donald Trump se place ainsi dans les pas de cette doctrine Monroe-Roosevelt, complété par Jackson.

Sans doute, on peut aussi considérer que Donald Trump se place dans le prolongement du messianisme volontiers libertarien de Ronald Reagan, et de la vocation des États-Unis à inspirer un Ordre mondial au sens moral.

Notons néanmoins que Donald Trump a une dimension plus pragmatique que franchement idéologique, ainsi, lorsqu'il a déclaré en mars 2025 devant le Congrès vouloir annexer le Groenland (cette déclaration faisant suite à une série d'allusions plus ou moins officielles depuis 2019).

« Et j'ai également un message ce soir pour le peuple extraordinaire du Groenland. Nous soutenons fermement votre droit à déterminer vous-mêmes votre avenir et, si tel est votre choix, nous vous accueillerons au sein des États-Unis d'Amérique.

Nous avons besoin du Groenland pour notre sécurité nationale et même pour la sécurité internationale, et nous travaillons avec toutes les parties concernées pour tenter de parvenir à cet objectif. Mais nous en avons réellement besoin, pour la sécurité mondiale internationale. Et je pense que nous allons l'obtenir. D'une manière ou d'une autre, nous allons l'obtenir.

Nous vous protégerons. Nous vous rendrons prospères. Et ensemble, nous porterons le Groenland à des sommets que vous n'auriez jamais cru possibles auparavant. C'est une population très réduite, mais un territoire immense, et extrêmement important pour la sécurité militaire. »

Cette déclaration devant le Congrès est plus offensive que les déclarations « tests » précédentes, et montre la détermination de l'administration Trump de réaliser une expansion dans cette direction, sans que cet objectif ne soit une priorité pressante.

L'idée de cette annexion a des précédents historiques comme on l'a vu, y compris impliquant l'achat de territoires occupés par le Danemark d'ailleurs. Ici, Donald Trump tente en quelque sorte un coup comme James Polk, la colonisation en moins, avec la méthode de Roosevelt en matière d'incorporation éventuelle.

L'impérialisme américain se traduit déjà par un renforcement de la présence diplomatique et militaire : réouverture d'un Consulat à Nuuk, la capitale du Groenland, agrandissement de la base de l'armée de l'air et de l'espace de Pituffik.

Mais on a là aussi une évolution du style de l'impérialisme américain avec Donald Trump. Ce dernier produit peu de discours doctrinaires, prétendant donner une vision du monde, il préfère s'adresser directement aux médias de masse par des petites phrases allusives « testant » les réactions et comptant d'ailleurs sur l'effet d'écho et le relais de la rumeur par les réseaux sociaux pour produire une pression à peu de frais.



Il ne prend pas ouvertement des positions devant les institutions américaines, notamment devant le Congrès, mais privilégie la fluidité pragmatique tout azimut, qui reste néanmoins dans les pas de l'impérialisme américain et son narratif.

Ainsi, on a les déclarations de Trump concernant les élections de mi-mandat en Argentine, dans lesquelles il a affirmé nettement son soutien à Javier Milei, en rappelant frontalement la dépendance de l'Argentine à l'aide américaine, que Trump a conditionné au succès de Milei.

Voici ce que disait de manière à la fois lacunaire et portant très claire Donald Trump à la presse en octobre 2025 lors d'une rencontre à Washington avec le président argentin Javier Milei :

« Nous soutenons très fortement le président (Javier Milei). Nous pensons qu'il va gagner. Il doit gagner. Et s'il gagne, nous serons très utiles. Et s'il perd, nous n'allons pas perdre notre temps, parce que vous avez alors quelqu'un dont la philosophie n'a aucune chance de rendre sa grandeur à l'Argentine. »

C'est apparemment faible et indigent. Mais c'est là sous-estimer la profondeur de l'impérialisme américain.

Lorsque Théodore Roosevelt estime que le régime de Saint-Domingue n'est pas en mesure de faire face à ses dettes et risquerait de passer sous la coupe de créanciers européens, il prend sans ménagement le contrôle des douanes de ce pays et instaure un protectorat de facto sur ce pays pendant deux ans (1905-1907) pour le réaligner sur le capitalisme américain. C'est aussi simple que ça.



L'interventionnisme de Trump se veut plus distant et moins offensif, mais compte sur la puissance financière des États-Unis et sur le poids de ses monopoles pour aligner avec le minimum d'engagement possible l'Argentine et faire contrepoids à l'influence grandissante mais plus faible, de la Chine, tout en validant l'idéologie nationale-libertarienne de Milei sur le principe. Mais il n'en fait pas ouvertement un élément de lutte idéologique relevant du messianisme américain.

En fait Donald Trump n'a pas besoin d'en faire des tonnes en terme de littérature ou de discours. Il peut même se permettre de s'amuser avec le style post-moderne de l'*infotainment* des réseaux sociaux pour sa communication.

Il se sait adossé à toute une doctrine relativement cohérente et ayant une direction franche depuis les débuts même des États-Unis d'Amérique. Il compte sur le fait que tout le monde sait « de quoi est capable l'Amérique », et qu'il vaut mieux ne pas avoir à jouer avec cela.

Ses outrances ringardisent d'ailleurs ses adversaires de la bourgeoisie libérale et font passer l'impérialisme américain pour une chose à la fois terrifiante et amusante, comme une menace et une promesse, une gifle et un élan qu'on aurait tort de sous-estimer ou de mal en analyser la portée et le danger.

C'est là une mise en scène du « Big Stick » de Roosevelt, adossé à toute l'histoire de l'impérialisme américain qui capitalise odieusement en fin de compte sur celle-ci pour engranger des avantages dans la bataille pour le repartage du monde.

Le « corollaire Trump » ne tombe pas du ciel : il porte la guerre.

La doctrine Trump est ainsi la pointe la plus agressive du capitalisme de notre époque, imposant la guerre mondiale impérialiste pour le repartage du monde, à quoi nous devons opposer la guerre populaire mondiale, en refusant toute soumission à la superpuissance impérialiste américaine, ainsi qu'à son challenger chinois. ■

Le Venezuela

Lorsque les conquistadors pénétrèrent dans l'actuel Venezuela, ils se retrouvèrent face à des tribus indiennes, surtout Arawaks et Caraïbes, qui étaient peu développées, pratiquant la chasse, la pêche et l'agriculture primitive.

Et la colonisation eut lieu d'autant plus vite que c'est Christophe Colomb qui découvrit le pays, en 1498 ; charmé, il l'appela *Isla de Gracia* (Île de Grâce) puis *Tierra de Gracia* (Terre de Grâce) en s'apercevant que ce n'était pas une île.

Dès l'année suivante, l'expédition espagnole d'Alonso de Ojeda explora le littoral sur toute sa longueur et atteint le golfe de Maracaibo.

Y voyant des maisons sur pilotis, il fut décidé de donner comme nom à la région « Veneziola », c'est-à-dire Petite Venise ; le nom devint Venezuela.

On a alors le début classique de la soumission des Indiens, qui étaient au nombre d'un million et dont la très grande majorité périt en raison des maladies apportées d'Europe, ainsi que des guerres et de leur réduction à un état de semi-esclavage.



L'élevage d'animaux importés d'Europe commença à être systématisé, les mines d'or furent mises en place et il y avait des plantations de canne à sucre, de coton, de tabac et surtout de cacao, avec comme main d'œuvre les Indiens, ainsi que des esclaves amenés d'Afrique.

On est dans l'instauration du système des haciendas, avec de vastes fermes autosuffisantes où règnent des Espagnols *criollos*, nés en Amérique et soumis à une administration coloniale gérée par les Espagnols *peninsulares*, nés en métropole et présents avec un mandat de quelques années.

Le pays dépend alors de la *Real Audiencia de Santo Domingo*, c'est-à-dire l'Audience Royale mise en place en 1511 sur l'île de Saint-Domingue, puis la majeure partie fit partie de la Vice-royauté de Nouvelle-Grenade en 1777, juste avant la crise de la monarchie espagnole.

Celle-ci fut, en effet, renversée en Europe par l'invasion napoléonienne ; même si elle parvint à se remettre en place, cela provoqua une série de soulèvements dans les colonies américaines.



Maintenant, il faut se tourner vers ce qui est spécifique au Venezuela. Ce qui joue, c'est son emplacement géographique. Le pays est placé tout au nord de l'Amérique du Sud, en étant relativement tourné vers l'Est.

Cela permettait des contacts maritimes appuyés avec l'Europe et les colonies françaises et britanniques des Caraïbes. D'ailleurs, c'est pour cela qu'initialement, le Venezuela dépendait de l'Audiencia de Saint-Domingue.

Il y a ainsi un moindre isolement intellectuel, une plus grande circulation d'ouvrages français et britanniques.

Une personnalité notable est ici Andrés de Jesús María y José Bello López, un écrivain, philologue, juriste, historien, philosophe traducteur du français, qui fut également le professeur d'histoire et de présentation des thèses sur l'univers de Simón Bolívar.

Mais ces mêmes Caraïbes vont aussi apporter des aides matérielles. La clef, c'est Saint-Domingue. Les Espagnols ne la contrôlent pas toute entière : la moitié est une colonie française.

Or, la révolution française prône les droits de l'Homme, ce qui est en contradiction avec des Français blancs qui exploitaient de manière horrible l'écrasante majorité de la population, consistant en des esclaves noirs, et rejetant les métis et les noirs affranchis.

Même si la France maintient le lien avec Saint-Domingue, sa réalité était tellement affaiblie dans le contexte que les esclaves se révoltèrent, ce qui donne naissance à Haïti, en 1804. Toussaint Louverture, sa grande figure, ne la verra pas : il meurt enfermé en 1803, dans une prison dans le massif du Jura.

L'importance pour le Venezuela, c'est que Haïti promit son soutien aux Espagnols criollos. Ce fut également le cas des Britanniques, qui profitairent non loin de Trinité-et-Tobago comme base de soutien.

C'est ici qu'on trouve Francisco de Miranda et Simón Bolívar, deux éléments de la plus haute aristocratie criollos.

Francisco de Miranda a quitté le Venezuela pour ses études, allant en Espagne, en France, et en Angleterre.

Il est d'abord actif dans l'armée espagnole, puis participe à la révolution française en tant que général.

Il propose alors ses services aux Britanniques pour renverser le pouvoir espagnol au Venezuela, mais son initiative avec une centaine d'hommes échoue en 1806.





C'est alors que se produit l'effondrement de la monarchie espagnole, en 1808.

Francisco de Miranda prend alors les commandes du mouvement pour l'indépendance, mais il finit par capituler et est mis de côté par Simón Bolívar, qui prône la guerre à outrance.

Suivent de nombreuses batailles, finalement la victoire et le soutien aux luttes des autres Espagnols criollos contre la monarchie espagnole, ce qui

aboutit à l'indépendance de la *República de Colombia* en 1819, qui se divise en 1830 en la Colombie, l'Équateur et le Venezuela.

Simón Bolívar meurt à ce moment-là et avec lui son rêve d'une unité latino-américaine. Et, ce qui est flagrant, c'est que seuls les Espagnols *criollos* ont été actifs durant tout ce processus.

Les affrontements ont concerné quelques centaines, plusieurs milliers d'hommes. Jamais l'écrasante majorité des masses n'a été mise en mouvement.

L'indépendance a, en substance, consisté en une révolution de palais : les Espagnols *peninsulares*, nés en Espagne, se sont fait chassés et remplacés par les Espagnols *criollos*.

Ceux-ci se retrouvent avec un pays pratiquement pas développé, avec une capitale, Caracas, qui est à peine une ville.

Le pays est qui plus est constitué de zones très différentes :

- une zone côtière et caribéenne au climat humide,
- une zone andine avec des terres fertiles pour l'agriculture,
- la zone du fleuve Orénoque avec de vastes plaines et savanes, une zone amazonienne,
- une zone constituée de hauts plateaux avec des montagnes à sommets plats,
- une zone de vastes plaines inondables favorables à l'agriculture et à l'élevage.

Il n'y a donc aucune unité, à part formelle. C'est la bataille féodale pour le pouvoir, avec les grands propriétaires terriens formant des centres de pouvoir irradiant jusqu'à générer des forces à prétention hégémoniques.





Une centaine de métis étaient recrutée, puis il y avait une tentative de secouer le pouvoir local, et ainsi de suite jusqu'au pouvoir central.

De 1829 à 1899, le Venezuela eut 41 présidents, dans un entrelacement d'élections hautement fictives, de négociations, compromis, coups de forces, tentatives de coups de force, etc.

José Antonio Páez fut notamment président directement ou indirectement

de 1829 à 1846, puis dictateur de 1860 à 1863 ; entre les deux séquences eut lieu une terrible guerre civile, causant la mort de 300 000 personnes.

De manière traditionnelle à l'Amérique latine, cela consistait en l'affrontement entre libéraux (ici fédéralistes) et conservateurs (ici centralistes), avec toujours cet équilibre à trouver entre les capitalistes en liaison étroite avec le capital des pays étrangers et les grands propriétaires terriens.

Par la suite, Antonio Guzmán Blanco dirigea en tant que président, de 1870 à 1877, de 1879 à 1884, de 1886 jusqu'à sa retraite en 1887, dans le cadre d'un régime réactionnaire totalement verrouillé.

C'est de cette période que date le culte de Simón Bolívar, présenté par Antonio Guzmán Blanco comme « le plus grand homme que l'humanité ait produit depuis Jésus-Christ » lors de l'inauguration d'une statue à Caracas en 1874.

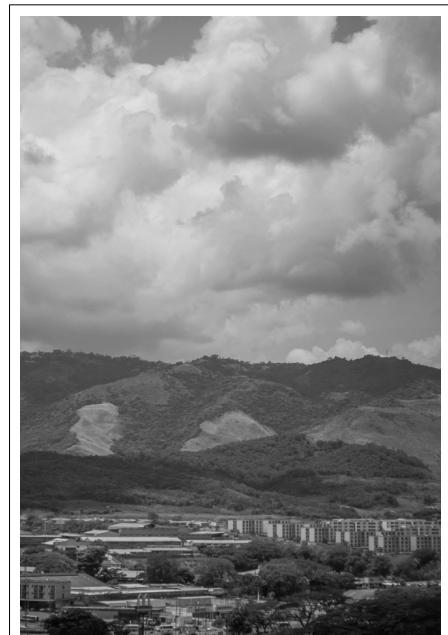
Il faut bien parler d'un culte, car on a là une sorte de religiosité étatique et « nationale » qui doit ouvertement faire le pendant de la religion catholique, que Antonio Guzmán Blanco s'évertuait à mettre de côté.

Il va de soi que tout cela était accompagné d'une véritable « adoration » d'Antonio Guzmán Blanco lui-même.

En 1895, les Britanniques s'approprièrent une partie du pays qu'ils ajoutèrent à leur colonie voisine, la Guyane britannique ; en 1902-1903 eut lieu un blocus naval par la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie, en raison de dettes non payées.

Le militaire Cipriano Castro, qui a dominé de 1899 à 1908, tablait que les États-Unis refuseraient une intervention européenne ; finalement, un compromis fut trouvé mais le pays passa entièrement dans l'orbite américaine.

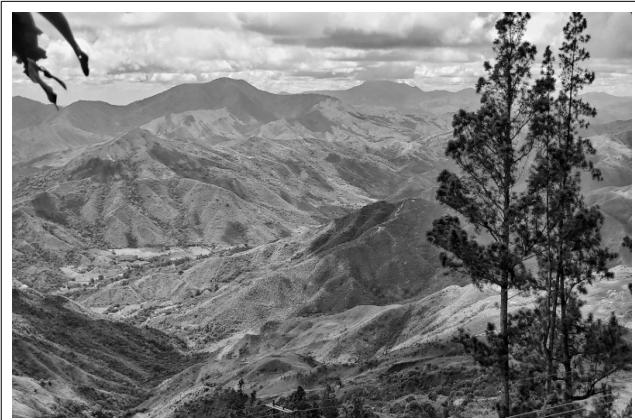
Et cela se produisit au moment où l'industrie du pétrole allait commencer à jouer un rôle majeur.



Découvert en 1922, le pétrole devint la principale exportation du pays, qui devint même le principal exportateur mondial un peu après 1945.

À la fin des années 1970, le pétrole représentait près de 90% des recettes d'exportation et environ 30% du PIB, et cela en resta ainsi pour les décennies suivantes.

Le pays était devenu ni plus ni moins qu'une colonie américaine.



Les Espagnols *criollos* qui ont remplacé les Espagnols *peninsulares* n'étaient rien de plus que des gouverneurs : tout comme auparavant les Espagnols *peninsulares* agissaient en faveur de la monarchie espagnole en se servant au passage, les Espagnols *criollos* agissaient de la même manière pour les États-Unis.

C'était le prolongement inévitable de divisions locales ininterrompues avec à chaque fois un « caudillo » local faisant office de dictateur ; le pouvoir dictatorial n'était qu'un assemblage dictatorial de mini dictateurs.

Le régime, malgré ses prétentions républicaines, n'était finalement qu'une pétro-monarchie artificielle.

Afin de maintenir le découpage féodal, il y a une reconnaissance de 23 « États » (à quoi s'ajoutent la capitale et les îles regroupées en une « dépendance fédérale »), avec chacun leur propre gouverneur.

Sept États ont comme nom des figures « historiques » liées à l'indépendance, à quoi s'ajoute celui qui s'appelle « nouvelle Sparte » pour son rôle lié à l'indépendance ; 10 ont des noms liés à la géographie, les autres ont des noms de villes espagnoles ou liées aux tribus indiennes.

On a donc une continuité dans la dictature ; le général Juan Vicente Gómez exerça le pouvoir de 1908 à 1935, avec une police secrète terroriste (« La Sagrada »). Suivirent le général Eleazar López Contreras et le général Isaías Medina Angarita.



Inévitablement, des protestations face à une telle situation se perpétuant se cristallisèrent, cela donna le parti *Acción Democrática* (Action Démocratique) et la chute du régime en 1945, avant une reprise en main par les militaires en 1948.

La dictature militaire dura jusqu'en 1958, avec Marcos Pérez Jiménez.

C'est le véritable moment clef de l'histoire du Venezuela.

On a, en effet, la mise en place du *Nuevo Ideal Nacional* (Nouvel Idéal National) comme mystique ; la nation devient officiellement un projet en construction, et il y a une modernisation du pays, des infrastructures notamment.

C'est le moment où la pétromonarchie cherche à établir un régime en phase avec le développement mondial des forces productives ; il n'est plus possible de rester à l'écart sur une base féodale même un peu développée.

On ne sera nullement étonné des propos tenus par la suite par Hugo Chávez, qui prendra le pouvoir un peu plus tard.

« Je crois que le général Pérez Jiménez a été le meilleur président que le Venezuela ait eu depuis longtemps. (...) Il était meilleur que Rómulo Betancourt, il était meilleur que tous les autres. Je ne vais pas les nommer. (...) Ils le détestaient parce que c'était un militaire (...).

Écoutez, sans le général Pérez Jiménez, pensez-vous que nous aurions *Fuerte Tiuna* [un bâtiment militaire], l'Académie, l'Efofac [*Escuela Fundamental de Formación de la Fuerza Armada de Caracas*, l'école fondamentale de formation des Forces armées de Caracas], le Cercle militaire [un Club pour les militaires], *Los Próceres* [important monument et boulevard à Caracas, dédié aux héros nationaux], l'autoroute Caracas-La Guaira [reliant la capitale et un port important], les superblocs du 23 janvier [blocs d'appartements], l'autoroute du Centre [reliant Caracas et les régions centrales], le téléphérique [reliant Caracas à la montagne Avila], la sidérurgie, [le complexe hydroélectrique de] Guri ? »

Et la suite des événements explique justement la position de Hugo Chávez. Car l'ignoble dictateur militaire Marcos Pérez Jiménez cherchait à moderniser le capitalisme bureaucratique du Venezuela, de manière unifiée.

Cela finit par déplaire aux États-Unis qui portèrent Rómulo Betancourt au pouvoir en 1958, avec le parti *Acción Democrática* (Action Démocratique). Il avait déjà été président durant le court intermède de 1945-1948 et cela souligne la question de fond.

Les régimes militaires étaient considérés par les États-Unis comme un problème sur le plan de la gestion, le manque de modernité leur était flagrant.

Il fallait, avec le développement du capitalisme à l'échelle mondiale, une forte capacité d'adaptation et seul un certain libéralisme le permettait, à leurs yeux.



Au lieu d'interdire les communistes, comme auparavant, il valait mieux les exclure, selon les États-Unis. C'est le sens du Pacte de Puntofijo signé en 1958 par trois partis se partageant les institutions : les modernistes d'*Acción Democrática* (Action Démocratique), les démocrates-chrétiens du *Comité de Organización Política Electoral Independiente* (Comité d'organisation politique électorale indépendante), les libéraux-sociaux de la *Unión Republicana Democrática* (Union Républicaine Démocratique).

Suivirent comme présidents Raúl Leoni (Acción Democrática), Rafael Caldera (Comité de Organización Política Electoral Independiente), Carlos Andrés Pérez (Acción Democrática), Luis Herrera Campins (Comité de Organización Política Electoral Independiente), Jaime Lusinchi (Acción Democrática), Carlos Andrés Pérez (Acción Democrática)...



Puis certains présidents revinrent, mais c'est sans importance. C'est qu'entre en scène un militaire nostalgique de la tentative d'instaurer un capitalisme bureaucratique réellement constitué : Hugo Chávez.

Celui-ci avait fondé un mouvement au sein de l'armée, avec finalement une composante civile, le *Movimiento Bolivariano Revolucionario-200* (Mouvement Bolivarien Révolutionnaire – 200, pour le 200^e anniversaire de Simón Bolívar).

La tentative de coup d'État en 1992 échoua, mais Hugo Chávez fut élu président en 1998 avec 56,2 % des voix, réélu en 2000 avec 59,8 % des voix, puis en 2006 avec 62,8 % des voix et en 2012 avec 55,1 % des voix.

Il est décédé en 2013 et c'est Nicolás Maduro qui lui succéda, et qui poursuivit la « révolution bolivarienne », avec comme parti dirigeant le *Partido Socialista Unido de Venezuela* (Parti Socialiste Uni du Venezuela).



Si on n'a pas suivi le parcours du Venezuela, et si on n'a pas compris la tentative du général Marcos Pérez Jiménez d'instaurer un capitalisme bureaucratique « moderne » dans les années 1950, on ne peut pas comprendre l'idéologie du « bolivarisme », qui semble mélanger toutes les idéologies.

Hugo Chávez joua lui-même beaucoup là-dessus, expliquant en 1999 au quotidien américain le *New York Times* :

« Si vous essayez de déterminer si Chávez est de gauche, de droite ou du centre, s'il est socialiste, communiste ou capitaliste, eh bien, je ne suis aucun de ceux-là, mais j'ai un peu de tout cela. »

Car il faut bien comprendre la chose suivante : le Venezuela n'est pas encore une nation. C'est une province coloniale espagnole, où les Espagnols nés sur place ont fini par prendre le pouvoir.

Ils ont alors dominé de manière féodale, et ont cherché à moderniser leur domination. Le pays était tellement arriéré que tout a été lent, très lent, jusqu'à ce qu'il y ait le pétrole.



Là deux options s'opposent : devenir une simple colonie américaine en s'adaptant comme il semble bon aux États-Unis, ou maintenir comme depuis le départ un cadre particulièrement rigide.

Le pétrole permettait la tentative rigide : c'est le sens de la politique de Hugo Chávez, qui se tourna vers Cuba, l'Iran, la Russie et la Chine afin d'avoir des partenaires autres que les États-Unis, qui eux voulaient un Venezuela « adaptable ».

C'est cette contradiction qui permet à Hugo Chávez de se présenter comme patriote, anti-impérialiste, etc. ; en réalité, il a agi afin de maintenir le cadre initial qui a donné naissance, par en haut, à l'État du Venezuela.

Et, somme toute, Hugo Chávez a « raison » au sens où, sans le capitalisme bureaucratique qu'il a promu, il ne peut même plus y avoir de Venezuela !

Le Venezuela se transformerait en simple lieu géographique, dont l'emploi est de servir les États-Unis. Inversement, aucune nation ne peut « naître » par en haut. La nation vient du peuple, de son parcours historique.

Rappelons ici la définition scientifique de la nation : « une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture » (Staline).

Hugo Chávez avait comme but le « maintien » perpétuel, c'est-à-dire l'invention d'une nation, par en haut, par l'intermédiaire d'un capitalisme bureaucratique profitant du pétrole, systématisant le corporatisme et le populisme, au moyen de mythes autour de Simón Bolívar.

C'est pour cela qu'il a pu se revendiquer de la « révolution permanente » de Léon Trotsky : un tel régime, autour d'une nation fictive en constitution permanente, exige tout le temps une fuite en avant.



D'où l'agitation ininterrompue de Hugo Chávez, les mesures populistes, les propos outranciers, tout le théâtre autour de sa personnalité, etc.



D'où, immanquablement, une étatisation bureaucratique de l'économie, principalement par l'intermédiaire de l'armée, qui multiplie les initiatives économiques et dispose de centaines d'officiers dans de multiples entreprises, en plus des centaines déjà à des postes gouvernementaux.

Par contre, en même temps, il n'est pas touché aux fondamentaux du Venezuela : l'existence des grands propriétaires terriens, qui possèdent la très grande majorité des terres. Il y a bien 3 millions d'hectares distribués, mais elles étaient inexploitées ou sans preuve de propriété légitime depuis 1830.

C'est là un fait notable. Le « bolivarisme » est le produit national d'un État qui s'est constitué de manière féodale, par un assemblage de « chefs » : il ne peut pas supprimer le féodalisme des campagnes, car il prolonge une situation dont le socle est justement ce féodalisme.

Tout l'autoritarisme bureaucratique, l'aventurisme prétentieux, bref la dimension outrancièrement patriarcale à la latino-américaine naît de là.

Quant aux origines de l'ambition du capitalisme bureaucratique, et de son aventurisme avec Hugo Chávez, elle est simple : le Venezuela est le pays qui possède les plus grandes réserves de pétrole du monde, avec environ 300 milliards de barils. Il faut ajouter à cela de riches gisements de gaz, de différents minéraux, de terres rares comme le coltan.

Le capitalisme bureaucratique considère qu'il peut se maintenir, et pour se maintenir il doit prétendre permettre une immense avancée nationale, son seul justificatif pour légitimer la construction permanente du pays par en haut.

Comment alors caractériser le Venezuela ? C'est simple : son parcours ne relève pas de l'Amérique latine. Il faut prendre en compte ses 2 600 kilomètres de côtes sur la mer des Caraïbes et considérer qu'il relève d'ailleurs des Caraïbes, voire qu'il est le prolongement de l'Amérique centrale.

Il n'y a pas eu des échanges économiques suffisants pour produire une dynamique fournissant une riche histoire, où le peuple pourrait s'insérer, d'une manière ou d'une autre, d'où le populisme, le corporatisme, le « socialisme du 21^e siècle » proposé par le bolivarisme, qui relève concrètement du fascisme.



Et les États-Unis entendent mettre au pas cette tentative de capitalisme bureaucratique « fermé », d'où la tentative de coup d'État pro-américain en 2002, des opérations de déstabilisation, la remise du prix Nobel de la paix en 2025 à la dirigeante de l'opposition María Corina Machado.

Il y a toutefois une différence avec l'Amérique centrale. Pour les pays d'Amérique centrale, qui ont été très tôt entièrement soumis par les États-Unis, c'est la question de la libération anti-impérialiste qui joue d'abord, primant même sur la dimension féodale (qui elle prime dans le reste de l'Amérique latine).

Pour le Venezuela, spécifiquement, il y a la question pétrolière qui joue de manière principale. Relève-t-elle de la dimension semi-féodale ou de la dimension semi-coloniale ?

Elle relève de la dimension semi-féodale, car on a vu que le féodalisme est passé par la question pétrolière pour établir le capitalisme bureaucratique. Le peuple doit s'affirmer, pour la première fois historiquement, par la guerre, pour exiger la socialisation de cette richesse centrale du pays.

La guerre populaire permettra alors la systématisation de la démocratie dans le pays – ce qui implique qu'en même temps que l'appropriation populaire du pétrole, toutes les grandes propriétés terriennes soient supprimées. ■



« L'Armée rouge chinoise est une organisation armée chargée d'exécuter les tâches politiques de la révolution.

Dans la période actuelle en particulier, l'Armée rouge ne se limite pas aux seules activités militaires ; outre les combats qu'elle doit livrer pour anéantir les forces armées de l'adversaire, elle assume encore nombre d'autres tâches importantes : la propagande parmi les masses, l'organisation des masses, l'armement des masses, l'aide donnée aux masses pour instaurer le pouvoir révolutionnaire et même pour créer des organisations du Parti communiste.

L'Armée rouge ne fait pas la guerre pour la guerre, elle la fait dans le but de mener la propagande parmi les masses, d'organiser les masses, de les armer, de les aider à créer le pouvoir révolutionnaire; sans ces objectifs, la guerre n'aurait plus de sens, et l'Armée rouge plus de raison d'être. »

Mao Zedong

2025 : la fixation impérialiste du corollaire Trump de la doctrine Monroe par les États-Unis d'Amérique dans la Guerre pour le repartage du monde

La *National Security Strategy* publiée en 2025 par l'exécutif de la République fédérale que sont les États-Unis d'Amérique s'organise autour d'un postulat central : la politique extérieure américaine est désormais entièrement subordonnée à la reconstruction interne de la puissance des États-Unis. Loin d'être périphérique, cette dimension interne constitue en fait le cœur actif de la stratégie.

Ce type de document, appelé *National Security Strategy* ou NSS constitue un exercice de doctrine ; au sens strict, il n'a pas de valeur juridique, il fixe un cap, il donne la stratégie qu'entend suivre le Président des États-Unis en exercice. Il s'agit fondamentalement d'un acte idéologique.

Formellement, une telle NSS est l'œuvre du *National Security Council* (NSC), organe de conseil et de décision en matière militaire du Président américain.

Il constitue la parole présidentielle censée guider au moins son mandat, exposer et clarifier sa doctrine. Le document est d'abord destiné au Congrès des États-Unis, mais il a une valeur exécutive pour les administrations fédérales et de par sa nature publique, il s'adresse aussi au reste du monde.

Produire une NSS n'est pas en soi une nouveauté. Cela découle d'une loi de 1986, le Goldwater-Nichols Act, qui a ré-organisé le commandement de l'armée américaine en la plaçant totalement sous la coupe directe du

Président des États-Unis (via son secrétaire à la Guerre), toutes armes confondues (terre, air-espace, mer), autour d'une doctrine que la Présidence était en droit de déterminer unilatéralement, sous la forme donc d'une NSS.

Cette loi impose de penser la guerre de manière globale et de promouvoir cette vision dans l'état-major devant assister l'exécutif américain, et cela des officiers expérimentés à l'inter-armée, ce que la loi appelle les *joint opérations*. En conséquence, l'état-major est ainsi supervisé par un « président des chefs d'état-major interarmées ».

Chaque président américain depuis la fin des années 1980 avait ainsi produit une NSS pour exposer sa doctrine autour d'une sorte d'idée-clef. George Bush (1989-1993) avait parlé de *New World Order*, Bill Clinton (1993-2001) d'engagement et d'élargissement, George W. Bush (2001-2009) de guerre préventive contre la terreur, Barack Obama (2009-2017) de patience stratégique.

Cependant, cette NSS tranche avec les précédentes, à la fois de par le contexte de compétition impérialiste, que le document assume complètement en parlant de *Great power compétition*, et par la rupture explicite avec la tendance au multilatéralisme jusque-là suivie relativement, en affirmant renouer avec la tradition impérialiste de la doctrine Monroe, que le document entend revitaliser et actualiser.

On pourrait se dire qu'au fond, c'est une sorte d'épisode, qu'un prochain président américain pourrait tout aussi bien revoir de fond en comble cette doctrine par une nouvelle NSS.

Ce n'est pas faux sur le principe. Mais ce serait là une énorme erreur de perspective. *Ce serait passer totalement à côté de l'implacable marche à la guerre qui entraîne le mode de production capitaliste de notre époque*, dont les États-Unis sont le fer de lance.

Nous disons que ce document ne marque pas un épisode, mais une étape dans un processus, celui de la guerre pour le repartage du monde, entraînant des restructurations d'envergure et inévitable dans le capitalisme.

L'épouvantable appareil militaro-industriel des États-Unis d'Amérique est au centre de l'impérialisme et ce document constitue donc un étape idéologique majeure dans l'immense lutte qui s'affirme entre la Barbarie et le Socialisme.

La définition de l'impérialisme américain : la ré-affirmation nette de la doctrine Monroe autour d'un nouveau corollaire actualisé

Poursuivant la logique de la doctrine Monroe, initialement pensée comme défensive dans une Amérique encore faible, le document souligne bien que *la puissance capitaliste américaine doit d'abord clairement assumer ses bases internes avant de considérer le reste du monde*.

Le document identifie ainsi explicitement les causes du déclin relatif américain dans des facteurs d'abord internes, à savoir la désindustrialisation, l'affaiblissement des « classes moyennes » c'est-à-dire de la capacité de consommation de masse, la

dépendance croissante énergétique et même technologique (au moins pour des produits semi-finis mais indispensables), la dilution des capacités d'action unilatérale en raison du développement des conventions et des institutions internationales, la fragmentation culturelle et sociale par le turbo-capitalisme de consommation de masse dont les effets sont ramenés à la question du « wokisme » ou aux postures de la « gauche » libérale.

La réponse stratégique est dès lors celle d'une restructuration de grande ampleur autour d'un recentrage national, passant fondamentalement par la reconstitution d'un appareil productif, le contrôle des frontières, la restauration d'une cohésion culturelle fondée sur la réaffirmation de l'idéologie nationale-libertarienne, et d'un alignement strict de l'économie sur les objectifs de puissance impériale, comprise comme la conquête de la « Frontière » comme mythe collectif et comme extension du marché sous contrôle des grands monopoles américains.

Sur cette base, la politique étrangère n'est plus conçue comme *un projet normatif global plus ou moins sous direction américaine*, ainsi que le proposait jusque-là le libéralisme américain sous la forme d'une sorte de lutte entre la démocratie et les régimes autoritaires alimentant la « terreur » et le sous-développement, mais comme une extension fonctionnelle de la politique intérieure.

Le document détaille alors de manière géographique les intérêts et les cibles que se donne l'exécutif américain :

Le cœur stratégique prioritaire est celui du continent américaine lui-même, pensé comme une sorte de bloc totalement dans le logique de la doctrine Monroe.

Le continent américain est traité en fait comme un espace vital.

C'est là que le document affirme d'ailleurs logiquement et explicitement un « *Trump Corollary* » à la doctrine Monroe autour de trois axes : l'exclusion active des puissances extra-hémisphériques (la Chine surtout mais aussi la Russie), le contrôle des migrations, des routes maritimes et des flux économiques et la sécurisation des ressources et du *nearshoring* industriel.

Le *nearshoring* est ici le cœur de la doctrine, il s'agit de recentrer l'appareil productif sur les États-Unis. Cette restructuration est assumée à la fois comme l'outil de la reconstruction industrielle américaine et comme l'instrument de discipline de l'hémisphère occidental, une manière d'intégrer les économies latino-américaines dans des chaînes de valeur centrées sur les États-Unis.

L'Amérique latine est ainsi définie comme un glacis de sécurité, voire un sanctuaire quasi-eschatologique en fait, pensé avant tout en termes de stabilité, d'utilité économique et de discipline stratégique, au besoin par l'usage de la force.

La rivalité systémique avec la Chine est pensée de manière globale mais l'Indo-Pacifique est définie comme la zone d'affrontement centrale. L'Asie est conçue dès lors comme le théâtre principal de la compétition du XXI^e siècle.

La Chine y est analysée non comme un partenaire idéologique rival, mais en fait comme un concurrent économique structurel au sein même de l'impérialisme, un rival capable de contester l'accès aux chaînes de valeur, aux technologies et aux

flux maritimes. La stratégie exposée articule dès lors endiguement militaire, découplage économique partiel, sécurisation technologique et coalition avec les alliés régionaux, tout en subordonnant la zone à la reconstruction industrielle américaine en replaçant « l'hémisphère occidental » comme pôle central du capitalisme.

Il s'agit en quelque sorte de subordonner la Chine à un capitalisme recentré sur l'Amérique.

L'Europe est considéré comme un satellite secondaire à ces enjeux. Elle est envisagée dans cette NSS comme un espace culturellement proche de l'Amérique, renversant le rapport historique de l'époque de la doctrine Monroe initiale.

L'Europe est vue comme une conquête quasi-accomplie des grands monopoles américains mais politiquement fragilisée par les effets du turbo-capitalisme et par une contestation formelle mais inutile de la puissance impériale américaine.

L'Europe est considérée néanmoins comme un allié, mais sommé d'assumer seul le coût de sa sécurité. Le document privilégie la stabilisation avec la Russie et la fin des illusions d'expansion indéfinie de l'OTAN et de l'Union européenne, critiquée pour son excès de régulation et sa dilution de la souveraineté nationale.

Les États-Unis exigent donc une Europe ouverte et dominée par le marché américain et ses grands monopoles, achetant massivement des armes américaines, mais ne devant pas former pas un bloc impérialiste éventuellement rival, une sorte de Chine-bis si on veut.

En fait, l'Europe vassalisée devrait en quelque sorte préfigurer une Asie vassalisée sous le même rapport.

Reste enfin le Moyen-Orient et l'Afrique. Ces régions ne sont plus regardées comme centrales pour l'impérialisme américain.

Le Moyen-Orient est simplement traité sous l'angle de la sécurité d'Israël et des flux énergétiques, avec un rejet explicite des guerres de transformation politique. L'Afrique est pensée comme un espace d'investissement extractif stratégique, non comme un terrain idéologique.

La question des océans, de l'Antarctique ou même de l'espace n'est pas franchement abordée, mais la logique de « frontière » à conquérir est en fait partout la même.

Doctrine Monroe et pensée de Hamilton : les classiques de l'impérialisme américain

Pour comprendre cette stratégie, il faut dépasser en fait le vocabulaire conjoncturel dont raffole Donald Trump à propos de l'« America First » ou même de la « sécurité nationale » et revenir à une tradition intellectuelle fondatrice de l'État américain : la pensée d'Alexander Hamilton.

Alexander Hamilton (1755–1804), a été le premier Secrétaire au Trésor des États-Unis, il est l'un des principaux architectes de l'État fédéral américain au moment de sa construction après la guerre d'indépendance.

Son objectif était clair : rendre la jeune république américaine économiquement viable, militairement crédible et politiquement souveraine.

Il est parti du principe que la souveraineté politique ne peut exister sans une base économique, industrielle et financière, et que celle-ci devait être organisée par l'État. C'est d'ailleurs même pour lui la raison d'être fondamentale de l'État, et plus précisément de l'État fédéral dans sa pensée.

Hamilton a exposé sa pensée dans une série de quatre rapport présentés au Congrès , formant ce que la tradition bourgeoise américaine appelle le « programme économique hamiltonien », largement inspiré sur le principe du mercantilisme de Colbert, qu'il actualise et adapte au contexte américain.

Le principal de ses rapports s'intitule *Report on Manufactures* (1791), Hamilton y affirme pour résumer que l'indépendance politique dépend directement des forces productives nationales.

Il y défend donc la protection de l'industrie naissante par des tarifs douaniers ciblés, l'intervention de l'État en faveur du développement industriel et technologique, notamment par des subventions, financées par les tarifs douaniers et par des investissements publics.

D'ailleurs, ce sont ces subventions qui occupent le reste des rapports, avec cette idée, nouvelle par rapport au mercantilisme français, que la dette devient un outil de structuration de l'État, de fidélisation des élites économiques et de financement de la puissance impériale.

En fait, sans la pensée de Hamilton, on ne peut pas comprendre la doctrine Monroe et le déploiement de l'impérialisme américain.

La pensée hamiltonienne repose sur une ensemble de piliers qui ne sont pas strictement libéraux.

Alexander Hamilton défend clairement un État fort et centralisé autour de l'exécutif avec l'industrie comme socle de souveraineté reposant sur une alliance entre capital privé et puissance publique assumant un pragmatisme unilatéral sujet par sujet dans les relations internationales, avec comme seule boussole celle de l'intérêt des États-Unis ainsi définis.

Ainsi, il faut dire que du point de vue matérialiste dialectique, toute cette stratégie présente une lucidité remarquable, exigeant du camp de la Révolution de se mettre au niveau de l'ennemi. Le corollaire Trump de la doctrine Monroe que construit cette NSS reconnaît le rôle déterminant des forces productives et rompt avec les illusions morales de l'universalisme libéral.

La bourgeoisie impérialiste américaine définit très clairement tout à la fois le fondement de son populisme, appelant le peuple américain à soutenir l'impérialisme, pour gagner, en échange de sa force productive mise au service des grands monopoles soutenus par l'État fédéral, une sorte de « place au soleil » garantie par la puissance unilatérale des États-Unis au sein d'un monde vu comme une frontière à conquérir ou à mater, ou les deux, adossé à une « Amérique » comme continent, « hémisphère occidental » à la fois base productive domestiquée et sorte de sanctuaire « biblique » de l'élection et de la confiance divine.

Cette dimension n'étant pas exposée dans le document, mais elle est inutile, *tellement le régime américain baigne dans une esthétique et un narratif eschatologique chrétien de plus en plus ouvert.*

Plus largement, la stratégie reconnaît correctement que la mondialisation capitaliste détruit les bases sociales des nations, et cible

les effets du turbo-capitalisme, mais sans le définir ni même le comprendre et tout en proposant comme solution une compétition intensifiée entre nations capitalistes et une sorte de « retour » aux classiques de la pensée bourgeoises américaine, notamment Monroe et Hamilton, tout en jouant par ailleurs et en complément la carte de l'eschatologie chrétienne.

Cette NSS est donc l'expression d'un impérialisme cohérent mais sans élan, même pas sur le plan intellectuel. La bourgeoisie américaine ne parvient qu'à rebouillir sa propre sauce narrative en espérant relancer quelque chose.

Le sol se dérobe sous ses pieds, mais elle mise tout sur la mise au pas des immenses forces productives des masses américaines, en voulant les plier dans les exigences de sa fuite en avant impérialiste par ses appels et ses références au narratif national familier qu'elle a constitué.

Donald Trump a compris la puissance de ce ressort, et a réussi à piéger la « gauche » libérale (qu'est le Parti Démocrate) en lui collant la responsabilité des effets réels du turbo-capitalisme.

Son narratif conservateur se veut à la fois rassurant et offensif, cohérent et sûr de lui, pour espérer tromper la vague de l'Histoire qui se lève, le Socialisme et le collectivisme dont la seule rumeur suffit à faire paniquer la bourgeoisie américaine, mais qui ne s'est pas encore structurée de manière combattive.

Nous avons besoin plus que jamais de lever dans chaque pays le Drapeau Rouge de la Révolution derrière la Pensée-Guide de notre époque ! ■

Vote du budget militaire le 10 décembre 2025 : la crise de régime précipite la bourgeoisie française dans la guerre de repartage du monde

Depuis les propos d'Emmanuel Macron tenus en juin 2022 au salon de l'armement Eurosatory sur l'*« économie de guerre »*, *les choses sont allées crescendo pour renforcer le complexe militaro-industriel dans les décisions et les orientations de l'État bourgeois.*

La tendance à la guerre travaille plus que jamais toute la bourgeoisie française et elle est d'autant plus absorbée par celle-ci que le régime de la Ve République s'enfonce toujours plus dans un blocage historique.

L'année 2025 apparaît d'ores et déjà historiquement comme un point de bascule. C'est l'année de la mise en place très concrète de ressources, de plans et d'une stratégie en vue d'amener la France à se lancer à la fin de cette décennie dans un conflit de haute intensité contre la Russie.

La séquence de l'année 2025

S'il faut avoir un point de repère pour la mise en place d'une économie pour aller à l'affrontement militaire avec la Russie, on peut sans nul doute retenir celui du 29 juillet 2022. Ce jour a vu la nomination d'Emmanuel Chiva à la tête de la Direction générale de l'armement (DGA), administration d'État chargée de coordonner les différents programmes d'armements sur chaque secteur (aviation, marine, terrestre...).

C'est le point de départ pour la transformation et la modernisation du complexe militaro-industriel français en vue de la guerre de repartage mondiale. Mais, ensuite, il faut attendre que les décisions soient prises, que les choses se mettent en place et cela prend nécessairement du temps.

Ce n'est que le 1er mars 2024 qu'entre en vigueur, par exemple, le texte réglementaire visant la refonte de la DGA. Cela fait écho évidemment aux propos tenus le 26 février de cette même année par Emmanuel Macron quant à *« l'envoi de troupes au sol »* en Ukraine puisque *« la Russie ne p[eut] pas gagner cette guerre »*.

Au niveau idéologique, il y a eu le lancement officiel de l'Académie de défense de l'École militaire lors du « Paris defence and strategy forum » tenu à la mi-mars 2024 sur le thème *« l'Europe à la croisée des chemins »*.

À cette occasion, le chef d'état-major de l'armée de terre Thierry Burkhard a tenu le discours de clôture en treillis militaire. Le numéro 26 d'avril 2024 de *Crise* a abordé en détail cette question.

Dès lors les choses sont allées en s'approfondissant à tous les niveaux, économiques, politiques, militaires et culturels.

D'abord, le 20 février 2025, pour préparer **le terrain de l'opinion publique**, Emmanuel Macron a convoqué l'ensemble des chefs de partis à l'Élysée pour leur exposer la situation sur la guerre en Ukraine. Dans la foulée, il y a eu l'allocution donnée à la nation devant les journaux télévisés du 20h le 5 mars 2025 dans laquelle Emmanuel Macron. Il a conclu son intervention par ces mots :

« Nous devons donc agir en étant unis en européens et déterminés à nous protéger. C'est pourquoi la patrie a besoin de vous, de votre engagement.

Les décisions politiques, les équipements militaires et les budgets sont une chose mais ils ne remplaceront jamais la force d'âme d'une nation.

Notre génération ne touchera plus les dividendes de la paix. Il ne tient qu'à nous que nos enfants récoltent demain les dividendes de nos engagements. »

Ensuite, il y a eu la mise en place de **conditions financières favorables** pour les investissements dans l'industrie militaire.

Cela s'est effectué lors de la réunion le 20 mars 2025 entre les ministres de l'Économie, des Armées, le président de la DGA et des représentants du capital financier. L'idée était d'établir les sources de financement de l'appareil productif dans un objectif de 5 à 7 milliards d'investissements nouveaux d'ici 2030.

Lors de cette réunion fut notamment soulevé le frein que représente la règle dite ESG pour « environnement, société, gouvernance », censée flécher les investissements vers des entreprises respectant ces pseudos-normes durables et éviter celles qui ne les respecteraient pas. Or l'armement ne peut masquer ses dégâts écologiques et sa gouvernance opaque.

En conséquence, la Banque publique d'investissement, née sous le mandat de François Hollande, annonçait mobiliser 1,7 milliard d'euros, ainsi qu'ouvrir un livret « Bpifrance Défense », pour accompagner, rassurer et sécuriser les investisseurs privés vers le secteur militaire.

Lors de cette réunion a été annoncé le recrutement 3000 personnes à l'horizon 2030 dans le cadre de la « réserve industrielle de défense » pour assurer les besoins de production d'armement.

De nombreux contrats-cadres ont depuis été signés entre la DGA et des entreprises phares du complexe militaro-industriel, tels que le fabricant de missiles MBDA, de systèmes électroniques Thales, de camions Scania, des véhicules blindés Arquus et KNDS.

Sur la question des freins au financement de l'industrie militaire par les fonds privés, il y a eu le même processus à l'échelon européen.

On assiste à l'essor de fonds d'investissements spécialement tournés vers l'industrie militaire dans le but de canaliser les 100 milliards d'euros d'investissements émis par la proposition du plan « ReArm Europ ».

On a ainsi le « VanEck Defense Funds » lancé en 2023, mais aussi le fonds « Global Sécurité Fund » géré par le suédois « Finserve Nordic » ou bien encore le lancement par HANetf du fonds « Futur of European défense » en avril 2025. Ce dernier fonds est un des premiers fonds classés article 8 du règlement européen SFDR (*Sustainable Finance Disclosure Regulation*), c'est-à-dire que ces investissements sont réputés compatibles avec les règles de « finance durable ».

Il faut noter ici quelques éléments sur la montée en cadence de l'industrie militaire en France. En avril 2024, le numéro 26 de *Crise* dressait un état des lieux de la situation. La tendance s'est approfondie depuis cette date.



On constate que depuis janvier 2022, ce sont 11,7 milliards d'euros qui ont été investis pour 353 projets industriels, contre seulement 5,6 milliards et moins de 300 projets sur la période 2018-2022. C'est une expression très nette de la course aux armements. La DGA a accéléré depuis 2025 le rythme de ses commandes.

On a le fabricant spécialiste des systèmes électroniques militaires Thales qui a quadruplé la capacité de production de son usine de La Ferté-Saint-Aubin dans le Loiret. Sur les sites du fabricant de missiles MBDA dans le Centre-Val de Loire, il y a concurrence pour trouver de la main d'œuvre disponible. Safran produit deux fois plus de kits de guidage AASM.

À Tarbes, les Forges rachetées par Europlasma sont passées d'une production quasi inexistante en 2022 à 160 000 pièces annuelles de corps creux alors que l'usine semblait au point mort encore en février 2024. En conséquence, le site de production a quadruplé ses effectifs pour satisfaire les commandes provenant surtout d'Ukraine.

Du côté des canons d'artillerie Caesar, le site de KNDS à Roanne a vu sa production passer de deux à quatre canons par mois à une dizaine, pour un délai de fabrication passé de 20 à 15 mois. Avec 700 salariés en 2014, le site emploie dorénavant plus de 1550 salariés.

Il y a également Eureenco. Cette entreprise spécialisée dans la production de poudre pour obus avec, entre autres, le site récemment agrandi de Bergerac grâce à 60 millions d'euros investis, est passée de 200 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2019 à 570 millions en 2025, doublant pratiquement le nombre de ses salariés sur la même période.

Sur son site de Sorgues dans le Vaucluse, les commandes sont telles que l'atelier va passer en 5 x 8 alors que la production en 2019 se faisait en quelques semaines avant de fermer en attendant de nouvelles commandes. Son progrès fulgurant va se traduire par un plan d'investissement de 200 millions d'euros pour multiplier sa capacité de chargement de munitions, de 600 à 1200 tonnes d'explosifs d'ici à 2028. Une usine en Pologne va également être construite.

À Mérignac en Gironde, le fabricant d'avions de chasse Rafale Dassault est passé d'un avion produit par mois en 2020 à plus de deux en 2025, avec l'objectif d'en construire trois par mois en 2026 et cinq en 2030. EN Haute-Vienne, à Limoges, c'est l'entreprise Texelis qui produit le châssis du blindé Serval qui vise une hausse des cadences pour atteindre 2000 châssis produits d'ici 2030.



Citons aussi le groupe Europlasma qui était au bord de la faillite avant de connaître un soutien de l'État et de devenir un protagoniste central dans la production d'obus. C'est ce groupe qui a racheté en 2021 les Forges de Tarbes, puis au courant de l'année 2025 l'entreprise de construction ferroviaire Valdunes et enfin, en avril 2025 la fonderie de Bretagne.

Ces rachats visaient tous la reconversion de ces usines en sites de production d'obus.

Ainsi, à Tarbes, les anciennes Forges comptent 90 salariés pour une production à l'arrêt en 2021 passée à 55 000 corps creux en 2024, 47 000 pour le premier semestre 2025. Récemment, Europlasma a fait une offre de rachat de l'aciérie Novasco, ex-Ascometal, dans le même but.

On ne peut terminer cet aspect de la question sans évoquer l'esquisse d'un partenariat entre Arquus et Renault, évoqué en premier lieu par Sébastien Lecornu en juin dans une interview à la chaîne LCI alors qu'il était encore ministre des armées.

En septembre 2025, le PDG François Provost envoyait aux salariés un courrier expliquant les discussions en cours entre Renault et le Ministère des armées autour de projets de fabrication de drones terrestres, dans un premier temps à destination de l'Ukraine. Aux centres de recherche et développement de Guyancourt et de Villiers-Saint-Frédéric dans les Yvelines, des équipes d'ingénierie se penchent déjà sur le sujet.

Enfin, il y a l'émergence d'entreprises spécialisées dans les drones, encore au stade de *start-up*, comme « Aerix Systems », « Azur Drones », « Icarus Swarms », avec une recherche active de levée de fonds en vue d'une production à échelle industrielle pour alimenter les armées. Cela s'inscrit dans le programme de modernisation des armées initié par Emmanuel Chiva

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la nomination d'un nouveau directeur général de l'armement le 10 novembre 2025, Patrick Pailloux en remplacement donc d'Emmanuel Chiva qui fut chargé en 2024 de la modernisation de la DGA en vue de satisfaire les buts d'une « économie de guerre ».

Ancien directeur de cabinet du ministre des armées, à l'époque Sébastien Lecornu, Patrick Pailloux a évolué dans les programmes de renseignement au plus haut sommet de l'État en étant à la tête de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (Anssi) et directeur technique de la DGSE. Il a également été un acteur œuvrant dans le sens de la création de l'Agence ministérielle pour l'intelligence artificielle de défense (AMIAD)

L'enjeu est dorénavant d'aller vers une production industrielle de drones kamikazes (dits « munitions téléopérées »), mais aussi FPV (« First Person View »), tout en maintenant les modernisations permanentes issues des retours d'expériences sur le champ de bataille, à commencer par celui en Ukraine.



Au niveau politique, il y a eu la publication dans le sillage du 14 juillet 2025 d'une nouvelle Revue nationale stratégique en parallèle à l'annonce d'une accélération du rythme des dépenses militaires.

Le numéro 38 de *Crise* publié en juillet 2025 en a fait le passage en revue. Citons seulement ici cet extrait qui permet de se rappeler la dimension stratégique et historique des orientations prises par le régime français :

« La France prépare ouvertement la guerre contre la Russie et cela dans tous les domaines, militaires, politiques, idéologiques, éducatifs, culturels, etc.

Il y a un narratif qui est établi, une réorganisation des services qui est en cours, une mise en place directe de l'économie de guerre, un catalogue des besoins en armement qui est réalisé, une perspective de mobilisation nationale qui s'installe, un tas d'éléments dorénavant écrits noir sur blanc dans la Revue nationale stratégique formant l'ossature directionnelle pour l'appareil d'État français. »

Au niveau militaire, ou plutôt politico-militaire, il y a eu l'annonce faite le 27 novembre 2025 par le président de la République Emmanuel Macron de la remise en place d'un « service militaire volontaire ».

Est ainsi visé à horizon 2035 l'enrôlement dans l'armée de 3 000 jeunes, puis 10 000 en 2030 avec un objectif de 42 500 d'ici 2035. Une force de réserve devant servir à faire tampon avec la société civile, à assurer des tâches en métropole pour libérer des forces sur le front, mais aussi, le cas échéant, à servir de troupes contre-révolutionnaires.

Dans le **sillage de cette dimension politico-militaire**, il y a eu la publication le 20 novembre 2025 sur le site officiel de l'État d'un guide de survie baptisé « Tous responsables » destiné à la population en cas de « crise majeure », en fait de conflit de haute intensité, cela ayant été par la suite dilué en « crise majeure » pour ne pas trop effrayer la population.

Lorsqu'on voit la séquence de l'année 2025, on s'aperçoit de toute l'hypocrisie des responsables politiques qui ont fait des crie d'orfraie après les propos du **chef d'état-major Fabien Mandon** lors du congrès des maires de France le 18 novembre 2025 sur l'idée « d'accepter de perdre ses enfants ».

Avec ce panorama, il faut bien comprendre que le capitalisme français ne peut plus revenir en arrière sur les décisions prises. C'est une fuite en avant dans la guerre qui est alimentée par la crise de régime débutée à l'été 2024 car il n'y a plus que cette seule perspective pour aller de l'avant de manière relativement cohérente pour toute la bourgeoisie.

Gagner la guerre de repartage mondial pour relancer le capitalisme et non l'inverse

Dans les nombreuses analyses qui sont faites à la gauche de la gauche sur le retour du militarisme et de la course aux armements en France, il y a souvent l'idée qu'on aurait affaire à des marchands de canons qui cherchent à vendre toujours plus d'armes, ce qui serait la dynamique expliquant le militarisme. Dans cette optique, il y aurait comme une sorte d'autonomisation du complexe militaro-industriel qui agirait au nom de ses propres intérêts, ce qui, au final, servirait à relancer le capitalisme.

C'est évidemment une analyse idéaliste qui voudrait que le capitalisme procède avec une volonté. En fait, il n'y a nullement autonomisation du complexe militaro-industriel, mais tout l'inverse : ce dernier est de plus en plus rattaché organiquement à l'appareil d'État.

Et s'il y a des acteurs qui ont une relative conscience des choses, c'est la fraction de la bourgeoisie aux commandes de l'État. Il y a ici une contradiction entre la bourgeoisie, comme classe qui dirige, et son support matériel, le capitalisme.

Ce qui se passe, c'est que la bourgeoisie la plus agressive représentée dans les monopoles, de l'armement ou non, cherchent à protéger la masse des ses profits *en allant conquérir de nouvelles zones d'influences*.



La bourgeoisie intervient ici comme classe dirigeante en cherchant à satisfaire ses propres intérêts en tant que classe et elle sait que pour ne pas sombrer face à la concurrence russe, mais surtout face à l'affrontement entre les superpuissances américaines et chinoises, elle doit passer par la confrontation militaire avec ses rivaux.

La Russie apparaît comme un rival à sa taille.

Le paradoxe, c'est que ce but politico-militaire exige de se donner les moyens de faire et de gagner la

guerre alors même que la machine à accumuler est enrayée. Investir massivement dans l'industrie de guerre n'aide en rien à relancer le capitalisme au moment présent.

Ce ne sont pas des investissements compétitifs au sens libéral du terme (poser une base capitaliste concurrentielle).

La presse bourgeoise reconnaît elle-même que les investissements dans le secteur de la « défense » ne sont pas source d'une croissance renouvelée. Voici par exemple ce que rapporte le très bourgeois journal *Le Monde* au 23 octobre 2025 :

« Les industriels accumulent les commandes, mais l'économie européenne sortira-t-elle gagnante de toutes ces dépenses ? En Allemagne, l'institut économique de Kiel évalue entre 0,6 et 1 l'effet multiplicateur sur la croissance : autrement dit, chaque euro investi ne rapporterait que 0,6 à 1 euro supplémentaire.

« L'effet pourrait être supérieur si davantage d'argent était investi dans la recherche et développement ou les start-up innovantes, plutôt que dans des entreprises qui sont sur le marché depuis longtemps », précise Johannes Binder, expert à l'institut de Kiel, qui préconise d'orienter les dépenses vers de jeunes entreprises spécialisées dans l'intelligence artificielle, les drones, les satellites, la robotique, les systèmes autonomes et l'espace, surtout à l'heure où les attaques par drone réécrivent les règles de la guerre conventionnelle.

« La question de l'effet multiplicateur des dépenses de défense est complexe », soulignait l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) dans une note d'avril.

« Contrairement à des investissements classiques, une grande partie des équipements militaires ont pour vocation de dissuader l'ennemi, ce qui limite leur effet d'entraînement sur le reste de l'économie », et la stimulation sur la croissance dépend aussi de la « possibilité d'adapter les innovations[militaires] à des usages civils », expliquait l'OFCE.

Il faut voir les choses dans une optique historique. Le capitalisme français est en crise, reflet spécifique de la seconde crise générale du capitalisme commencée en 2020 avec la pandémie de Covid-19.

Dès lors, ce sont les monopoles du capitalisme qui prennent toujours plus de place dans les choix politiques qui sont pris dans le but de conserver leurs marges de profit, non pas tant qualitativement que quantitativement. C'est la tendance à l'impérialisme avec la conquête et/ou la protection des zones d'influence, précisément pour permettre ce butin quantitatif pour les monopoles.

Les investissements dans le complexe militaro-industriel représentent en fait la tendance à l'impérialisme français d'aller à la conquête de zones d'influence pour relancer, ensuite, *a posteriori*, la relance générale de l'accumulation de capitaux.

En soi, l'investissement dans l'industrie de l'armement ne représente pas une source de relance du capitalisme, mais il en est le tremplin dans l'après-guerre.

Reste que c'est une tâche complexe pour le capitalisme que de se donner une base industrielle pour aller faire la guerre car il est incapable de planifier et de coordonner réellement et en profondeur les choses. C'est la mise en place d'un capitalisme monopoliste d'État dans le but de s'engager pleinement dans la guerre de repartage tout en se minant de l'intérieur, formant un sas historique pour la révolution socialiste.

Présentation du contexte historique du débat et du vote sur le versant militaire du budget 2026 le mercredi 10 décembre 2025 à l'Assemblée nationale

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la crise de régime est tout à la fois un frein et un puissant accélérateur pour la militarisation de la France dans l'optique de se lancer dans la bataille du repartage du monde.

En effet, si l'axe stratégique a été décidé à la fin février 2024, le commencement de la crise de régime à l'été 2024 est tout à la fois un frein et un moteur pour la course au bellicisme antirusse. C'est principalement un moteur, mais secondairement un frein.

Si les décisions principales sont prises par en haut, sans passer par la case parlementaire, telles que par-exemple la mise en place de la « coalition des volontaires pour l'Ukraine » sous l'égide de la France et du Royaume-Uni, il faut pourtant bien compter sur le parlement pour voter au moins le budget militaire.

Et c'est là que certaines choses coïncident : bien que la LPM ait été votée à l'été 2023, permettant l'octroi de crédits relevés jusqu'en 2030, Emmanuel Macron a annoncé des « marches » budgétaires supplémentaires dès 2026. Cela doit nécessairement être voté dans le cadre de l'adoption d'un budget pour 2026.



Le problème, c'est justement qu'Emmanuel Macron a dressé une ligne stratégique le 26 février 2024, avant de décider de la dissolution de l'Assemblée nationale quatre mois plus tard, précipitant la France dans une crise de régime.

Le vote tardif du budget en 2024 (février 2025) pour l'exercice 2025 a mis en difficulté de nombreuses entreprises sous-traitantes du secteur de l'armement. Ce sont des entreprises avec une trésorerie faible avec des échéances en termes de crédit à respecter, ce qui exige d'être payées en temps et en heure. Certaines entreprises cherchent à augmenter leurs cadences de production mais les crédits promis tardent à venir, ce qui freine le processus général.

Or, en parallèle à l'intensification des cadences de production, il faut pouvoir aussi élargir la production car selon l'organisme bourgeois des statistiques, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), les capacités de production des entreprises de l'armement étaient à 90 % en janvier 2024, soit 10 points au-dessus du reste de l'industrie.

Il y a un blocage qu'il faut pouvoir surmonter en procédant rapidement aux investissements pour élargir la production en termes quantitatifs et qualitatifs.

C'est là où l'on voit bien que la mise en place d'une économie de guerre, malgré l'existence d'une DGA, ne peut pas répondre à un « plan » coordonné. Le capitalisme reste ce qu'il est, avec sa nature chaotique, et l'appareil d'État ne peut au mieux qu'impulser une direction sans pouvoir avoir orienter les choses à tous les bouts de la chaîne productive.

Le capitalisme français cherche à se transformer depuis 2023 dans un capitalisme monopoliste d'État pour affronter ses ambitions militaires dans le cadre de la guerre de repartage alors même qu'il voit son rythme d'accumulation bloqué, ses capacités de levée financière amoindrie et que son consensus hérité de la période gaulliste est brisé.

Pour l'année 2026, les choses sont apparues encore plus complexes alors qu'Emmanuel Macron annonçait dans le sillage du 14 juillet 2025 l'octroi de marges budgétaires supplémentaires à la LPM 2024-2030 pour les années 2026 et 2027.

Emmanuel Macron a décidé d'accélérer la tendance en demandant l'octroi de 6,7 milliards d'euros pour 2026 et 6,2 milliards d'euros pour 2027 dans le but d'atteindre les 64 milliards de dépenses dès 2027, alors que cet objectif était visé pour 2029 dans la LPM.

Cependant, rappelons ici les faits.

La France n'arrive pas à se sortir de sa crise de régime débutée à l'été 2024. Lors de la rentrée politique de septembre 2025, le Premier ministre François Bayrou s'est fait éjecter de son poste, entraînant la chute de son gouvernement, sur fond de craintes de la part de la bourgeoisie d'un regain de la lutte des classes contre les mesures antisociales (notamment la suppression d'un jour férié) annoncées pendant l'été.

Historiquement, la tâche de François Bayrou fut de bien faire comprendre au pays que la dégradation des capacités pour la France de lever de la dette devait obligatoirement passer par le fait de rogner sur le niveau de vie des masses françaises. Sa tâche ayant été rempli, il a sauté comme un fusible.

À sa place a été nommé par Emmanuel Macron, Sébastien Lecornu, qui a occupé le poste de ministre des armées de 2022 à 2025. Quelques semaines plus tard, le 5 octobre 2025, il remet pourtant sa démission après que l'annonce de la présence au gouvernement de Bruno Lemaire, ancienne figure des Républicains et ministre de l'économie entre 2017 et 2024, attire la foudre de la Droite, menaçant alors de le faire chuter.



Finalement, Sébastien Lecornu est renommé cinq jours plus tard comme Premier ministre. Il compose un nouveau gouvernement dans la foulée.

La reconduction de Sébastien Lecornu a été un signal envoyé à la bourgeoisie quant au fil rouge que doit coûte que coûte suivre le régime : celui des préparatifs de court-moyen terme de guerre contre la Russie.

Pour satisfaire cette tâche, il lui a fallu aller chercher des compromis du côté du Parti socialiste, la séquence précédente avec François Bayrou n'ayant pas pleinement réussi avec les Républicains, dans l'espoir de constituer une majorité pour voter le futur budget de la France.

Pour cela, le Premier ministre a dû lâcher du lest sur des questions sociales, comme la suspension de la réforme des retraites (départ légal à 64 ans) réclamée par le Parti socialiste, ainsi qu'une actualisation du rapport de l'exécutif au parlement en renonçant à l'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution qui permettait au gouvernement d'adopter un budget sans passer par le vote des députés.



À l'automne 2025, la bourgeoisie française a su correctement manœuvrer face au risque de regain de la lutte des classes et de la banqueroute.

Elle a ainsi gagné du temps alors que les masses populaires ne se sont pas saisies de la fenêtre de tir ouverte à la rentrée 2025 pour se mettre en branle.

Reste que tout l'automne 2025 a été marqué par le va-et-vient parlementaire chaotique sur l'adoption d'un nouveau budget pour la France pour l'année 2026. Du fait de l'absence de majorité constituée au parlement, ces débats n'ont fait que s'enliser faisant courir le risque à la France de ne pas avoir de nouveau budget pour 2026. Le pays devrait alors se contenter d'une simple reconduction du budget 2025, ce qui serait une perspective terrible pour la bourgeoisie.

Premièrement, car cela grèverait encore un peu plus les capacités du capitalisme français à se restructurer, entraînant l'assèchement des moyens pour lever de la dette et financer le pays. Les principales agences de notation financière ont toutes revues à la baisse la note sur la dette souveraine de la France à l'automne 2025.

Ensuite, et cela étant lié dialectique, cela entraînerait l'impossibilité de satisfaire les annonces d'Emmanuel Macron dans le sillage du 14 juillet sur les rallonges supplémentaires dans le budget allouées aux armées.

La séquence 2025 démontre pourtant que l'orientation belliciste contre la Russie a franchi un cap qui ne lui permet plus de revenir en arrière, au risque d'un choc historique sans précédent, menaçant les fondements mêmes de sa capacité à diriger la société.

La tâche de la bourgeoisie française pour la période 2025-2030 est de militariser la société dans son ensemble, de maintenir la cohésion nationale et d'éviter la banqueroute.

C'est là tout le sens historique du débat suivi d'un vote (non contraignant) à l'Assemblée nationale du mercredi 10 décembre 2025 sur la partie du budget comprenant les dépenses supplémentaires allouées aux armées, sans quoi celles-ci devraient « se contenter » des dépenses votées en 2023 dans le cadre de la Loi de programmation militaire sur la période 2024-2030.

Les débats et le vote de l'Assemblée nationale le mercredi 10 décembre 2025

Avec l'utilisation de l'article 50-1 de la Constitution qui permet au gouvernement de prononcer un discours de politique générale sur un sujet en requérant ensuite un débat et un vote n'engageant pas sa responsabilité, le gouvernement de Sébastien Lecornu a voulu frapper fort.

Cela n'a pas été simplement un vote pour avoir plus d'argent pour l'effort militaire, ce fut aussi un vote historique qui a une nature doublement stratégique : envoyer un message aux puissances rivales, à commencer bien sûr par la Russie et assurer une union nationale derrière le régime pour rassurer les États-Unis qui ont décidé de se retirer de l'Europe pour se concentrer sur la Chine.

Ce retrait est mal vécu et doit amener l'Europe à prendre la charge politico-militaire de la défense des intérêts du capitalisme occidental de manière autonome. Voici ce qu'en a dit Sébastien Lecornu :

« Il faut ajouter la phase d'incertitude que connaît la relation transatlantique et qui perturbe pour le moins la plupart de nos voisins européens.

Cette incertitude a vocation à durer tant le pivot de l'Europe vers l'Asie et la Chine semble dominer l'ensemble des élites américaines. Il impose d'opérationnaliser et probablement encore de repenser le réveil stratégique européen. »

Il faut alors faire serrer les rangs alors que le régime est justement en faillite :

« Mesdames et messieurs les députés, les discussions du projet de finances pour 2026 n'ont pas permis d'aborder en première lecture l'examen des crédits de la mission défense. Pourtant c'est un sujet qui peut nous rassembler.

Si je demande aujourd’hui que nous débâtons, et que vous votiez, c'est pour envoyer un message à nos alliés comme à nos compétiteurs qui nous observent et pour leur montrer que dans nos divisions éventuelles, nous nous retrouvons sur l'essentiel, c'est-à-dire la sécurité et l'indépendance nationale. »

Dans ce narratif, il ne peut pas y avoir, comme en 1914, la rhétorique simplement nationaliste de la reconquête territoriale.

Comment amener l'idée d'une guerre qui se veut défensive alors qu'il n'y a pas d'« invasion » du territoire en vue ? La « guerre hybride » est un concept qui permet de tout faire passer. Voici ce que dit Sébastien Lecornu :

« Ces menaces hybrides visent à nous déstabiliser en touchant nos intérêts ou nos valeurs. Ces menaces contournent parfois notre dissuasion nucléaire.

Elles font poindre un risque que les guerres d'avant ne permettaient pas de saisir complètement, c'est-à-dire, en somme, d'être défait sans même avoir été envahi. »

Sébastien Lecornu a ensuite détaillé la destination concrète des crédits supplémentaires demandés aux députés. Cela concerne des « *chantiers prioritaires* » autour de « *14 enjeux majeurs pour assurer la crédibilité opérationnelle des armées françaises* ». Sur ces 14 chantiers, Sébastien Lecornu en a détaillé la présentation de 7 d'entre eux.

Il y a d'abord les munitions. C'est une « *urgence à reconstituer nos stocks, tant pour les missiles complexes que pour les obus ou les petits calibres* ». Les crédits doivent permettre de moderniser l'appareil industriel pour satisfaire près d'*« un demi milliard d'euro de commandes de munitions supplémentaires* ».

Le « *2^e défi pour 2026* », c'est la production en masse de drones vu comme une « *rupture technologique qui vient transformer les conflits armés* ». L'enjeu est d'être à jour technologiquement dans un cadre industriel. Il est proposé la création d'une filiale industrielle à hauteur de 150 millions d'euros.

Le 3^e chantier est la défense aérienne contre les missiles longue portée et les drones. Le 4^e chantier est la guerre électromagnétique. Le 5^e chantier est l' « *alerte avancée* », c'est-à-dire la capacité de détecter et de suivre les missiles qui entrent dans l'espace européen, modalité actuellement assumée par les États-Unis.

Le 6^e chantier concerne le spatial : il a été proposé la commande de quatre satellites de surveillance en orbite basse et des satellites « *patrouilleurs* », avec en général un doublement du budget dans ce domaine (10 milliards d'euros). Enfin, le 7^e chantier concerne « *l'innovation opérationnelle* » avec l'intégration de l'intelligence artificielle.

Sur les 7 chantiers restant, Sébastien Lecornu est toutefois revenu sur celui concernant « *la contribution de nos armées à la cohésion nationale* » :

« Sur ce dernier point, le service national annoncé par le président de la république le 27 novembre dernier accueillera 3 000 jeunes français dès l'été prochain.

Il viendra pleinement faire évoluer notre modèle d'armée en permettant à une classe d'âge de connaître une sensibilisation qui ne pourra qu'être utile à leur vie de citoyen, mais aussi à la montée en puissance de nos réserves et même des recrutements pour l'active.

Ce service sera volontaire. Il sera rémunéré et se déroulera sur le territoire national.

Car ce réarmement ne peut être uniquement militaire, capacitaire, budgétaire ou technologique. Il est aussi moral et humain.

Je veux remercier les jeunes françaises et les jeunes français qui feront le choix de s'engager pour leur pays. »

Sébastien Lecornu a rappelé que ce réarmement se place dans le cadre de l'objectif de l'*« autonomie stratégique européenne »* du fait du retrait des États-Unis pour se recentrer sur la région « info-pacifique ».

Tout comme elle vise à prendre le leadership dans le déploiement de troupes au sol en Ukraine, la France cherche à se placer correctement dans le réarmement européen pour justement se donner les moyens d'aller se confronter à la Russie de manière autonome :

« Le renforcement de la base industrielle et technologique de défense, c'est aussi un enjeu pour nos voisins européens.

Aujourd'hui, près de 65 % des équipements européens sont achetés à l'extérieur de l'Union européenne, essentiellement aux États-Unis. Ce n'est pas ainsi que l'on construit l'autonomie stratégique en la matière.

C'est pourquoi la France se bat pour obtenir le respect d'une règle simple et de bon sens : l'argent européen, et donc du contribuable français, doit servir les intérêts européens, et donc les industries européennes. C'est ce qu'on appelle la préférence européenne. »

Pour clôturer son discours, le Premier ministre Sébastien Lecornu a enfoncé le clou en faisant bien comprendre que le « *déclin français* » peut être surmonté par l'effort militaire, par la guerre. C'est un véritable appel à conditionner les esprits dans une optique militariste et belliqueuse en vue d'aller à la confrontation pour sortir de l'impasse :

« L'instabilité politique nous bouleverse au sein de cette hémicycle mais elle ne doit pas nous couper des réalités du monde et nous devons de répondre à l'inquiétude des françaises et des français.

Ils mesurent l'engagement absolu de leurs militaires et compte sur eux pour les protéger. Le gouvernement appelle une majorité de députés à s'engager pour le réarmement de notre nation.

Elle devra s'accélérer conformément aux annonces du chef de l'État. Pour y répondre, le gouvernement, je vous le disais, présentera un texte d'actualisation en transparence de la programmation militaire au premier semestre de l'année prochaine.

À l'heure où beaucoup pense que tout peut s'écrouler, que le déclin français est inéluctable, personne pour autant ne songe à douter de nos armées. Ce sont elles qui ont porté les grands succès de la nation.

Ce sont elles qui ont relevé le pays de ses plus grands périls. Ce sont nos anciens combattants qui ont tenu bon dans la moiteur d'une tranchée, la fureur d'un champ de bataille, dans les tempêtes des océans et des mers, depuis les hauteurs d'un avion, les profondeurs d'un sous-marin.

Alors, mesdames et messieurs les députés, pour eux, pour la France, pour notre indépendance nationale, le gouvernement vous demande de débattre et de voter pour approuver ou non le principe, je dis bien le principe, d'une augmentation du budget de la défense pour soutenir une montée en puissance, plus rapide de nos forces armées dès 2026.

Je vous remercie. »

À la suite de ce discours de politique générale, les principaux chefs des groupes parlementaires ont pris la parole. Les chefs des groupes parlementaires soutenant le gouvernement ont, sans surprise, tous appuyés la ligne établie par le Premier ministre.

Le chef du groupe « Union des droites pour la République » (UDR), représenté par Maxime Michel, allié au Rassemblement national, a apporté son soutien général à la ligne établie, sous conditions d'une bonne gestion financière et du refus d'une « armée européenne » diluant l'armée française. Tous les députés du groupe « UDR » ont voté pour le réarmement.

C'est la même logique qui a présidé à l'intervention de Marine Le Pen qui a fustigé la dimension européenne voulue par Emmanuel Macron. *Les 101 députés affiliés au RN ont tous voté favorablement à la suite du discours émis par Sébastien Lecornu.*

Marine Le Pen signe pour la guerre mais avec une « touche » plus nationale qu'européenne. D'où le fait de ramener la critique sur le terrain de la démagogie nationaliste pour mieux éviter d'apparaître comme trop liée aux intérêts du régime dans la guerre de repartage et ainsi devenir impopulaire :

« Cet effort nous le soutenons par principe, tout simplement parce que la défense nationale est une cause qui dépasse largement les appartenances partisanes.

Ne serait-ce que par cohérence, nous ne pouvons voter contre cela. Voilà pourquoi ce vote, en réalité, n'est pas le véritable sujet. Le véritable sujet, ce sont les raisons qui l'ont poussé à l'organiser.

En effet, ce vote n'aura aucun effet sur le budget des nos armées puisque celui-ci est inclus dans le budget de l'État et donc dans le mauvais projet de loi de finances que vous avez échoué à faire voter par cette assemblée en première lecture.

La vérité c'est que ce débat et ce vote sont pour vous l'occasion d'instrumentaliser le budget de la défense pour faire passer votre loi de finance.

Une loi de punition sociale et fiscale dont nous avons sur ses bancs depuis ces semaines dénoncée la toxicité. »

Elle s'est imposée surtout comme une figure cherchant à être meilleure dirigeante et meilleure gestionnaire dans le domaine qu'Emmanuel Macron, ne critiquant en rien la validité du réarmement pour se donner les moyens de faire la guerre.

Pour elle, les rallonges budgétaires demandées ne seraient en fait qu'un masque à une mauvaise gestion financière lors de la mise en œuvre de la dernière LPM.

D'ailleurs, elle a longuement critiqué le blocage politique issue de la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale à l'été 2024.

Dans une optique démagogique et nationaliste, Marine Le Pen propose à la bourgeoisie le retour à une stabilité politique grâce à une majorité Rassemblement national issue de nouvelles élections législatives. Il faut pouvoir réarmer le pays, aller à l'affrontement mais sans le « chaos porté par Macron » :

« Il est temps de rendre la parole véritablement aux électeurs, pas de noyer le déni de démocratie que vous opérez en refusant l'organisation d'newelles élections législatives, dans la mise en scène de vote dépourvu de tout effet. Voilà, notre seul objectif (...).

Alors monsieur le Premier ministre, pour nos soldats, pour nos armées, pour nos industriels, pour notre souveraineté, nous voterons pour ce texte mais il aura été dit ici et de la manière la plus clair qui soit que nous ne sommes dupes de rien. »

Du côté de la Gauche, sur les 69 députés apparentés Parti socialiste, 68 ont voté pour le texte. Seul Peio Dufau, député des Pyrénées-Atlantiques a voté contre. C'est notamment en la personne d'Anne Pic que le Parti socialiste s'est prononcé. La position de soutien a été claire, avec d'ailleurs une intervention courte.

Les 71 députés de La France insoumise (LFI) sont prononcés contre le texte. Cette opposition résulte surtout du fait que la France doive pouvoir faire cavalier seul et ne soit pas soumise aux États-Unis. C'est une analyse des choses totalement naïve, laissant croire que le capitalisme français n'est pas en crise et qu'il pourrait en revenir à une politique d'indépendance et de « non-alignement » grâce à une « autre gestion » des choses.

De toutes manières, pour LFI, la mise en avant de la guerre par le régime n'est qu'une diversion, une instrumentalisation, cela n'est pas vraiment réel, c'est une politique militariste sur laquelle on peut revenir, etc., etc.

D'un côté, la guerre contre la Russie ne serait que manipulation pour rogner les droits sociaux, et d'un autre côté il y aurait une impréparation pour mettre à niveau les armées.

On est là dans du populisme de façade qui cache au fond une logique de gestion « par la gauche » de l'impérialisme français.

Voici par exemple ces propos de Bastien Lachaud :

« Votre soit-disant économie de guerre n'est qu'un prétexte pour préparer les esprits à l'idée qu'il faudrait se serrer la ceinture pour financer la défense de la France, pour justifier ainsi vos politiques d'austérité et de casse sociale.

Et aussi pour justifier vos erreurs de programmation, vos impréparations, vos renoncements car pendant que vous dramatissez la situation, vous évitez soigneusement le véritable débat sur l'essentiel : l'état réel du budget de la défense.

Car oui le budget de la défense nationale est en surchauffe, vos projections étaient mal calibrées, sous-budgétisées, et reposaient sur des hypothèses intenables.

Deux ans après le vote de la LPM, vous revenez aujourd'hui devant le parlement demander 3,5 milliards d'euros supplémentaires, et vous annoncez déjà vouloir écrire une nouvelle loi. Quelle aveu d'échec. »

C'est là tromper les masses pour les dévier de la voie de la Révolution, tout comme Jean Jaurès l'avait fait en estimant que la guerre européenne juste avant 1914 était une « possibilité » et non quelque chose d'inéluctablement inscrite dans la logique du capitalisme en crise.

Ce parti n'a pas dérogé à la règle de son positionnement de type gaulliste de gauche, social-chauvin, avec une acceptation totale du complexe militaro-industriel, notamment dans son horrible et terroriste dimension nucléaire, comme l'a dit le chef du groupe LFI Bastien Lachaud :

« Nous n'avons pas à craindre une guerre conventionnelle avec la Russie, nous sommes une puissance dotée de l'armée nucléaire.

La Russie ne nous attaquera pas sans craindre l'abîme, le chaos et la destruction. »

Voici d'autres extraits des propos de Bastien Lachaud, où l'on saisit bien que l'enjeu n'est pas de développer une ligne opposée à la guerre sur le fondement d'une critique du capitalisme en crise mais bien plutôt de semer des illusions chauvines sur un retour fantasmé à une France puissante à l'échelle mondiale :

« Dans un monde toujours plus partagé en blocs antagonistes, la France devrait retrouver le chemin de l'indépendance, reconstruire une stratégie propre, affirmer sa voie singulière (...).

Vous vous alignez sans cesse sur l'OTAN et à travers elle sur les États-Unis et cela au moment même où sous l'impulsion de Donald Trump, ils brutalisent leurs partenaires, piétinent le droit international et sont devenus un facteur d'instabilité politique généralisée(...).

Au moment même où le monde glisse vers l'affrontement, vous privez la France de la seule ressource qui pourrait la protéger, son indépendance (...).

Vous parlez de réarmement massif, de nation menacée, de conflit imminent avec la Russie. Vous allez jusqu'à faire dire au chef d'état-major des armées qu'il faudrait accepter l'idée de perdre nos enfants.

Et vous persévérez avec votre tout nouveau service militaire volontaire, bâclé, sans moyens. Au début du siècle précédent, on a appelé cela le bourrage de crâne (...).

Cette rhétorique de l'urgence et de l'effroi a pour fonction de sidérer les esprits, d'empêcher toute réflexion, de réduire les oppositions au silence, d'accréditer l'idée qu'il y aurait qu'une seule réponse possible et crédible aux défis du monde : la fuite en avant militariste (...).

La guerre n'est jamais une fatalité, c'est toujours un choix politique. »

Du côté du groupe « Écologiste et social », sur les 38 membres, il y a eu 29 votants, pour 22 abstentions, 3 votes favorables (Delphine Batho, Benjamin Lucas-Lundy, Jérémie Iordanoff) et 4 contre (Clémentine Autain, Hendrik David, Sandrine Rousseau et Danièle Simonet). On notera l'absence de François Ruffin.

Ce sont les députés Damien Girard et Catherine Hervieu qui se sont prononcés pour ce groupe. Damien Girard a été très clair sur l'alignement idéologique des Écologistes :

« Face aux impérialismes russes, américains et chinois, notre choix est clair : nous voulons que la France priorise la défense des ses frontières et celle de l'Union Européenne.

Car comme l'a réaffirmé le chef d'état-major des armées devant la commission de défense nationale, l'Europe, c'est la masse et la masse, c'est la capacité à faire face à nos adversaires. »

L'abstention d'une majorité de ces députés ne provient pas d'un scepticisme quant aux solutions guerrière mais sur le fait que la crise de régime ne parvient pas à emporter suffisamment l'opinion publique justement dans la guerre.

Il faudrait avoir une véritable démocratie de guerre en somme et non des décisions prises par en haut, « en coulisses ». Voici ce qu'a dit Catherine Hervieu à ce propos :

« Sous les quinquennats du président Macron les décisions stratégiques sont prises en conseils restreints, l'information transmise aux parlementaires restent parcellaires, leur contrôle sur la politique de défense s'en trouve insuffisant.

Nous prônons la démarche suivante : identifier les risques, anticiper les menaces, débattre et agir en responsabilité. Car nous défendons un parlementarisme vivant, pilier de la démocratie.

La responsabilité doit être nourrie par des débats et par l'information de toute la population. (...)

Que défendons-nous ? (...) La France, c'est la démocratie, moteur de l'Union Européenne, moteur des valeurs de fraternité, de la liberté et aussi moteur de solidarité envers nos alliés (...).

À ce titre, la France doit contribuer davantage au soutien militaire à l'Ukraine (...). Travaillons donc à notre indépendance garante de notre liberté. Cela suppose une organisation militaire capable de se coordonner avec la société civile. »

Du côté du PCF, sur les 17 membres de son groupe « Gauche démocrate et républicaine », 12 ont effectivement voté contre. C'est le député Édouard Bénard qui a pris la parole.

Il a émis une certaine critique de la ligne établie par Sébastien Lecornu sur la base d'une analyse empruntant à la lecture révisionniste du capitalisme monopoliste d'État comme quoi il pourrait y avoir une autre orientation de l'État, de type pacifiste, sur la scène internationale, si celui-ci était arraché au « capitalisme financiarisé ».

C'est évidemment une position anti-révolutionnaire qui nie la crise du capitalisme et sa tendance à la guerre de repartage mondial.

Voici des extraits de son intervention :

« En clair, il s'agit de défendre un capitalisme national et européen arrimé à l'impérialisme américain qui se soucie aussi peu des travailleurs français que des jeunes ukrainiens déjà broyés par une guerre qui sert les logiques de puissance et de l'oligarchie prédatrice.

Au milieu de tout de ça, en bon dresseur, Donald Trump exige une augmentation colossale des dépenses militaires des pays membres de l'Otan, les portant à 5 % du PIB d'ici 2035 et nous, nous acquiesçons (...).

Cette sur-marche d'armement se résume à un adage : plus d'obus, moins de sécu (...). Il faudrait se départir de notre pacte social républicain pour notre liberté. »

Pour ajouter, après avoir critiquer les dividendes records que le groupe Dassault a versé à ses actionnaires, la chose suivante :

« Le capitalisme financiarisé est de toute évidence incompatible avec toute planification industrielle au bénéfice de notre autonomie stratégique.

Et derrière les grands mots d'indépendance nationale que vous avez brandi toute à l'heure (...) nos entreprises de défenses, elles, sont bradées les unes après les autres (...).

Quelle hypocrisie. Notre défense n'est pas nue et oui nous pouvons faire mieux, tant dans notre défense sol-air, le domaine des drones, de l'espace et j'en pense.

De beaux défis s'offrent à nous (...). Pour ce faire, nous avons besoin de savoir-faire, nous avons besoin de compétences, elles sont là. Encore faut-il y mettre la volonté d'une maîtrise publique.

La défense ne saurait servir d'instrument de domination, mais d'outil au service de la paix sous l'autorité du droit international et de l'ONU.

C'est cette voie qu'il faut ouvrir avec l'implication des puissances tiers pour construire une nouvelle architecture de sécurité collective et enfin sortir de cette logique de bloc.

Ce n'est pas un simple ajustement budgétaire, c'est une faillite morale et non nous n'acceptons pas la guerre comme horizon politique. Alors s'il fallait encore le préciser, nous assumons notre opposition. »

Après ce débat, le vote de l'Assemblée nationale a été limpide. Sur les 521 députés votants, il y a eu 499 votes exprimés avec 411 votes favorables et 88 contre.

Il y a un alignement complet du régime sur l'objectif belliciste contre la Russie, avec des nuances de gauche et de droite qui ne sortent évidemment pas du cadre historique proposé par la bourgeoisie en faillite. Ce dont l'époque a besoin, c'est d'une opposition révolutionnaire à la marche à la guerre sur la base des enseignements du matérialisme dialectique, et non des illusions nationalistes ou faussement de gauche.

Il faut une analyse profonde, développée, menée par des gens aguerris, pétris par la classe et portés par l'Histoire. Il faut un Parti qui assume la fonction combattante de vouloir mener la révolution. Il faut des masses populaires capables de se transcender, de porter l'avenir.

Et comme on le voit, les choses vont vite. Il suffit de voir le « Décret n°2025-1030 du 31 octobre 2025 relatif aux opérateurs de référence du ministère des armées pour la coopération militaire internationale ». Il justifie juridiquement l'emploi d'entreprises afin de les utiliser comme outil militaire lors d'une « coopération internationale ».

C'est une manière de participer au conflit militaire en Ukraine, mais indirectement d'abord, sur le plan formel. C'est un excellent exemple de comment, au-delà des efforts industriels, il y a une dimension multifactorielle où la bourgeoisie française entraîne dans l'abîme de la guerre.

L'alternative ne peut être que la suivante : « Ou la révolution empêche la guerre, ou la guerre provoque la révolution ! ». C'est un slogan des années 1970 de la Chine populaire, de la Chine révolutionnaire guidée par Mao Zedong.



Il indiquait la voie à suivre alors que la superpuissance impérialiste américaine et la superpuissance social-impérialiste soviétique menaient le monde à la guerre mondiale. Désormais, c'est la Chine révisionniste, redevenue capitaliste, qui est le compétiteur des Etats-Unis. C'est une réédition d'une situation passée, avec encore plus de profondeur – cela exige de suivre la même ligne rouge, la même bataille pour la guerre populaire mondiale ! ■

Décret n°2025-1030 du 31 octobre 2025 relatif aux opérateurs de référence du ministère des armées [françaises] pour la coopération militaire internationale

Publics concernés : forces armées et formations rattachées ; opérateurs économiques.

Objet : dans un contexte géopolitique mouvant, le maintien et le développement de l'influence de la France requièrent, en ce qui concerne la coopération internationale militaire, une assistance des armées par des opérateurs économiques de référence, capables de seconder ou de se substituer aux forces dans certaines missions identifiées et dotés, à cette fin, de droits exclusifs ou spéciaux par domaine d'activité.

Le projet de décret définit les droits exclusifs, leur portée, leur périmètre, leur format et leurs conditions d'attribution et de mise en œuvre, dans le respect des principes de nécessité et de proportionnalité.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Application : le présent décret est un texte autonome.

Le Premier ministre, Sur le rapport de la ministre des armées et des anciens combattants, Vu le code de la commande publique ; Vu le code de la défense ; Vu l'avis de l'Autorité de la concurrence en date du 14 mai 2025 ; Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu, Décrète :

Article 1

Afin de répondre aux besoins de la France en matière de coopération internationale militaire et de préserver ses capacités opérationnelles, l'Etat peut désigner, pour les domaines mentionnés au III de l'article 2 et pour une durée ne pouvant dépasser dix ans, des opérateurs économiques dits « opérateurs de référence du ministère des armées », titulaires de droits exclusifs ou, lorsque le domaine le justifie, de droits spéciaux pour l'exercice des missions définies à l'article 3.

Article 2

I. - Les opérateurs mentionnés à l'article 1er sont spécifiquement créés pour, chacun dans leur domaine, accompagner et prolonger l'action de l'Etat en matière de coopération internationale militaire. Les Etats partenaires sont désignés par des instruments internationaux qui organisent les modalités de coopération.

II. - Lorsqu'il ne souhaite pas les réaliser lui-même, le ministère de la défense confie aux opérateurs tout ou partie des missions prévues à l'article 3 dans l'un des cadres d'action de coopération suivants :

1° Au profit d'un Etat tiers faisant face à une situation de crise ou de conflit armé ;

2° En s'inscrivant dans le cadre d'un partenariat militaire opérationnel ;

3° En concourant à la réalisation d'une opération d'exportation d'équipements de défense précisément identifiée.

III. - Les domaines dans lesquels les opérateurs sont susceptibles d'intervenir lors d'actions de coopération sont : le terrestre, le maritime, l'aérien, le spatial et la cybersécurité.

Article 3

I. - Les opérateurs de référence se voient confier, dans le cadre de l'assistance à l'Etat partenaire, des missions de formation, d'entraînement, de maintien en condition opérationnelle ou de soutien. Pour ce faire, ils assurent la transmission contrôlée, directe ou indirecte, des savoir-faire militaires des forces armées françaises et formations rattachées et en garantissent la protection.

II. - Les opérateurs doivent pouvoir mettre en œuvre des capacités d'accueil, d'adaptation et de ré-action permanentes en matière de déploiement humain et matériel et d'infrastructure.

III. - Les opérateurs peuvent être habilités par le ministre des armées, pour les besoins de leurs missions, à exploiter des documents classifiés au titre de la protection du secret de la défense nationale ou protégés au titre de la propriété intellectuelle.

IV. - Pour les prestations exécutées sur le territoire national, ils s'associent avec les services de l'Etat ou ses établissements publics afin de proposer aux Etats partenaires une offre cohérente avec les moyens publics existants.

Article 4

Pour les projets de coopération comportant plusieurs composantes indissociables relevant de domaines distincts, l'opérateur chef de file est désigné par le ministre de la défense, au cas par cas, en fonction de leur objet principal.

L'opérateur chef de file est chargé de la coordination de chacun des opérateurs mobilisés, de l'organisation des modalités de l'action de coopération et de la mise en cohérence des prestations.

Article 5

I. - Le ministre de la défense détermine librement le nombre d'opérateurs à qui seront attribués, selon le besoin du ministère de la défense, les droits exclusifs ou spéciaux. Un même candidat peut se présenter seul ou en tant que membre d'une société de projet dans la limite de trois des domaines mentionnés à l'article 2.

II. - Chaque opérateur est désigné à l'issue d'une procédure de sélection, organisée selon les modalités prévues aux articles 6 et 7 du présent décret et respectant les principes d'impartialité, de transparence et de non-discrimination et garantissant un degré de publicité adéquat.

Il doit être établi dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

III. - Le ministre de la défense peut à tout moment interrompre la procédure et la déclarer sans suite.

Article 6

A l'issue d'un appel à candidatures, le ministre de la défense vérifie les conditions de participation relatives à l'aptitude des candidats et à leur détention des capacités nécessaires à l'exécution des missions.

A cet effet, il tient également compte de l'expérience acquise par le candidat dans le secteur concerné et de l'engagement à déposer les demandes d'autorisation nécessaires à l'exercice de l'activité de l'opérateur, en application des dispositions du code de la défense.

Après avoir sélectionné les candidats jugés aptes, le ministre de la défense procède à l'examen des dossiers d'engagement selon des critères établis en conformité avec le présent décret.

Article 7

La désignation, par arrêté du ministre de la défense, des opérateurs attributaires des droits mentionnés à l'article 1er intervient au terme d'un dialogue avec les candidats, sur la base de leur dossier d'engagement et des attentes du ministère de la défense.

Une convention cadre d'engagement, qui est l'accessoire de la décision de désignation, précise notamment les prérogatives dont dispose le ministre de la défense pour assurer le respect des obligations conventionnelles ainsi que les sanctions encourues en cas de non-respect de ces obligations.

Durant toute la durée prévue par l'arrêté mentionné au premier alinéa, la convention cadre se décline en conventions de mission, à l'initiative du ministre de la défense et selon ses besoins.

Article 8

L'opérateur informe, dans un délai d'un mois, le ministre de la défense de tout changement substantiel intervenu dans son organisation, sa gouvernance ou son actionnariat.

Article 9

En cas de manquement de l'opérateur à ses obligations, le ministre de la défense engage avec lui un dialogue. En cas de non-résolution du litige, il adresse à l'opérateur défaillant une lettre de mise en demeure.

Dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet dans le délai fixé par la convention cadre d'engagement et après une procédure contradictoire, les sanctions prononcées peuvent être :

- 1° Des sanctions financières dans les conditions prévues par la convention cadre d'engagement ;
- 2° La mise sous surveillance renforcée de l'opérateur pendant une période probatoire d'une année, dans les conditions prévues dans la convention cadre d'engagement ;
- 3° La suspension des droits exclusifs ou spéciaux, dans la limite d'une année ;
- 4° La réduction de la durée d'attribution des droits exclusifs ou spéciaux, dans la limite d'une année.

Article 10

Le ministre de la défense peut, par arrêté pris après une procédure contradictoire, mettre fin aux droits mentionnés à l'article 1er :

- 1° Lorsqu'il est constaté une modification substantielle des données ayant permis d'apprécier l'aptitude et les capacités de l'opérateur ;
- 2° En cas de défaillances répétées, après mise en œuvre des dispositions de l'article 9, ou d'une défaillance d'une particulière gravité ;
- 3° En cas de changement dans les circonstances de droit ou de faits ayant conduit à la désignation mentionnée à l'article 1er ou pour un motif d'intérêt général.

Article 11

La ministre des armées et des anciens combattants est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 31 octobre 2025.

Par le Premier ministre : Sébastien Lecornu

La ministre des armées et des anciens combattants, Catherine Vautrin

Principaux propos du chef d'État-major des armées Fabien Mandon le 18 novembre 2025 au Congrès annuel des maires de France

« J'ai un petit peu l'impression de parler à notre pays dans toutes ses dimensions (...). Si j'ai accepté cet échange, ce moment avec vous, c'est parce que le moment est pour moi particulièrement grave (...).

Mon regard est comme le vôtre, celui d'un homme de terrain (...). Vous êtes le premier maillon en contact avec nos concitoyens (...).

On a un désengagement des États-Unis de l'Europe (...). Dans le domaine de la Défense, les États-Unis sont en train de se concentrer sur l'Asie (...). La Chine pose un problème de puissance militaire aux États-Unis (...).

Vous avez deux grands acteurs. Un qui est en train de se séparer progressivement de l'Europe en termes de priorité pour se concentrer vers la Chine. Et une Chine qui s'affirme comme puissance avec risque de confrontation avec les États-Unis.

Aujourd'hui, vous avez au Pentagone, une horloge visible de tous les officiers qui servent au Pentagone, qui décompte tous les jours jusqu'en 2027.

Parce que pour les États-Unis, en 2027, la Chine s'empare de Taïwan, et ils rentrent dans la confrontation (...).

Malheureusement, la Russie, aujourd'hui, je le sais par les éléments auxquels j'ai accès, se prépare à une confrontation à l'horizon 2030, avec nos pays.

Elle s'organise pour ça, elle se prépare à ça, et elle est convaincue que son ennemi existentiel, c'est l'Otan, c'est nos pays (...).

Forcément, ce portrait est très noir, et j'en suis désolé, mais je crois qu'il faut le dire (...). Tout ce qui passe autour de nous nous montre que certains ont fait le choix de la force.

Et la Russie est aujourd'hui convaincue que les Européens sont faibles. Elle en est convaincue. Et pourtant, et c'est là que j'aimerais vous dire tout l'optimisme qu'il faut avoir, pourtant nous sommes forts.

Nous sommes fondamentalement forts, nous sommes fondamentalement plus forts que la Russie.

Mais il faut accepter, il faut accepter que nous vivons dans un monde en risque et que nous pouvons devoir utiliser la force pour protéger ce que nous sommes (...).

Le principal risque aujourd'hui, c'est un risque de forme de faiblesse face à une Russie qui est décomplexée dans l'usage de la force et qui poussera son avantage si elle sent qu'on reste faible (...).

Aujourd’hui, la Russie produit plus d’équipements de défense de qu’elle n’en consomme sur le front. Elle est clairement dans une phase de préparation de quelque chose d’autre (...).

On a tout le savoir, toute la force économique, démographique, pour dissuader le régime de Moscou d’essayer de tenter sa chance plus loin.

Ce qu’il nous manque, c’est là que vous avez un rôle majeur, c’est la force d’âme pour accepter de nous faire mal pour protéger ce que l’on est (...).

Si notre pays flanche, parce qu’il n’est pas prêt à accepter de perdre ses enfants, parce qu’il faut, il faut dire les choses, de souffrir économiquement parce que les priorités iront à de la production de défense par exemple, si on n’est pas prêt à ça, alors on est en risque.

Et je pense qu’on la force d’âme. La France a toujours démontré sa force d’âme dans les moments difficiles. Et là, on est dans le moment où il faut en parler.

Il faut en parler dans vos communes, parce que spontanément, c’est pas des lectures du dimanche, c’est pas quelque chose d’accessible facilement. On peut avoir le sentiment que c’est loin et c’est vrai que ça reste loin.

La mécanique, c’est pas des chars russes qui débarquent en Alsace. La mécanique, c’est une mécanique de solidarité. C’est une mécanique de solidarité avec des pays qui sont aujourd’hui sur le flanc Est de l’Otan, qui pourraient être attaqué, et qu’on ira protéger par solidarité.

Et à partir du moment où on s’engage en solidarité, à ce moment-là on engage les jeunes femmes et les jeunes hommes qui ont choisi de servir sous l’uniforme.

Donc moi j’ai donné aux armées un objectif qui est d’être prêt dans 3 - 4 ans, mais j’ai besoin que la nation soit prête à soutenir cet effort si on devait le faire.

Je suis convaincu, je vous le dis, que si nos ennemis voient notre détermination à nous défendre, à protéger ce que nous portons comme valeurs, comme histoire, ils iront voir ailleurs, parce qu’ils savent que nous sommes plus forts.

Mais il faut en faire la démonstration et c’est dans les trois années qui viennent. C’est fondamental (...). Je pense que vous avez un rôle fondamental (...).

Il faut que nos concitoyens puissent échanger avec vous et que vous puissiez expliquer ce que vous avez perçu des enjeux de défense (...).

Moi j’ai besoin de vous aussi parce que, aujourd’hui mais encore plus potentiellement demain en situation de crise, vous êtes la base arrière des armées et nos soldats se battront l’esprit libre s’ils savent que la base arrière tient.

C’est fondamental. »

Discours du président français Emmanuel Macron prononcé depuis la base militaire de Varces, dans les Alpes, le 27 novembre 2025

Je suis venu ici à Varces, au sein de la 27e Brigade d'Infanterie de Montagne, où ici comme ailleurs la Nation fait bloc autour des Armées et des initiatives nationales et locales en faveur de l'engagement de la jeunesse. Parce que nos Armées sont celles de la République. Parce que notre jeunesse est le trésor de la France. Parce que la jeunesse aspire à la Liberté et a soif d'engagement.

Je veux saluer les jeunes, qui sont là, nombreux : jeunes des classes et lycées engagés, lycéens de l'École des pupilles l'air et de l'espace de Grenoble, Jeunes Cadets Alpins, l'Escadrille Air Jeunesse de Grenoble, jeunes qui êtes aujourd'hui « appelés » et participez à la Journée défense et citoyenneté, engagés dans la réserve opérationnelle, engagés dans l'armée d'active... Vous incarnez la jeunesse de France, qui se tient prête, qui se tient debout, qui vibre au son de la Marseillaise, qui n'a pas peur de s'engager pour les autres, qui est fière de son pays et des valeurs républicaines qu'il incarne.

Notre jeunesse a soif d'engagement. Il existe une génération prête à se lever pour la patrie. Notre armée est le cadre naturel d'expression de ce besoin de servir. Notre Nation sera forte si notre jeunesse est unie autour de nos valeurs.

Ne demandons pas comment notre jeunesse peut être utile à la Nation. Offrons-lui un idéal en même temps que cette liberté de le servir.

En janvier dernier, lors de mes voeux aux Armées, je rappelais l'attention que je porte, depuis le premier jour de mon premier mandat, aux forces morales de notre Nation, à sa capacité à se tenir prête. Et, face à l'accélération des périls, je demandais au ministre des Armées et au Chef d'état-major des Armées de formuler des propositions pour donner à notre jeunesse le choix de servir, en renforçant les rangs de nos armées.

La veille du 14 juillet dernier, devant nos armées réunies à l'hôtel de Brienne et qui s'apprêtaient à défilier sur la plus belle avenue du monde, j'annonçais aux Français qu'un nouveau cadre pour servir au sein des armées serait décidé à l'automne. Nous y sommes.

Le Président Jacques Chirac avait pris la décision en 1996 de suspendre le service national obligatoire universel. La fin de la guerre froide avait rendu inutile un modèle de masse et nécessaire le besoin d'une armée professionnelle et plus réactive. Au fil du temps, dans les années 90, le service national était devenu ni véritablement universel ni vraiment équitable : un jeune sur trois y échappait et le brassage social espéré n'était plus une réalité.

Les missions confiées étaient souvent peu valorisantes et les talents parfois pas assez reconnus. Les coûts structurels d'un tel modèle avaient fini par devenir disproportionnés par rapport à son efficacité. Oui, la décision était juste. Revenir en arrière serait à cet égard ni sérieux, ni utile.

Rétablir le service national obligatoire et universel est une idée portée par ceux qui méconnaissent la réalité de ce que sont nos armées aujourd'hui et des missions qui leur sont confiées.

Nos armées n'ont plus vocation à encadrer ni à accueillir la totalité d'une classe d'âge – ce qui représente entre 600.000 et 800.000 jeunes. Surtout, un tel modèle de conscription obligatoire et universel ne correspond pas aux besoins de nos armées et ni aux menaces.

Dès 2018, puis aux travers des deux lois de programmation militaire, nous avons réparé nos carences et préparé nos armées aux menaces nouvelles. Le budget de nos armées aura doublé en 2027. Nous avons su conforter l'armée la plus efficace d'Europe. Nous comptons le rester.

La Revue Nationale Stratégique actualisée en juillet dernier a validé cette approche mais face à l'accélération des périls, elle nous a conduit aussi à adapter l'effort. Nous ne pouvons pas revenir aux temps de la conscription. Nous avons besoin de mobilisation. Mobilisation de la Nation pour se défendre. Pas contre tel ou tel ennemi, mais pour se tenir prêts et être respectés.

Alors, comment accueillir cet élan de notre jeunesse et préparer notre Nation aux défis et menaces qui s'annoncent ? Un nouveau service national va être institué, progressivement dès l'été prochain.

Ce service poursuit trois objectifs précis : renforcer le pacte noué entre notre Nation et notre armée, renforcer notre capacité de résistance, consolider la formation de nos jeunes.

Là où je soutenais l'ambition d'un SNU pour conforter la cohésion au sein d'une classe d'âge, l'accélération des crises, et le durcissement des menaces me conduisent à proposer aujourd'hui un Service national purement militaire qui, sans être universel, peut engager toute une génération.

Je porte aujourd'hui un projet pensé dans la grande tradition française de l'engagement quand il s'agit de défendre le pays que nous sommes. N'oublions jamais que chaque fois que l'Histoire l'a exigé, la jeunesse de France s'est engagée et mobilisée, fidèle en cela à cette chaîne des temps qui relie les Volontaires de l'an II jusqu'aux maquisards des Glières et du Vercors. Et je veux ici saluer le travail mené depuis janvier dernier par les ministres des Armées et CEMA.

Je veux prendre le temps d'exposer à la Nation ce service national pour notre jeunesse. Le service national s'adressera aux jeunes Français et Françaises majeurs qui auront exprimé leur volontariat lors de la Journée défense et citoyenneté, qui deviendra Journée de Mobilisation en se recentrant sur les fondamentaux.

Je veux ici insister sur le fait que le service national concernera seulement des volontaires et le cœur sera les jeunes âgés de 18 et 19 ans. En cas de crise majeure, le Parlement pourra autoriser de faire appel, au-delà des seuls volontaires, à ceux dont les compétences auront été repérées durant cette journée, alors le service national deviendrait obligatoire.

Mais ce cas exceptionnel mis à part, ce Service National est un service des volontaires, sélectionnés ensuite pour répondre aux besoins de nos armées. Ce service national s'inspire des pratiques de nos partenaires européens, en particulier de la Norvège. À l'heure où tous nos alliés européens avancent, face à une menace qui pèse sur nous tous, la France ne peut demeurer immobile.

La ministre des Armées aura l'occasion de préciser les conditions dans lesquelles les candidatures pourront être déposées à compter de mi-janvier 2026. Les volontaires seront sélectionnés par les armées, qui choisiront parmi eux les plus motivés et ceux qui répondent le mieux à leurs besoins. Ils serviront sous statut militaire, et seront dotés d'un uniforme, d'une solde, d'un équipement.

Le Service national s'effectuera au sein des armées et sera piloté par le seul ministère des armées. Si le service national commencera dès 2026, les jeunes pourront aussi exprimer le souhait, en 2027, d'effectuer leur service national au sein de la gendarmerie nationale, de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris et du bataillon des marins-pompiers de Marseille, qui sont également sous statut militaire ; mais il appartiendra alors au CEMA de décider chaque année du nombre de jeunes affectés dans ces unités. L'objectif que nous poursuivons est un objectif militaire.

Nos jeunes du service national serviront pendant 10 mois. Ce qui correspondra à une année de césure et permet de s'inscrire parfaitement dans le parcours de nos jeunes.

Nos jeunes du service national commenceront par une formation initiale d'un mois, où ils apprendront ensemble les rudiments de la vie militaire. Ils acquerront l'esprit de discipline, se formeront au maniement des armes, à la marche au pas, aux chants, à l'ensemble des rituels qui nourrissent la fraternité de nos armées, et concourent à la grandeur de la Nation.

Nos jeunes du service national seront ensuite affectés durant 9 mois au sein d'une unité militaire, où ils effectueront les mêmes missions que l'armée d'active sur le territoire national. Ils ont vocation à la renforcer en fonction de ses besoins opérationnels, en densifiant progressivement ses rangs, et vivront au même rythme que l'unité d'affectation. Nos jeunes du service national participeront à toutes les missions, de Sentinelle à l'assistance aux populations, à tous les postes, du terrain à l'état-major.

Nos jeunes, je le dis avec clarté, serviront sur le territoire national et uniquement sur le territoire national, c'est-à-dire en métropole et dans nos outre-mer. Le service national, c'est le territoire national car c'est la mobilisation pour nous défendre. Et je souhaite que cet emploi sur le territoire national soit prévu par la loi. Cet engagement sera encouragé et valorisé. J'ai validé des mesures en ce sens, qui seront détaillées par le Gouvernement.

Après leur service national, les jeunes pourront poursuivre leurs études ou se lancer dans la vie professionnelle civile, tout en intégrant la réserve opérationnelle de second niveau. Ils seront accompagnés par les Armées s'ils recherchent un emploi. Pour ceux qui le souhaitent, ils pourront rejoindre l'armée d'active en s'engageant et leur expérience acquise sera valorisée.

Ainsi, nos armées bénéficieront dans la Nation de jeunes Françaises et de jeunes Français dont les motivations auront été repérées, l'engagement éprouvé, les compétences exercées. C'est un atout majeur : militaire, moral, civique et républicain. C'est un acte de confiance dans notre jeunesse.

Un modèle hybride d'armée va bel et bien apparaître, rassemblant des jeunes du service national, des réservistes et l'armée d'active.

Ce nouveau modèle d'armée aura un noyau dur, un socle : une armée d'active que nous connaissons depuis la fin des années 90, complétée de professionnels de la réserve, dont les effectifs seront portés de 45 000 à 80 000 en 2030. Mais elle aura aussi un appui en profondeur, au cœur de la Nation, cette nouvelle force issue de la jeunesse. Cette nouvelle force issue du service national. Dans ce monde incertain, c'est ce modèle hybride, prêt à toutes les bascules, qui doit s'imposer.

Ce modèle permettra de renforcer nos capacités, de donner une nouvelle épaisseur aux armées et à la jeunesse, de diffuser l'esprit de défense, d'endurcir l'esprit de résistance de la Nation. Ce service national ne peut avoir du sens que s'il a de l'ampleur.

Le service national va débuter à l'été 2026 et nous augmenterons progressivement les effectifs. 3.000 jeunes vont être choisis pour effectuer le service national à l'été 2026 et les promotions vont augmenter progressivement pour atteindre 10.000 jeunes incorporés en 2030. L'ambition que je porte pour la France est d'atteindre 50.000 jeunes en 2035. Et cela pourra être adapté en fonction de la menace.

Il nous faut, dès maintenant, commencer à construire des hébergements et autres infrastructures pour que les jeunes soient accueillis correctement dans les garnisons et dégager progressivement un nombre suffisant de cadres pour former et commander ces jeunes. Cet effort de défense sera financé par l'actualisation de la loi de programmation militaire 2026-2030, qui prévoit un budget supplémentaire de plus de deux milliards d'euros pour le service national.

C'est un effort important. Il est indispensable. Parallèlement, notre Nation doit mieux accompagner l'envie de servir de notre jeunesse. Et c'est ce que le ministère de l'Éducation nationale aura à porter. Voilà pourquoi consolider l'effort du service national volontaire est déterminant.

Voilà pourquoi la durée des classes de défense et de sécurité globale va passer d'un à trois ans. Voilà pourquoi nos jeunes devront participer à au moins une cérémonie commémorative par an dans chaque établissement. Voilà pourquoi nous inciterons à effectuer les stages de seconde dans les armées.

Enfin, ce service national purement militaire complétera les dispositifs actuels d'engagement comme le service civique qui accueille plus de 100 000 jeunes chaque année. J'aurai l'occasion d'y revenir, les services civiques et la réserve civile joueront un rôle clé dans la mobilisation non militaire de la Nation et sa préparation aux nouveaux risques.

Mesdames et Messieurs,

Dans ce monde incertain, où la force prime le droit et la guerre se conjugue au présent, notre Nation n'a le droit ni à la peur, ni à la panique, ni à l'impréparation. La peur n'écarte pas le danger. La seule façon de l'éviter c'est de s'y préparer. C'est ce que font nos armées au quotidien. Elles le feront demain encore plus.

Le service national sera utile aux jeunes, aux armées et à la Nation qui disposera donc de cette armée régénérée. Une armée complète. Une armée efficace et modernisée, capable de faire face aux risques dans tous les espaces. Une armée avec un cœur actif et une jeunesse formée et sélectionnée. Voilà ce que nous devons viser. et nous le ferons dès l'été prochain.

Je parle ici devant des unités combattantes qui comme tant d'autres n'ont jamais peur d'avancer vers les sommets. C'est à la Nation d'emprunter aujourd'hui cette voie des sommets. Elle y est prête je le sais. Vive la République ! Vive la France !

« L'histoire montre que les guerres se divisent en deux catégories: les guerres justes et les guerres injustes.

Toute guerre progressiste est juste et toute guerre qui fait obstacle au progrès est injuste.

Nous autres communistes, nous luttons contre toutes les guerres injustes qui entravent le progrès, mais nous ne sommes pas contre les guerres progressistes, les guerres justes.

Nous communistes, non seulement nous ne luttons pas contre les guerres justes, mais encore nous y prenons part activement.

La Première guerre mondiale est un exemple de guerre injuste ; les deux parties y combattaient pour des intérêts impérialistes, et c'est pourquoi les communistes du monde entier s'y sont résolument opposés.

Voici comment il faut lutter contre une telle guerre : avant qu'elle n'éclate, il faut faire tous les efforts possibles pour l'empêcher, mais une fois qu'elle a éclaté, il faut, dès qu'on le peut, lutter contre la guerre par la guerre, opposer à une guerre injuste une guerre juste. »

Mao Zedong

Le caractère anti-démocratique et ultra belliciste du rétablissement du Service national par Emmanuel Macron

Jeudi 27 novembre 2025 à Varces (Isère), au sein de la 25e brigade d'infanterie de montagne, le président de la République Emmanuel Macron a annoncé le retour du Service national. Il prévoit un format basé sur le volontariat (et pas la conscription) et strictement militaire (uniforme, caserne, maniement des armes, solde, carte de transport militaire, etc.).

Emmanuel Macron a avancé des détails très précis :

« Les volontaires seront sélectionnés par les armées, qui choisiront parmi eux les plus motivés et ceux qui répondent le mieux à leurs besoins. Ils serviront sous statut militaire, seront dotés d'un uniforme, d'une solde, d'un équipement. Le service national s'effectuera au sein des armées et sera piloté par le seul ministère des Armées. »

Cela a entièrement été décidé par en haut, de manière unilatérale, avec *une annonce faite seulement quelques jours avant la présentation officielle du projet*. C'est conforme au fonctionnement de la 5^e République, qui est un régime autoritaire, fondamentalement anti-démocratique, en raison des larges prérogatives légales et d'usage du Président.



Il faut insister sur cette notion d'usage, car il y a une différence entre le cadre légal-constitutionnel strict et la pratique du pouvoir présidentiel.

En l'espèce, Emmanuel Macron annonce ici de manière unilatérale un projet entièrement ficelé et décidé (tout le détail est présenté sur le site du ministère des Armées), avant même son intégration dans la loi de Programmation militaire ; ce n'est pas conforme au cadre constitutionnel, mais c'est inversement tout à fait conforme à l'usage de la fonction où le président agit tel un monarque-élu.

L'article 15 de la Constitution de la 5e République indique que le Président de la République est le Chef des armées et le garant de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire.

De ce fait, il :

- préside les Conseils et Comités supérieurs de la Défense nationale ;
- détient le feu nucléaire ;
- engage les forces armées à l'étranger.

Si l'article 35 de la Constitution stipule qu'une déclaration de guerre doit être autorisée par le Parlement, en pratique le Président n'en a pas besoin pour engager l'armée.

Par exemple, les opérations militaires extérieures sont décidées unilatéralement et le Parlement en est simplement informé, au plus tard trois jours après. Cependant, il doit voter pour prolonger l'opération au-delà de quatre mois.

Néanmoins, le Parlement, via le vote des lois, est censé décider du cadre général de l'armée, que ce soit pour les moyens budgétaires annuels avec la loi de finances (article 47 de la Constitution) ou bien l'organisation et l'équipement avec la loi de programmation militaire (article 34 de la Constitution).

Le service militaire rentre directement dans ce cadre. On dit que c'est Jacques Chirac qui a décidé de le suspendre, cependant ce sont les parlementaires, par la loi du 28 octobre 1997, qui l'ont décidé officiellement.

L'article L112-2 du Code du service national stipule que l'appel sous les drapeaux peut être rétabli par une loi si les conditions de la défense de la Nation l'exigent ou si les objectifs assignés aux armées le nécessitent.



En pratique, Emmanuel Macron a déjà tout décidé avant même le recours à la loi. Le caractère volontaire du nouveau dispositif de service national ne change rien à l'affaire, car l'établissement du statut de ces personnes intégrant concrètement l'armée (avec un uniforme, une solde, une carte de transport militaire, etc.) relève strictement du domaine de la loi.

Emmanuel Macron a bien sûr précisé qu'il y aura une actualisation de la loi de programmation militaire 2026-2030, avec un budget supplémentaire de plus de 2 milliards d'euros pour cela.

Toutefois, son affirmation ne concerne que le financement, *alors que le projet est présenté comme déjà acquis, sans l'avis du Sénat et de l'Assemblée nationale*. Cela est d'autant plus marquant que le président de la République ne dispose d'aucune majorité politique, ni d'aucune coalition de gouvernement, qui rendrait pratiquement automatique le vote de l'actualisation de la loi de programmation militaire 2026-2030.

Cependant, l'habitude du fonctionnement autoritaire et unilatéral de la 5e République fait que cela n'est absolument pas remis en cause. Personne n'en parle, pas même les parlementaires, censés pour la majorité d'entre eux être dans l'opposition au Président. La réalité est qu'ils vont tous dans le même sens, celui d'une préparation engagée et massive à la guerre.

Cela est tout à fait conforme au caractère réactionnaire des institutions françaises, car l'État français est formaté pour la préparation à la guerre. Les masses populaires ne doivent plus avoir de quelconques illusions à propos de ces institutions et de leurs masques démocratiques ; il faut les renverser, à moins de se laisser entraîner dans la guerre.

Le service national est donc rétabli pour préparer une mobilisation militaire de masse, mais de manière détournée, ou plutôt en deux temps. Le service national volontaire ne vise qu'un faible effectif chaque année (3000 personnes en 2026 puis 10 000 en 2030 pour atteindre 42 500 en 2035), car il a un but très précis : faire le tri dans la jeunesse et y extraire les sujets les plus légitimistes vis-à-vis du régime et des institutions.

Voici comment Emmanuel Macron a présenté la chose, avec un ton martial outrancier :

« Vous incarnez la jeunesse de France qui se tient prête, qui se tient debout, qui vibre au son de la Marseillaise, qui n'a pas peur de s'engager pour les autres, qui est fière de son pays, des valeurs républicaines qu'il incarne.

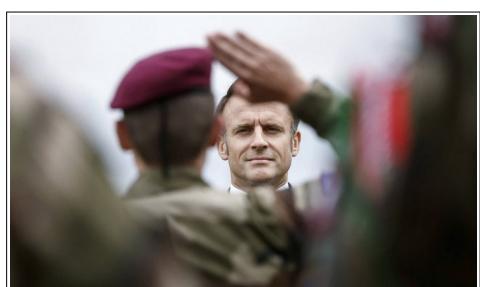
Oui, notre jeunesse a soif d'engagement. Il existe une génération prête à se lever pour la patrie, notre armée est le cadre naturel d'expression de ce besoin de servir. Notre nation sera forte si notre jeunesse est unie autour de nos valeurs.

Ne demandons pas comment notre jeunesse peut être utile à la Nation. Offrons-lui un idéal en même temps que cette liberté de le servir. »

La *Journée de mobilisation*, qui est la nouvelle forme de l'ancienne *Journée défense et citoyenneté*, vise désormais directement à recruter pour les armées et préparer les esprits à la guerre. À l'issue de leur mobilisation obligatoire, les jeunes disposeront désormais d'une application Défense +, avec laquelle ils pourront directement s'orienter vers le Service national.

« Nous ne pouvons pas revenir au temps de la conscription, mais nous avons besoin de mobilisation. Mobilisation de la Nation pour se défendre, pas contre tel ou tel ennemi, mais pour se tenir prête et être respectée. »

Une partie de ceux qui effectueront leur Service national seront ensuite incités à intégrer la réserve opérationnelle. D'après Philippe Durrieu DuFaza, président de l'Union nationale des officiers de réserve, cela devrait concerner 5 % à 10 % des effectifs. La réserve consiste en le fait d'avoir des militaires non pas mobilisés en permanence (l'armée de métier), mais insérés dans la population et la vie professionnelle traditionnelle, et mobilisables rapidement et efficacement.



C'est un dispositif visant à ce que l'armée s'intègre directement dans et surtout autour de la population civile, pour être en mesure de l'encadrer. Le service national volontaire vise directement à établir une base solide de personnes aptes à encadrer former et commander dans le cadre d'une mobilisation de masse. Car, bien entendu, c'est bien de cela dont il s'agit en arrière-plan.

« Je veux ici insister sur le fait que le service national concernera seulement des volontaires et le cœur sera constitué par les jeunes âgés de 18 à 19 ans.

En cas de crise majeure, le Parlement pourra autoriser de faire appel, au-delà des seuls volontaires, à ceux dont les compétences auront été repérées durant cette Journée de mobilisation et alors, le Service National deviendrait obligatoire.

Mais ce cas exceptionnel mis à part, ce Service National est un service des volontaires, sélectionnés ensuite pour répondre aux besoins de nos armées. »

La France prépare la guerre, cela est totalement assumé et organisé. L'Armée a donc besoin de disposer d'une solide base de cadres militaires, jeunes et intégrés à la société, afin de rendre possible une mobilisation de masse. La bourgeoisie française envisage un nouveau 1914, elle est mentalement au début du 20^e siècle ; la filiation historique est très claire.

« Ce service poursuit trois objectifs précis. Renforcer le pacte noué entre notre Nation et notre armée. Renforcer la capacité de résistance de notre Nation. Consolider la formation de nos jeunes. »

Voici comment la mobilisation volontaire est envisagée, avec un esprit de corps ultra-réactionnaire typique, dans la perspective évidente de fabriquer des commandants.

« Nos jeunes du service national serviront pendant 10 mois, ce qui correspond à une année de césure et permet de s'inscrire parfaitement dans le parcours de nos jeunes.

Nos jeunes du service national commenceront par une formation initiale d'un mois où ils apprendront ensemble les rudiments de la vie militaire.

Ils acquerront l'esprit de discipline, se formeront au maniement des armes, à la marche au pas, au chant, à l'ensemble des rituels qui nourrissent la fraternité de nos armées et concourent à la grandeur de la nation. »

La loi n'existe pas encore, mais le Président et l'Armée ont déjà tout prévu, dans les moindres détails, de manière très élaborée.

« Nos jeunes du Service National seront ensuite affectés durant 9 mois au sein d'une unité militaire, où ils effectueront les mêmes missions que l'armée d'actifs sur le territoire national.

Ils ont vocation à la renforcer en fonction de ses besoins opérationnels, en densifiant progressivement ses rangs, et vivront au même rythme que l'unité d'affectation.

Nos jeunes du Service national participeront à toutes les missions, de sentinelles à l'assistance aux populations, à tous les postes, du terrain à l'État-major.

Nos jeunes, je le dis avec clarté, serviront sur le territoire national et uniquement sur le territoire national, c'est-à-dire, en métropole et dans nos Outre-mer.

Le Service National, c'est le territoire national, car c'est la mobilisation pour nous défendre.

Et je souhaite que cet emploi sur le territoire national soit prévu par la loi. Cet engagement sera encouragé et valorisé. J'ai validé les mesures en ce sens qui seront détaillées par le Gouvernement. »

La bourgeoisie française, bien qu'elle ne pense pas, au sens matérialiste du terme, est néanmoins très organisée. Elle dispose d'une tradition historique et d'une large expérience de la guerre et des besoins de la guerre. Elle sait qu'elle doit se tourner vers la jeunesse et la travailler au corps idéologiquement, politiquement, culturellement. Le chef de l'État le dit noir sur blanc :

« Voilà pourquoi nos jeunes devront participer à au moins une cérémonie commémorative par an dans chaque établissement. Voilà pourquoi nous voulons inciter les jeunes à effectuer les stages de seconde dans nos armées. »

Et gare à ceux qui s'y opposeront. La mobilisation en faveur de la guerre doit être totale et la bourgeoisie assume déjà de faire la chasse à ses opposants.

« Dans ce monde incertain, où la force prime sur le droit et la guerre se conjugue au présent, notre Nation n'a le droit ni à la peur, ni à la panique, ni à l'impréparation, ni à la division.

La peur au demeurant n'évite jamais le danger. La seule façon de l'éviter, c'est de s'y préparer. C'est ce que font nos armées au quotidien, elles le feront demain plus encore. »

C'est un discours extrêmement réactionnaire, avec une charge politique immense. Qui ne le voit pas est condamné par l'Histoire. Il faut dire ici les choses clairement et même brutalement : les masses populaires françaises sont extrêmement naïves et immatures.

Elles laissent le champ libre à Emmanuel Macron, commandant des Armées, sans aucune critique, et pire, sans aucun regard. La bourgeoisie prépare la guerre et surtout, elle prépare l'encadrement des masses pour être en mesure de les envoyer à la guerre. ■

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition du général d'armée Hubert Bonneau, Directeur général de la Gendarmerie nationale, le 15 octobre 2025 - Principaux extraits

M. Cédric Perrin, président. - Mon général, nous sommes très heureux de vous accueillir aujourd'hui pour ce qui est votre deuxième audition devant notre commission.

Vous avez, au début de cette année, tenu des propos très forts dans une lettre adressée à vos plus hauts commandants. Soulignant le durcissement de notre environnement stratégique, vous jugez que « la possibilité d'un conflit armé et d'une agression du sanctuaire national » doit « être sérieusement envisagée » et que la gendarmerie « a le devoir de se préparer pour tenir sa place ».

La « militarité » de la gendarmerie, notion que vous mettez régulièrement en avant, retrouve ainsi sa pleine pertinence au regard des nouvelles menaces.

Je vous inviterai donc à nous indiquer comment ce constat oriente concrètement votre action à la tête de la gendarmerie nationale et comment il se reflète dans le budget du programme 152. Je vous demanderai également de revenir, si vous le voulez bien, sur la notion de défense opérationnelle du territoire (DOT), dont la gendarmerie est partie prenante, avec nos forces armées. Quelle est sa pertinence ? Et devons-nous l'adapter au nouveau contexte stratégique ? (...)

Général Hubert Bonneau, directeur général de la gendarmerie nationale. - C'est pour moi un honneur de me présenter devant vous pour la deuxième fois, accompagné de M. François Desmadryl, directeur des soutiens et des finances à la direction générale de la gendarmerie nationale, et du colonel Ronan Lelong, chef du bureau de la synthèse budgétaire. (...)

Plutôt que par les missions qu'elle assure - sécurité publique, renseignement, ordre public, maintien de l'ordre, police judiciaire -, je définis la gendarmerie comme une force armée dont la vocation est de garantir l'accès de tous aux services publics de sécurité sur 96 % du territoire national.

Depuis 2007, la population de notre zone de compétence a augmenté de plus de 3 millions d'habitants, tandis que les effectifs de la gendarmerie devraient seulement retrouver leur niveau de 2007 en 2026, avec l'arrivée de 400 équivalents temps plein (ETP) prévus par la Lopmi, ce qui correspond aux 58 brigades qui n'ont pas pu être créées cette année. (...)

La gendarmerie est une force de couverture des territoires dont la réponse opérationnelle repose sur quatre forces essentielles.

La première, la gendarmerie départementale, représente notre « système d'armes ». Les 3 700 implantations et 3 100 brigades territoriales constituent les points d'appui essentiels de la gendarmerie, qui nous permettent une rapide montée en puissance des moyens.

La deuxième, ce sont les moyens spécialisés. Nous avons développé des chaînes spécialisées qui viennent appuyer dès que nécessaire nos unités territoriales. En fait, il y a une espèce de double maillage : il y a un maillage territorial et un maillage subsidiaire qui vient renforcer le travail des unités territoriales. Nos actions à l'échelon national sont renforcées avec l'unité nationale de police judiciaire, la fameuse UNPJ, qui vient d'être créée.

La troisième, c'est évidemment la gendarmerie mobile, qui fait face à un taux d'engagement particulièrement soutenu, en particulier dans les outre-mer. Pour être à l'équilibre, il est nécessaire de faire un peu « souffler » les forces, mais aussi de les maintenir en condition opérationnelle par un entraînement. On estime que l'engagement maximum devrait être de 68 escadrons par jour. En réalité, nous montons pratiquement en moyenne à 77 escadrons par jour.

Enfin, la quatrième, essentielle à mes yeux, c'est la réserve opérationnelle, qui est un apport précieux, un atout majeur dans les territoires. Pour faire face au niveau d'engagement requis, nous avons repensé les dispositifs opérationnels.

Je pense par exemple aux dispositifs de renfort estivaux et hivernaux. Grosses périodes, l'hiver, des gendarmes de plaine montent en renforcement des stations de ski, et l'été, des gendarmes de l'intérieur viennent renforcer les gendarmes de la côte. Cela s'effectue à l'échelon régional, mais aussi, le cas échéant, à l'échelon national.

Notre finalité est d'abord le contrôle des flux, la surveillance et le contrôle sur le ruban routier, mais pas seulement : la gendarmerie doit être efficace en surveillance et en contrôle sur le trait de côte, dans les ports de plaisance, dans les ports secondaires, dans les ports de pêche. Elle doit être performante en surveillance et contrôle sur les canaux, sur les aérodromes secondaires, sur la voie ferrée. Tout passe par les flux.

Pour pouvoir exécuter de telles missions sous plafond d'effectifs, j'ai décidé de transformer nos escadrons départementaux de sécurité routière, qui ont été dissous, en escadrons départementaux de contrôle des flux. Ces gendarmes sont capables aujourd'hui non seulement d'être en contrôle sur les axes routiers, mais aussi de monter dans les trains et d'avoir une surveillance particulière sur le trait de côte et des compétences supplémentaires, y compris sur l'immigration illégale.

Les efforts que nous avons réalisés se sont répercutés sur notre chaîne de police judiciaire. L'approche que nous avons retenue est d'abord celle du renseignement judiciaire et administratif, ce qu'on appelle le renseignement criminel. Nous avons rapproché partout, dans toutes nos structures, les responsables de la police judiciaire et du renseignement. Je demande aujourd'hui aux gendarmes de travailler plus sur les criminels que sur la criminalité. Nous faisons plus de ciblage.

Cela se retrouve dans notre organisation, avec la création, à compter du 1er septembre 2025, de l'UNPJ, qui regroupe 1 200 enquêteurs à Pontoise. Il s'agit de spécialistes de la police judiciaire dans le cyber, dans le numérique, dans la délinquance financière, dans les cryptomonnaies.

Par exemple, face à la DZ Mafia, nous avons détaché à Marseille de manière permanente des dizaines d'enquêteurs sur des mois pour augmenter le niveau d'expertise de la section de recherche.

Nous essayons aujourd'hui de nous réorganiser, de nous restructurer, pour être plus performants. Nous avons fait de même dans le continuum sécurité-défense.

Ainsi, en matière de défense opérationnelle du territoire, j'ai demandé à mes réservistes d'organiser dès maintenant partout dans les territoires, sous le contrôle de la gendarmerie départementale, des dispositifs d'une meilleure connaissance du terrain.

Mes gendarmes doivent avoir refait un état complet des organismes d'importance vitale (OIV) et des points d'importance vitale (PIV) d'ici à la fin de l'année. (...)

Enfin, en tant que force armée, la gendarmerie a des missions spécifiques de niveau militaire. Là encore, nous avons besoin d'un niveau d'équipement acceptable pour la gendarmerie. Il y a des plans capacitaires à prendre en compte pour le renouvellement des équipements, des armes, des gendarmes. Nous sommes, me semble-t-il, la seule armée à être encore dotée de Famas, équipements qui ont plus de quarante ans et qui ne seront bientôt plus soutenus, parce que plus personne ne saura les entretenir. Il faut que nous dotions nos unités territoriales de moyens modernes, notamment de vision nocturne et de protection individuelle.

Et songeons à ce que seraient nos besoins dans le cadre d'un engagement majeur de nos armées sur l'extérieur.

Le Louvre : victime d'un braquage et de l'idéologie de l'art contemporain

Le braquage du Louvre le 19 octobre 2025 est l'aboutissement de la démarche bourgeoise de destruction du patrimoine pour le rendre marchandise. C'est l'idéologie de l'art contemporain qui est à l'origine de la négligence totale dans la sécurité du Louvre. Ce musée n'est plus considéré comme un écrin du patrimoine national à prétention universelle, mais comme une simple attraction touristique.



Sa présidente-directrice Laurence des Cars est l'expression nette du rejet des beaux-arts, au nom de l'art contemporain qui relativise tout et rejette la dimension civilisationnelle des arts et des lettres.

Pour ces gens, la sécurité est forcément une contrainte, une dépense de trop, car ce qui compte est uniquement la valorisation éphémère et individualiste d'œuvres consommables.

Lors de sa nomination par Emmanuel Macron à la tête de l'institution en 2021, Laurence des Cars expliquait justement sur la radio d'État France Inter qu'elle entendait « réfléchir à la manière dont le Louvre pouvait être pleinement contemporain ».

La première exposition de son mandat (« Les choses. Une histoire de la nature morte ») était ainsi un manifeste d'art contemporain, où rien ne signifie rien, où tout et surtout n'importe quoi est raconté, avec en plus la prétention de défendre des « causes ».

Forcément, la cause des causes pour la bourgeoisie décadente et ultralibérale, c'est le migrant et il fut donc installé dès l'entrée du musée autour d'un mât un tas de sacs en tissu censé être africain, avec pour titre : « Le Pilier des migrants disparus ». L'artiste (Barthélémy Toguo) expliqua au passage... qu'il n'avait jamais pris le temps de visiter le Louvre.

Le constat est évident. La bourgeoisie, décadente et de plus en plus inculte, néglige totalement le musée du Louvre, à part pour y entasser des millions de touristes (10,2 millions en 2018, le record).



Pourtant, c'est elle qui historiquement a produit le Louvre, comme cela est présenté dans l'article « Le Louvre : de l'universalisme bourgeois révolutionnaire au relativisme bourgeois réactionnaire » de la revue *Connexions*.

« Le grand génie de la bourgeoisie française en 1791 a été, en effet, de transformer en un musée le palais des rois de France commencé au 12^e siècle. »

Depuis le 20e siècle cependant, la bourgeoisie n'est plus en mesure d'assumer la civilisation. Elle a fini par régresser complètement avec l'idéologie de l'art contemporain.

Le premier grand acte de cette décadence a été la création du musée d'Orsay par Valéry Giscard d'Estaing prévoyant le déménagement d'une partie des collections du Louvre (il n'a ouvert qu'en 1986). Le second acte a été la mise en place en 1989 du « Grand Louvre » sous l'égide de François Mitterrand, avec comme symbole la construction de la pyramide de verre de l'architecte américain Ieoh Ming Pei.

La bourgeoisie libérale a voulu marquer les esprits avec une œuvre d'art contemporain, massive, au milieu d'un bâtiment classique, historique.

Mais surtout, elle a créé une entrée digne d'un parc d'attractions, pour faire du Louvre, selon les mots de François Mitterrand, un « musée de masse », ce qui signifie en réalité un musée correspondant à la société capitaliste de consommation.

Il ne s'agit, en effet, pas des masses populaires accueillies pour être éduquées à l'art et à leur propre parcours historique, mais principalement de consommateurs incultes et sans respect pour les œuvres.



Le résultat, plusieurs décennies après, c'est que le Louvre ne consiste plus qu'en une file d'attente impossible, en plus de réservations très compliquées qu'il faut prévoir, pour trouver finalement la majorité de l'établissement vide. Les visiteurs ne font que passer rapidement à certains endroits et prendre en photo quelques œuvres qu'ils connaissent déjà (sans les connaître réellement en fait).



Il est vraiment nécessaire de souligner ce fait, car il a son importance dans la contradiction entre les masses et l'État bourgeois gérant le Louvre.

Ce dernier est un musée compliqué d'accès. Il faut réserver ses places longtemps à l'avance sur un site au fonctionnement opaque. Des places peuvent être indisponibles pour la semaine suivante, pour apparaître miraculeusement le jour même, ou la veille.

Des places sont par contre presque toujours en vente sur des sites privés à un prix nettement supérieur, proche du double.

Même pour les détenteurs d'un abonnement censé garantir un accès illimité comme cela se fait dans la plupart (probablement tous) des grands musées du monde, il est parfois impossible de se rendre au Louvre.

Cela a lieu, alors qu'en pratique, la plupart des salles sont vides de visiteurs, puisque ceux-ci ne se concentrent qu'à des endroits très précis. Mais ce n'est pas tout : même quand l'accès au musée a été possible, en pratique il n'est jamais certain de pouvoir accéder aux salles souhaitées. Au contraire, une partie importante du musée est systématiquement fermée, avec bien sûr un roulement.

Les salles fermées pour une période donnée sont censées être affichées sur le site du Louvre peu de temps à l'avance.



Sauf qu'il ne s'agit que d'un minimum garanti : les salles annoncées sont bel et bien fermées, mais elles ne sont pas forcément les seules. Bien au contraire.

C'est ce que révèle le très sérieux site *La Tribune de l'Art*, qui présente de manière quotidienne la vie de l'art en France et dans le monde, principalement des peintures occidentales des trois siècles précédents, avec des présentations d'expositions, des recensements d'achats ou de ventes d'œuvres, etc.

Il est question dans un article du 12 novembre 2025 de ce qui est dit dans le Contrat de performance 2025-2029 de l'Établissement public du musée du Louvre. C'est un document interne, produit par la direction du Louvre et daté de septembre 2025 à destination du Conseil d'administration prévu le 27 novembre 2025 (mais qui a été décalé à 2026, certainement en raison du cambriolage).

On y apprend que le ministère de la Culture demandait un taux d'ouverture des salles de 94 % pour l'année 2024, avec un minimum de 95 % pour les week-ends. Voici ce que dit le rapport :

« Pour les années 2022-2024, l'indicateur mesurant le taux d'ouverture des salles ouvrables a été atteint en 2022 et 2023 avec un taux supérieur ou égal à 92 %, et non atteint en 2024 avec un taux de 93,3 % (avec une cible très volontariste de 94 % pour l'année 2024). »

La Tribune de l'Art explique alors la vraie situation et montre dans le détail que ces chiffres sont manipulés et donc mensongers.

« Non seulement des sections entières du Louvre sont fermées tous les jours, des fermetures actées par le POG, « Plan d'ouverture garanti », mais même ces « *ouvertures garanties* » ne le sont pas, puisque beaucoup de salles censées ouvrir sont en réalité fermées. »

L'article est précis, d'autant plus que la question a été abordée à plusieurs reprises sur le site depuis plusieurs années. Il est évalué qu'en réalité, le taux d'ouverture est plus proche des 70 %, voire des 60 %, suivant ce que l'on considère.

C'est qu'en France la décadence est telle que plus rien ne tient, et tout le monde fait semblant. Le ministère de la Culture n'est même pas capable de surveiller la direction du Louvre, qui elle-même n'est pas capable d'ouvrir convenablement son musée.

Et cela ne produit aucun scandale, dans un pays qui s'imagine pourtant avoir un haut niveau culturel, mais qui n'est en réalité plus qu'un maillon faible de l'Occident décadent, confronté à la seconde crise générale du mode de production capitaliste qui produit un effondrement généralisé.



D'où naturellement, la situation permettant le fameux cambriolage.

La sécurité a été totalement négligée pendant des dizaines d'années par des gens aussi irresponsables qu'incompétents, au comportement criminel vis-à-vis du patrimoine. Suite au braquage du 19 octobre 2025, une délégation du Sénat est venue constater les dégâts. Le président de la commission de la Culture du Sénat, Laurent Lafon, n'a pu que constater que :

« L'organisation de la sécurité n'est pas conforme à ce qu'on peut attendre d'un musée aujourd'hui et il est indispensable de réaliser enfin les travaux nécessaires, que ce soit sur le réseau ou sur le matériel de vidéosurveillance. »

Le fait même que cette commission culturelle de sénateurs découvre (ou pire, feigne de découvrir) la situation montre l'ampleur de la catastrophe. Dans le même genre, il y a le rapport de la Cour des comptes publié en novembre 2025 (mais élaboré avant le cambriolage) qui semble découvrir la catastrophe :

« le musée a privilégié les opérations visibles et attractives (en particulier d'acquisitions d'œuvres et de réaménagements muséographiques) au détriment de l'entretien et de la rénovation des bâtiments et des installations techniques, notamment de sûreté et de sécurité, pourtant indispensables pour assurer un fonctionnement pérenne de l'institution et garantir des conditions satisfaisantes d'accueil des visiteurs, de travail *pour les agents et de protection des œuvres*. »

La négligence n'est pas circonstancielle, mais institutionnelle.



Il faut rappeler que le cambriolage d'octobre 2025 a pu se produire en plein jour, au moyen d'un véhicule stationné illégalement au pied du musée durant de longues minutes, et que par contre les brigands n'ont eu besoin que de quelques minutes pour casser la vitre d'entrée puis des vitres de sécurité et s'enfuir avec les bijoux.

Bijoux qui se situaient dans la galerie d'Apollon, où sont les restes des joyaux de la Couronne de France.

De fait, la mission historique d'un musée, qui est de conserver le patrimoine pour le transmettre, n'intéresse plus la bourgeoisie. Elle considère cela comme une lubie d'un autre temps, pour ne pas dire une cause réactionnaire.

Elle a entièrement basculé dans l'art contemporain ; les propos d'Emmanuel Macron s'adressant aux principaux directeurs de musées en 2018 sont exemplaires de ce « progressisme » à l'américaine, à la fois libéral et décadent :

« Celles et ceux qui s'occupent des musées pourraient être considérés comme conservateurs, je veux croire le contraire. »

[Emmanuel Macron joue ici sur les mots, car on parle de « conservateurs » de musée, leur mission étant de *conserver* le patrimoine, et lui critique cela en l'associant au conservatisme politique, qui est une notion surtout américaine, d'ailleurs].

Le problème des grands musées français n'est pas budgétaire, comme le prétendent les syndicalistes ou la fausse Gauche qui ne connaissent rien à l'art et ne s'intéressent pas au patrimoine. Les musées français, et en particulier le Louvre, ont énormément d'argent (ce que confirme largement la Cour des comptes). Le problème est idéologique.

Laurence des Cars, nommée par Emmanuel Macron, est l'expression même de cette idéologie.

L'Élysée mettait en avant le fait qu'elle « sente que les débats de société sont entrés dans les musées » et qu'elle veuille « accueillir la polyphonie du monde dans un musée en résonance avec les questions actuelles ».

La ministre de la Culture en poste alors, Roselyne Bachelot, appuyait cette volonté de déconstruction en affirmant comme un slogan : « Le Louvre doit se réinventer ».



Laurence des Cars était la candidate idéale pour un tel projet, elle qui assume totalement le discours postmoderne provenant des universités américaines. Sa plus grande réalisation au musée d'Orsay (qu'elle dirigeait avant le Louvre) a été selon elle l'exposition « Le modèle noir ».

Outre le fond, qui relève d'une approche racialiste et anti-universaliste (elle expliquait que « le sujet était inspiré par le champ des *black studies* américaines »), elle se vantait aussi de la forme de l'exposition :

« J'ai tout de suite eu l'intuition qu'elle serait autant un choc qu'une évidence. »

Choquer et tout déconstruire, en relativisant la portée de l'art classique : voilà l'obsession de l'art contemporain, qui déteste le patrimoine historique, et qui déteste le musée du Louvre comme « palais des arts et asiles des sciences » mis en place par la bourgeoisie française révolutionnaire à la fin du 18e siècle (l'expression vient du rapport à l'Assemblée nationale à propos du Louvre comme musée en 1791).

« Les Tuilleries et le Louvre réunis seront le palais national destiné à l'habitation du roi, à la réunion de toutes les richesses que possède la nation dans les sciences et dans les arts, et aux principaux établissements de l'instruction publique. Ne croyez pas que le roi vous ait demandé le Louvre *habitation*, mais le Louvre *palais des arts et asiles des sciences*. »

Les gens qui portent cette idéologie de l'art contemporain détestent tellement le Louvre qu'ils n'ont jamais pris la peine de doter le bâtiment d'un véritable réseau de caméras de surveillance autour des bâtiments, ce qui est pourtant le minimum en termes de sécurité, pour un budget tout à fait négligeable à ce niveau (et vu la valeur des œuvres).

La décadence est telle qu'il a même été omis depuis le 17 juillet 2025 de demander à la préfecture de Paris le renouvellement de l'arrêté autorisant l'exploitation des quelques

caméras tournées vers l'extérieur, ce qui constitue une infraction administrative grave, qui devrait conduire à un licenciement pour faute et à un jugement pour négligence.

De son côté, la préfecture de police de Paris n'a rien à envier à la direction du Louvre en matière de décadence. À la question de savoir comment un véhicule stationné illégalement aux abords du Louvre avait pu rester aussi longtemps, le préfet a évoqué... « l'habitude » d'avoir tout le temps sous les yeux des chantiers dans la capitale.

Toujours est-il que le Louvre n'est pas dirigé comme le palais des arts et asiles des sciences qu'il est censé être, mais comme une institution commerciale. La pire expression de cela a été la vente sous licence de l'appellation Louvre à Abou Dhabi aux Émirats arabes unis.

Cela engendre une redevance pharamineuse (plus de 250 millions d'euros depuis 2022).

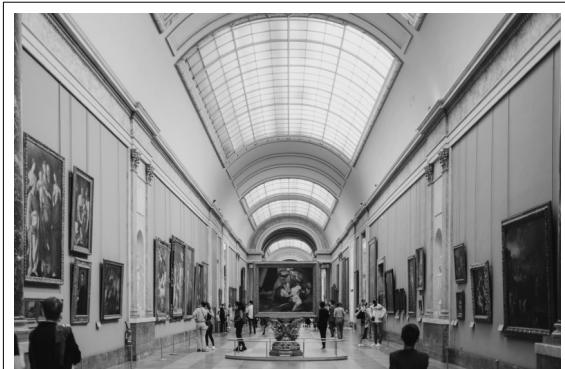
Et l'argent n'est pas destiné au patrimoine, mais à l'extension du projet touristique commercial, conformément à l'idéologie de l'art contemporain.

La préoccupation d'Emmanuel Macron et de Laurence des Cars est ainsi une grande extension du musée, en sous-sol, ainsi qu'une nouvelle ouverture par la Colonnade de Perrault pour accueillir toujours plus de monde et donner toujours plus de place à l'art contemporain.

C'est le projet « Louvre Nouvelle Renaissance ».

Dans un document de travail interne consacré à cet ouvrage, la Colonnade de Perrault est qualifiée d'« espace impensé » qu'il s'agirait de « magnifier », avec un concours international d'architecture (ce qui n'est pas censé être possible concernant un monument historique, par définition). La commande est présentée comme celle d'« un geste architectural audacieux » afin de... « mettre en valeur la Colonnade ».

Ce qui en dit long sur la barbarie (et la prétention) de ces gens. Rappelons qu'il s'agit d'un chef-d'œuvre du classicisme français conçu entre autres par Louis Le Vau, Charles Le Brun et bien entendu Claude Perrault, sous la supervision directe de Louis XIV.



C'est par ici qu'entrent dans le Louvre les coureurs du Tour de France chaque année lors de la dernière étape (dont la première partie est neutralisée et consiste en un défilé à des fins de promotion touristique).

Il est aussi envisagé le percement d'un des remparts médiévaux du bâtiment du Louvre, alors que cela non plus n'est pas censé pouvoir être accepté par les architectes des Bâtiments de France.

Le projet prévoit également une salle particulière pour la *Joconde* de Léonardo da Vinci afin d'assumer les flots gigantesques de consommateurs incultes se précipitant pour photographier l'œuvre. Au contraire, il faudrait préserver la *Joconde*, et ne la montrer qu'à l'issue d'un parcours artistique cohérent, à des gens ayant réellement fait l'effort culturel et moral de se tourner vers le patrimoine et l'histoire de l'art.

L'idéologie de l'art contemporain, par contre, trouve cela très bien que des millions de gens soient fascinés par une œuvre et un artiste, de manière irrationnelle. Cela correspond tout à fait à sa conception individualiste et décadente, qui plus est consommatrice.

Tout cela aboutit finalement au fait que Laurence des Cars ne considère le cambriolage du 19 octobre 2025 que comme un « incident ». Jamais elle ne se remet en cause ni n'assume ses responsabilités, alors qu'elle devrait être licenciée et encourir une peine de prison pour négligence grave.



Le musée a perdu :

- Un diadème de saphir de Ceylan et de diamants porté par la « reine » Hortense, fille de Joséphine de Beauharnais, première épouse de Napoléon Bonaparte, puis par Marie-Amélie de Bourbon-Siciles, épouse de Louis-Philippe.
- Un collier et des boucles d'oreilles d'une parure de saphirs de ces deux mêmes femmes.
- Un collier et une paire de boucles d'oreilles en émeraudes (32) et diamants (1138) de la parure de Marie-Louise, seconde épouse de Napoléon Bonaparte.
- Une broche dite broche reliquaire.
- Un diadème de l'« impératrice » Eugénie, épouse de Louis-Napoléon Bonaparte.
- Un grand noeud de corsage de cette même femme, de 2 634 diamants, acheté 6,72 millions d'euros à une collection privée américaine en 2008.

De plus, a été retrouvée cassée la couronne de l'« impératrice » Eugénie, composée de 1 354 diamants et 56 émeraudes, et fabriquée à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris en 1855. Cependant, pour la présidente-directrice du Louvre, tout a très bien fonctionné. Elle affirme même, avec le soutien du ministère de la Culture :

« Les alarmes ont parfaitement fonctionné, que ce soit sur la fenêtre, sur les vitrines. Qu'on torde le cou à cette idée que nous n'entendrions pas les problèmes et que le système était déficient. Non. »

La prétention des bourgeois à être parfaits est édifiante.

Et ces propos sont d'autant plus impossibles à croire que le 13 septembre 2025, un dysfonctionnement de la porte-fenêtre par laquelle les brigands sont entrés occasionnait des alertes intempestives ; elle avait été désactivée.



Même France Info, radio d'État, a laissé passer l'information (citant une « source policière ») de la panne de ce système d'alarme depuis un mois et demi, avec logiquement une complicité interne ayant informé de cette panne.

La démocratie est tellement faible en France qu'il n'y a pratiquement personne pour dénoncer ce très probable mensonge d'État (y compris devant le Sénat) et l'affaire a été étouffée en quelques jours.

La mauvaise foi est telle de la part de Laurence des Cars qu'elle a également tenu ces propos totalement hallucinés, à plusieurs reprises sous différentes formes, à propos des vitrines des bijoux :

« On voit que ces vitrines ont résisté puisque, en fait, le verre n'est jamais tombé.

Donc c'est bien en passant leur main à travers, en fait une brèche, donc ils ont réussi à percer en quelque sorte.

Ça montre bien la qualité, évidemment, de ces vitrines qui étaient très récentes, 2019. »

Ces vitrines en réalité n'étaient pas « hautement sécurisées », et ne correspondaient pas du tout à ce qui se fait de mieux sur le plan technique. Le verre feuilleté ne faisait qu'un centimètre d'épaisseur (contre cinq pour l'ancienne vitrine déposée en 2019).

La sécurité des œuvres contre le vol n'intéresse de toute façon pas du tout la direction du musée, qui n'en a jamais parlé dans les rapports d'activité du Louvre de 2021, 2022, 2023 et 2024.

Soyons clairs.

La bourgeoisie française a entièrement sombré avec l'idéologie de l'art contemporain.

Elle n'est plus en mesure de conserver le patrimoine ni de l'inscrire dans la longue marche de la civilisation.

La bourgeoisie française détruit le Louvre, et rien que pour cela le prolétariat doit faire la révolution et lui arracher le pouvoir.

Reprendre le Louvre pour le préserver de la destruction est un objectif majeur de la révolution socialiste en France. ■

Ce que devrait être un musée

L'HUMANITÉ, 3 avril 1921

J'ai déjà rappelé les termes précis en lesquels Wagner a caractérisé l'art dans la société bourgeoise, art qui a pour prétexte esthétique la distraction des ennuyés.

Un musée, cette institution qui s'est développée au sein de la société bourgeoise et soi-disant démocratique, au point de tendre à englober de plus en plus tous les trésors d'art du passé, se ressent lui-même de ce caractère de « distraction des ennuyés » qui distingue l'art sous le joug du capitalisme.

Un musée c'est pour la plupart des gens une collection de « curiosités » : ouvrez n'importe quel Baedeker ou quel Joanne [= deux guides de voyage], n'importe quel guide rouge ou bleu, vous verrez que ce que l'on recommande à l'intérêt du public ce sont des curiosités et par ce terme l'on désigne n'importe quoi, une cathédrale, une statue, un tableau, un squelette d'iguaneodon, une pierre précieuse, un rocher, une cataracte. Il faut distraire de leur ennui les gens en vacances !

Il y a à Londres un musée singulier c'est la collection de Sir John Soane, l'architecte de la Banque d'Angleterre, mort en 1837. Ce brave homme avait collectionné des « curiosités » selon les critériums d'un Anglais de cette époque, et ce musée constitue le plus invraisemblable bric-à-brac que je connaisse, avec ses chambres et ses corridors remplis du plancher au plafond, des objets les plus hétéroclites ramassés partout.

Tableaux, moulages, sarcophages, livres, modèles en plâtre et en liège, meubles du palais de Tippo Sahib, morceaux de pierre détachés de tous les monuments célèbres, fragments informels de toutes sortes

de choses vagues, à peu près comme les soldats anglais recueillaient des « souvenirs » au commencement de la guerre dans les villages de la région de la Marne !

Que de fois en parcourant les couloirs interminables du Louvre ai-je songé involontairement au musée de Sir John Soane ! Assurément au Louvre il y a une certaine méthode dans le classement, il y a une tentative d'organisation mais dans l'ensemble, quel capharnaüm !

Antiques et modernes, Orient et Occident, tableaux, statues, meubles, objets usuels, le profane et le sacré, des originaux et des copies, des œuvres portant le sceau de la création artistique et de simples travaux d'imitation d'artisans zélés, comme la plupart des ouvrages qui remplissent les salles de ce musée de la marine dont on va enfin débarrasser le Louvre.

Dans le classement hasardeux de ces collections disparates, déterminé en grande partie par la disposition d'un monument qui n'était nullement fait pour son usage actuel, d'autres éléments sont intervenus, notamment la vanité des riches et des puissants : profiteurs et satrapes ne léguent à l'État les trésors acquis au détriment de la communauté, que si on donne leur nom à une salle où l'on expose tous objets qui viennent d'eux, quelques différents de nature de lieu et d'époque qu'ils soient. Ces enrichis veulent qu'après leur mort on dise encore : « c'est à lui que tout cela a appartenu », et que leur mémoire luise de l'éclat des œuvres que leur argent leur a permis de s'approprier.

Mais il y a mieux encore : on a réservé deux salles du Louvre à la vaisselle de pacotille, aux copies et aux contre-façons d'œuvres d'art qui componaient la collection de M. Thiers : les profiteurs triomphants devaient bien cet hommage au petit bourgeois féroce qui les avait vengés d'avoir eu peur de perdre leurs priviléges, en faisant massacer non seulement les défenseurs de la Commune, mais tous les gens qu'on dénonçait comme ayant eu contact avec eux.

Son masque de foetus sinistre peint par Bonnat domine sa « collection », qui est tellement dénuée de valeur artistique que les conservateurs du Louvre eux-mêmes en sont réduits à excuser comme ils le peuvent la présence de ces pauvres et laides choses dans le premier musée de France (voir le Guide sommaire du Louvre par Paul Vitry).

Cette profanation artistique avouée, faite en l'honneur de l'assassin du prolétariat de Paris, donne la mesure de l'hypocrisie de la classe dirigeante quand elle se fait le champion de la cause de l'art et prétend la défendre contre la soi-disant barbarie bolchevique.

Mais ce n'est pas seulement ce brutal attentat à la beauté qui montre que la bourgeoisie fait peu de cas de l'art, c'est aussi et surtout son absence de souci de donner au musée toute sa valeur comme foyer de culture sociale.

On tend aujourd'hui partout à supprimer le principe de la gratuité d'entrée et à faire du musée un objet de spéculation sur la curiosité publique.

On a même déposé en France un projet de loi qui rendrait payants les musées de l'État, projet de loi accueilli favorablement par tous ceux qui sont à la recherche d'un impôt qui ne fasse pas crier.

J'aurai l'occasion de reparler ici de cette mesure qui est une preuve nouvelle de la barbarie capitaliste.

En réalité, les musées devraient être considérés comme, des établissements d'éducation, où chacun pourrait trouver aisément par lui-même le moyen de s'instruire.

Si, dans notre société, un esprit démocratique correspondait aux formules démocratiques, non seulement, les musées seraient toujours gratuits, mais le visiteur y trouverait toutes les facilités pour se renseigner par lui-même : étiquettes explicatives complètes, catalogues à bon marché donnant les éclaircissements nécessaires à la compréhension des œuvres ou se servant des objets exposés pour illustrer la vie des peuples, photographies permettant la comparaison avec d'autres œuvres de même auteur ou de même caractère, etc.

Rien de tout cela n'existe au Louvre et le visiteur qui n'a pas, d'avance, des notions précises de l'histoire des différents arts et des différentes civilisations, se trouve complètement désorienté.

Il va le plus volontiers aux salles de peinture, parce que la plupart des œuvres qu'elles renferment sont relativement modernes et que le mode de vision qui s'y manifeste lui est familier, ayant été popularisé par l'image.

Mais que peut faire le visiteur non instruit, sans guide, sans indications, sans éclaircissements dans une section comme la section Égyptienne, en présence d'un art dont les conventions ne lui sont pas familières et qui a des relations étroites avec une religion qu'il ne connaît pas ?

Que lui diront ces représentations dont le sens lui échappe, ces objets dont il ignore la destination ?

Le Louvre possède l'une des plus riches collections d'œuvres égyptiennes qui soient l'art égyptien est l'un des plus propres à servir base à une éducation artistique et il fournit, sous la forme la plus simple et la plus claire, les éléments mêmes de la conception de l'œuvre d'art plastique.

Et il n'y a au Louvre rien, absolument rien de ce qu'il faudrait pour guider l'homme de bonne volonté dans cette étude : les œuvres sont disséminées et mal classées, les étiquettes font défaut ou ne donnent que des indications incomplètes, les catalogues insuffisants sont des rééditions vieilles d'un quart de siècle d'opuscules dont l'origine remonte au second Empire !

Mal imprimés et relativement chers, ils n'ont rien de ces exposés précis, clairs, simples et abondamment illustrés, que constituent, par exemple, les guides du Musée britannique à Londres.

Les musées tels que nous les connaissons donnent pour la plupart l'impression de nécropoles d'œuvres d'art, rangées en files comme des tombeaux et n'éveillant qu'une curiosité intermittente, chez des spectateurs dont l'esprit est le plus souvent inerte.

Les œuvres, détachées des ensembles auxquels elles appartiennent, isolées, par hasard ou par nécessité, du milieu où elles ont été créées, ont perdu une bonne part de leur vertu communicative et de leur force de rayonnement.

Elles nous parlent moins directement à l'âme que quand elles sont restées en communication avec la vie dont elles sont l'expression concentrée et sublimée.

Il faut rétablir cette communication entre elles et l'humanité dont elles sont issues, pour que les hommes qui les contemplent soient plus vivement plus profondément émus.

Il faut évoquer la vie d'où elles sont surgies, il faut l'évoquer en exposant des groupes d'œuvres apparentées, des photographies auxquelles elles se rattachent ou les paysages qui les encadrent, des reconstitutions d'ensembles architectoniques ou décoratifs ; il faut l'évoquer aussi par la parole, non en des promenades conférences coûteuses, accessibles seulement aux oisifs riches, mais en des causeries populaires, pour tous ceux qui ont le désir d'apprendre et de comprendre.

Le musée est une institution commune par excellence : il doit être à tous, tous doivent pouvoir y trouver une source d'activité spirituelle ,une incitation à la réflexion, un moyen d'élargir leur horizon, d'approfondir leurs sentiments, de multiplier leurs joies.

Dans une société communiste, ce serait un centre de culture, une Maison de Vie, et c'est certainement ainsi que le conçoivent déjà Lounatcharsky et autres barbares bolcheviks.

L'assassinat de Mehdi Kessaci : un nouveau cap franchi dans l'emprise des narcos sur une société capitaliste française en crise générale

Les années 2024-2025 marquent un tournant majeur dans la prise de conscience par la société française du poids croissant du narcotrafic en France.

Il y a clairement eu un saut qualitatif dans la place prise par le narcotrafic en France.

Rappelons ici l'article « les narcos comme expression du cannibalisme social dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme », publié dans le numéro de décembre 2024 et suivi d'une liste également fournie sur l'ensemble des faits anti-sociaux qui sont survenus en France sur fond de narcotrafic depuis 2023.

En 2023, les services spécialisés de l'État ont comptabilisé 300 assassinats et tentatives d'assassinat liés au narcotrafic.

Rappelons les faits terribles qui sont survenus entre le printemps 2024 et novembre 2025 afin de bien marquer l'époque historique dans laquelle la France est entrée.

Il y a tout d'abord l'évasion extraordinaire du trafiquant Mohamed Amra le 14 mai 2024 par un commando armé au péage d'Icarville, impliquant la mort de deux agents de l'administration pénitentiaire.

Le 9 octobre 2024, le cartel baptisé « DZ Mafia » publiait un communiqué en vidéo sur les réseaux sociaux dans lequel il réfutait être à l'origine de l'assassinat par un « sicario » d'un chauffeur VTC à Marseille.

Quatre mois plus tard, le ministre de la Justice, Gérald Darmanin annonçait la création de « quartiers de haute sécurité » pour emprisonner les 100 détenus les plus dangereux du narco-banditisme.

Il s'en est suivi au printemps 2025 une vague d'attaques menées par un groupe baptisé « Défense des Droits des Prisonniers Français » (DDPF) contre différents lieux de détention, mais aussi de véhicules et domiciles d'agents de l'administration pénitentiaire.

Enfin, le 13 novembre 2025, Mehdi Kessaci, jeune frère du militant écologiste anti-narcos Amine Kessaci, était assassiné par un commando en plein jour dans le but de mettre un coup d'arrêt aux activités politiques de ce dernier.

On ne parle là que des faits marquant un saut qualitatif dans l'action criminelle du narcobanditisme : une évasion relevant d'une opération spéciale pratiquement militaire, une volonté de poser un rapport de force de dimension politique (communiqués et actions « coup de poing »), et enfin l'utilisation de la répression contre les opposants et non plus seulement les concurrents.

Par la seule lecture de ces faits les plus dramatiques ayant eu lieu en France depuis le printemps 2024, il ne fait plus de doute quant au fait que la place prise par le narcotrafic en France relève d'un aspect essentiel de la nature de la seconde crise générale du capitalisme démarrée avec la pandémie de Covid-19 en 2020.

Le tournant de l'assassinat de Mehdi Kessaci le 13 novembre 2025

Le 13 novembre 2025, à 14h, alors que Mehdi Kessaci stationnait au rond-point Clémenceau d'Arcy pour récupérer sa mère sortant du pôle santé du Dôme dans le 4^e arrondissement de Marseille, un commando de deux tueurs à moto l'abat de six balles.

Cela marque alors un tournant dans la terreur pratiquée par les narcos, car Mehdi Kessaci n'était pas un protagoniste du trafic de drogue. Âgé de 20 ans et étudiant en BTS, il souhaitait passer le concours de policier.

En réalité, ce n'était pas Mehdi qui était visé mais indirectement son grand frère, Amine Kessaci âgé de 22 ans. Engagé très tôt dans le militantisme, Amine Kessaci fonde en juillet 2020 à l'âge de 17 ans l'association dénommée au départ « Conscience écologique » dans le but de venir en aide aux habitants des quartiers paupérisés.

En décembre 2020, alors que son demi-frère Brahim est assassiné de manière barbare lors d'un règlement de comptes sur fond de narcotrafic, Amine Kessaci oriente « Conscience écologique » davantage, ou plus spécifiquement, vers la prise en charge des familles victimes de mort violente, en grande partie due au trafic de drogue. Son association peut bénéficier au départ des locaux du PCF du 13^e arrondissement de Marseille.

L'association « Conscience » prend très vite une dimension importante puisqu'elle se développe de manière parallèle à la croissance des narcos et à leur réorganisation sur le mode du cartel. C'est en 2023 qu'a lieu la guerre sanglante entre le clan Yoda et ce qui allait devenir la « DZ Mafia », causant une cinquantaine de morts ainsi que 110 blessés à Marseille.

De fait, Amine Kessaci acquiert une relative importance dans les quartiers paupérisés, à tel point qu'il est investi sur la liste d'Europe Écologie Les Verts (EELV) aux élections

européennes, par le truchement de l'eurodéputée et tête de liste Marie Toussaint, elle-même issue d'un quartier paupérisé des Aubiers à Bordeaux.

Avec la dissolution de l'Assemblée nationale qui a suivi les élections européennes et les élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet 2024, Amine Kessaci se présente comme candidat du Nouveau Front Populaire (NFP-EELV) dans la 3^e circonscription des Bouches-du-Rhône, dont la délimitation s'inscrit en partie dans son quartier d'enfance et de résidence des Frais-Vallon.

Il faut noter la perspective ancrée à gauche défendue par Amine, avec une fierté populaire revendiquée, comme il l'affirme dans son livre « Marseille, essuie tes larmes » publié début octobre 2025 :

« Connais-tu notre vérité ? Sais-tu ce que nous sommes, Brahim ?

Nous sommes des gens d'en bas.

Ceux et celles qu'on ne calcule pas, qu'on ne veut pas voir.

Nous appartenons au peuple des humiliés, des proscrits, des exploités.

Le dire, ce n'est pas faire du misérabilisme. C'est affirmer une solidarité. C'est choisir un camp.

Plus personne ne parle de lutte des classes, ce n'est plus à la mode, mais nos luttes ne viennent pas de nulle part.

Nous sommes des enfants de prolétaires, de parents immigrés qui travaillaient de leurs mains, qui engageaient leur corps dans leur travail, avec tout ce que ça veut dire.

Je sais bien que nous n'avons pas le monopole de la souffrance et que si nos vies sont dures, elles demeurent dignes.

Mais je prends la parole parce qu'on ne l'a pas donnée à nos parents. Pour dire qu'on ne veut plus, qu'on ne peut plus vivre entre colère et résignation.

Notre combat dépasse les murs de nos quartiers, dépasse même les limites de Marseille pour embrasser la cause de tous ceux qu'on condamne à vivre dans des conditions inacceptables. »

Avec près de 60 % de participation au second tour, Amine Kessaci recueille 49 % des suffrages exprimés (22 034 voix) et manque de peu d'être élu député, la candidate du Rassemblement national, Gisèle Lelouis, remportant la victoire avec 22 869 voix.

Amine Kessaci était une figure montante dans la vie politique marseillaise, issu de la vie civile d'un des quartiers paupérisés du nord de la ville, connu pour être enclavé avec une grande pauvreté regroupée dans de grands ensembles construits à la hâte sans aucune considération pour ses habitants. Logiquement, Amine Kessaci était pressenti pour s'engager sur une liste municipale, avant que les choses ne s'emballent.

En effet, au mois d'août, la police descend dans les locaux de l'association « Conscience » pour conseiller à Amine Kessaci de fermer l'accueil et de se faire discret pendant un certain temps. Les policiers venaient alors d'intercepter des messages évoquant des projets d'assassinat à son encontre.

Début octobre Amine Kessaci publie un ouvrage intitulé « Marseille, essuie tes larmes. Vivre et mourir en terre de narcotrafic » dans lequel il livre son analyse et ses émotions dans

un échange fictif poignant avec son frère Brahim.

À ce moment, Amine Kessaci ne résidait probablement plus à Marseille et vivait, de fait, sous protection policière. C'est alors que son jeune frère Mehdi Kessaci est assassiné le 13 novembre 2025, Amine Kessaci étant visiblement hors de portée pour les narcos.

Tel est l'enchaînement des faits qui suffit à comprendre le tournant historique de novembre 2025 qui marque un saut dans la place prise par les narcos dans la société française, en continuité avec le communiqué de la « DZ Mafia » du 9 octobre 2024 ainsi qu'avec les attaques « DDPF » du printemps 2025.

Les narcos ont basculé dans une logique « politique » avec une volonté d'installer un pouvoir territorial et alternatif à l'État. Dans ce cadre, il est permis de terroriser les opposants et quiconque s'opposera à ce pouvoir.

La faiblesse historique des rassemblements « anti-narco » du 22 novembre 2025

Du fait de ses engagements associatifs et politiques, Amine Kessaci n'avait pas d'autre choix que celui de réagir au plus vite à l'assassinat de son frère.

Le 19 novembre, soit une semaine à peine après le décès de son frère, dont on imagine la tristesse profonde que cela peut engendrer, Amine Kessaci publie une tribune dans le journal *Le Monde* et donne plusieurs interviews à des médias grand public, tels que France info et le journal télévisé de 20h sur France 2.

Avec courage et dignité, Amine Kessaci martèle alors un message, celui d'une nécessaire mobilisation populaire contre le narcotrafic.

Voici un extrait de sa tribune.

« On me parle de crime d'avertissement. Mais un crime n'est jamais un avertissement. Le sang versé l'est pour toujours, et a plongé ma famille dans l'infini de la mort.

On nous frappe pour nous briser, pour nous domestiquer, pour nous asservir.

Voici ce que font les trafiquants : ils tentent d'annihiler toute résistance, de briser toute volonté, de tuer dans l'œuf tout embryon de révolte pour étendre leur pouvoir sur nos vies.

Face à un tel ennemi, l'État doit prendre la mesure de ce qu'il se passe et comprendre qu'une lutte à mort est engagée.

Il est temps d'agir, par exemple de faire revenir les services publics dans les quartiers, de lutter contre l'échec scolaire qui fournit aux trafiquants une main-d'œuvre soumise, de doter les enquêteurs et les forces de police des moyens dont ils ont besoin, de renforcer, de soutenir réellement les familles de victimes du narcotrafic.

Nous comptons nos morts, mais que fait l'État ?

Hier, j'ai enterré mon frère, et aujourd'hui je parle. Je parle et je ne me tairai pas parce que ma mère m'a appris à ne pas baisser la tête.

Je parle, depuis mon deuil, depuis l'épicentre de ma souffrance, pour demander justice pour les miens, mais aussi pour toutes les autres victimes. Je parle parce que je ne peux que lutter si je ne veux pas mourir.

Je parle parce que je sais que le silence est l'abri de nos ennemis. Je

parle parce que je veux que mille voix s'épanouissent.

Que notre révolte face au narcotrafic soit durable, et collective.

Levons-nous ensemble. Courage. On ne peut pas tuer tout un peuple. »

Avec ce type de perspective, il était en droit d'attendre quelque chose d'important lors de la marche blanche appelée par l'association « Conscience » le 22 novembre 2025.

Cela d'autant plus que ce type de marche était loin d'être une première, pouvant trouver un écho puissant et favorable du fait même de la dimension de l'assassinat de Mehdi Kessaci.

En effet, des marches blanches pour commémorer des victimes des narcos, il y en a eu plus d'une depuis 2023.

Mentionnons-en trois des plus emblématiques du fait de la nature même des victimes, qui auraient déjà dû provoquer un déferlement populaire.

Le 21 octobre 2023, une centaine de personnes se rassemblent à Marseille pour demander « justice pour Socayna », une jeune étudiante de 24 ans, tuée par une rafale de kalachnikov alors qu'elle étudiait dans sa chambre.

Le 26 août 2023, ce sont seulement quarante personnes qui marchent à Nîmes, cinq jours après l'horrible meurtre du jeune Fayed, alors âgé de 10 ans, pris pour cible à tort lors d'un affrontement entre narcos alors qu'il rentrait d'un dîner au restaurant avec son oncle le soir du 21 août 2023.

Le 24 juillet 2024, 200 personnes marchent à Nice en mémoire de 7 victimes innocentes issues d'une famille originaire de l'île des Comores, dont trois enfants de 5, 7 et 10 ans ainsi qu'un adolescent de 17 ans. Ils sont morts dans l'incendie de leur appartement après qu'un commando a fracturé la porte de leur immeuble et mis le feu à plusieurs étages dans une opération de contrôle d'un point de deal.

Dans ce contexte, l'assassinat de Mehdi Kessaci a été un tournant et par conséquent aurait dû répondre une mobilisation populaire en rapport avec ce point de bascule.

À la différence des marches blanches précédemment citées, il n'était nullement question ici d'une « victime collatérale », mais bien visiblement d'un assassinat politique qui trouvait écho dans l'engagement politique de son frère ayant commencé à développer une conscience à propos des aspects sociaux et culturels du problème du trafic de drogue.

Il y avait matière à *politiser* l'affaire, pourrait-on dire, dans le sens d'une perspective prolétarienne, en tous les cas au moins démocratique et populaire.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire les propos d'Amine Kessaci issus de son livre « Marseille, essuie tes larmes », publié un mois avant le décès de son petit frère Mehdi :

« Le deal n'est pas une affaire de banlieue mais une affaire de civilisation. Pas moins.

On ne peut plus parler du trafic sans parler de la société qui le rend possible.

On dit que le narcotrafic gangrène la République, mais on oublie que cette gangrène trouve sa source bien plus haut, bien plus large, dans les veines ouvertes de nos sociétés malades.

La France découvre peu à peu que la demande de stupéfiants explose partout. Loin d'être marginale, elle est massive.

Elle ne vient pas d'un écart mais d'un déséquilibre généralisé.

La France ne sait plus dormir sans cannabis, plus faire la fête sans

cacheton, plus affronter une réunion sans ligne.

On s'automédicamente dans les bureaux comme on se shoote dans les squats. La géographie du narcotrafic s'étend maintenant à des zones que l'on n'imaginait pas devoir mettre sur la carte des territoires convoités par les marchands de drogues. (...)

La montée du mal-être et la croissance du trafic ne sont pas des lignes parallèles. Le marché narco prospère sur le mal-être généralisé.

La drogue est devenue une réponse chimique à un mal-être systémique.

Le capitalisme broie, la solitude asphyxie, l'anxiété ronge.

Le marché narco prospère sur cette ruine intérieure.

Il vend des antidotes à un monde sans remède. Il remplit les trous. Il apaise les crises. Il vend du calme aux uns, de l'excitation aux autres.

La place prise par le narcotrafic est le fruit d'un abandon général : celui de l'État, celui de la solidarité, celui du soin.

Le narcotrafic prospère sur le désengagement des institutions protectrices.

Il s'installe dans les brèches du système, remplace ce qui a vacillé. »

Il n'en a malheureusement pas été ainsi. Le rassemblement du 22 novembre à Marseille a réuni entre 6 et 8 000 personnes pour une ville qui compte plus de 800 000 habitants, dont 9 000 dans le quartier de Frais-Vallon dont est originaire la famille Kessaci.

De fait, l'appel d'Amine Kessaci à réunir plus de 100 000 personnes n'a pas réussi.

La faiblesse est visible partout ailleurs : 40 personnes à Laval, 60 à Poitiers, une centaine à Nîmes et à Auxerre, à peine 300 à Avignon et Nantes, 250 à Montpellier, 200 à Clermont-Ferrand, Tours, Rennes et Romans-sur-Isère, etc.

D'un point de vue historique, les rassemblements anti-narco du 22 novembre 2025 ont raté leur but qui aurait dû être le prélude à la naissance d'une conscience politique contre les narcos en lien avec une critique sociale et culturelle.

À l'inverse, les rassemblements en sont restés au stade de l'hommage, à mi-chemin entre revendications républicaines et esprit associatif, permettant aux institutions de se glisser aisément dans la démarche.

Ainsi, nombreuses ont été les figures dirigeantes de l'appareil d'État ayant fait le déplacement à Marseille pour venir soutenir la famille Kessaci.

La faiblesse des rassemblements anti-narco du 22 novembre 2025 démontre la faiblesse politique des masses populaires en France. Il y a une apathie entretenue par la société de consommation conjuguée à la terreur diffusée par le poids croissant pris par les narcos dans le paysage culturel, économique, et désormais politique, du pays.

Enfin, il y a la responsabilité de la gauche gouvernementale et de la gauche de la gauche qui ne cherchent nullement à s'emparer du sujet.

Alors qu'Amine Kessaci est militant chez les Écologistes (anciennement EELV) et que son association a pu compter sur les locaux du PCF de son quartier pour se lancer, jamais il n'a été question pour ces partis de lancer leurs énergies militantes dans une perspective de mobilisation populaire.

Le discours pré-enregistré d'Amine Kessaci lors du rassemblement anti-narco à Marseille du 22 novembre 2025

« Au nom de mon frère Mehdi, mort pour rien, exécuté en pleine rue, au nom de ma famille déchirée de douleur, au nom de tous les miens, je veux vous remercier d'être mobilisés aujourd'hui.

Mon frère Mehdi était innocent. Il n'était coupable que d'être mon frère. Il était bon, droit, sincère. Il avait la vie devant lui. Retenez son nom. Faites-le retentir ou murmurez-le, peu importe. Mille fois répétez son nom. Ne le laissez pas tomber dans l'oubli qui est une seconde mort. Mehdi, Mehdi, Mehdi. Mehdi mon frère. Je suis inconsolable.

Je demande la justice pour Mehdi. Je demande la Justice pour Brahim, mon autre frère assassiné. Je demande la sécurité pour ma famille.

Mon frère Mehdi voulait être gardien de la paix. Il faut que la paix revienne dans nos quartiers. Il faut que notre jeunesse puisse grandir sans craindre de mourir. Ce n'est pas parce que nous vivons dans des quartiers populaires que nos vies ne valent rien.

Mon frère est mort pour rien, et on nous traite comme des moins que rien.

Nous aussi, nous valons la peine. Nous aussi, nous voulons un avenir. Nous aussi, nos nuits sont mêlées de cauchemars et de rêves. Nous aussi, nous aimons nos parents, et nos parents aiment leurs enfants.

Un homme politique a proposé que je reçoive la légion d'honneur, mais je ne cherche aucun honneur pour moi. Ma poitrine est trop lourde de douleur pour recevoir une quelconque décoration.

Ce sont les mamans des quartiers qui méritent une décoration. Pour leur courage, leur dignité, pour leur combat de chaque jour. Ma mère s'est battue pour nous élever et nous protéger. Et aujourd'hui, elle a perdu deux fils. C'est elle pourtant, qui me permet de tenir debout.

Pour elle, je ne me tairai pas. Je continuerai à dire ce que mes yeux voient, ce que mon esprit sait et ce que mon cœur me dicte.

Depuis des années, nous alertons. Nous parlons parce que nous savons que le silence tue. Mais qui nous écoute ?

L'État nous abandonne depuis trop longtemps. Chacun de ses reculs a favorisé l'avancée du narcotrafic. Le départ des services publics, la fin de la police de proximité, les moyens trop faibles des enquêteurs et des enquêteuses, les enseignants auxquels on demande tant en leur donnant si peu. Voilà ce qui fait les affaires des traquants.

Bien sûr, nous avons besoin de policiers, de sécurité. Bien sûr, il faut renforcer les moyens de la lutte contre le narcotrafic. Mais nous avons besoin de justice sociale, d'engagement de l'État et des collectivités, de soutien aux associations qui font le boulot tous les

jours avec très peu de moyens, et je sais de quoi je parle parce que depuis des années l'association Conscience, présidée par ma mère, fonctionne avec des moyens dérisoires

Nous ne demandons pas la charité. Nous demandons la justice. La France entière doit comprendre que ce qui se passe dans nos quartiers la concerne. Ce pays a fermé les yeux sur ce que nous vivions, et maintenant il se réveille avec un monstre qui s'est infiltré partout. Notre pays a un problème avec les drogues : il vit sous dépendance. Et cette dépendance est exploitée par le narcotrafic. La souffrance psychologique et la misère qui monte sont des armes puissantes entre leurs mains. Ils jettent leur dévolu sur les enfants perdus de la République, les déshumanisent en les dressant comme on dresse des bêtes féroces, puis en font des esclaves dociles.

Voilà la vérité : le narcotrafic recrute. Le narcotrafic contrôle. Le narcotrafic corrompt. Et le narcotrafic tue. Plus personne ne peut dire que nous ne savions pas.

Mes frères sont morts. Mais vous tous, vous êtes vivants. Nous sommes vivants. Je ne sais pas ce que sera ma vie maintenant. Mais je sais que j'ai besoin de vous, de votre engagement, dans la durée.

Entrez en résistance. Luttez, parce que lutter c'est vivre.

Je veux voir toutes les mains se lever. Dressez-les vers le ciel pour rendre hommage à mes frères assassinés.

Levez-les pour dire que nous sommes ensemble. Levez-les pour dire que ce pays ne baissera pas la tête. Levez vos mains et levez-vous. N'attendons pas assis que le narcotrafic détruise nos vies et notre pays. Pour nos quartiers, pour la justice, pour nos familles, pour nos vies, levons-nous. Debout, debout, debout. »

Les différents aspects de la corruption des narcos

Il va sans dire que la perspective d'Amine Kessaci, qui relève du social-républicanisme héritière de Jean Jaurès, avait potentiellement la dynamique culturelle pour aller sur le terrain du Socialisme ou, à minima, celui de la social-démocratie historique. Finalement, ce qui est ressorti du rassemblement à Marseille, c'est une démarche républicaine tout court sans envergure revendicative sociale.

C'est toute une séquence historique qui se dévoile ici, car la faiblesse de ces rassemblements montre en réalité le poids pris par les narcos dans toute la société.

De toute façon, il est parlé d'une économie qui emploie 200 000 personnes et génère un chiffre d'affaires de près de 5 milliards d'euros par an (sans que cela soit vérifiable en soi).

Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le blanchiment de capitaux représenterait entre 2 % et 5 % du PIB mondial, soit 1 600 à 4 000 milliards de dollars. Cela représenterait ainsi quelque chose comme 40 à 60 milliards d'euros rapportés au PIB français en 2024. Cela équivaut au budget de l'armée pour 2026.

Ces sommes sont réinvesties dans des commerces tels que des coiffeurs, ongeries, bars à chicha, kebab, « barber shop ». C'est une source de corruption pour toutes les

personnes qui gravitent autour de ces commerces.

Mais cela favorise également la corruption des secteurs clefs pour l'acheminement de la drogue, notamment de la cocaïne en France. On pense ici aux dockers et aux marins-pêcheurs qui sont en première ligne face à cette tenaille. Rappelons ici le dramatique assassinat d'Allan Affagard en 2020, docker de 40 ans du Havre, après avoir refusé de faire affaire avec les narcos.

En avril 2025, ce sont 30 marins-pêcheurs qui ont été interpellés dans le cadre d'une saisie de 800 kilogrammes de cocaïne, dont certains originaires du Havre en Seine-Maritime et de Ouistreham dans le Calvados.

Ces marins-pêcheurs peuvent toucher gros pour aller récupérer de la marchandise au large des côtes par la technique du « drop off » (largage en pleine mer puis récupération), certains parlant de 500 000 euros.

L'État a mis en place un numéro de téléphone pour témoigner de manière anonyme, toutefois personne n'y croit vraiment tant les communautés de dockers et de marins-pêcheurs sont des mondes clos.

Plus récemment, la sonnette d'alarme a été tirée par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) quant au risque d'infiltration et de corruption des acteurs politiques dans le cadre des élections municipales de mars 2026. Il faut dire qu'il y a de nombreux signaux, témoins du niveau de la situation.

En octobre 2021, c'est la maire d'Avallon ainsi que son adjoint au commerce qui ont été mis en examen après que 70kg de cannabis et près d'un kilo de cocaïne ont été découverts à son domicile.

Bien qu'elle soit redevenue témoin assisté dans l'affaire, l'enquête suit toujours son cours, avec toujours les deux frères mis en examen.

Plus récemment, en janvier 2025, les bâtiments ainsi que les véhicules appartenant à la mairie ont été incendiés dans un quartier paupérisé des Saugeraies à Mâcon.

Pour le maire LR de la ville, Jean-Patrick Courtois, ces émeutes auraient fait suite à la demande par des dealers d'une mise à disposition d'un local présenté comme devant servir aux jeunes, alors même qu'une structure dédiée en ce sens existe déjà dans le quartier.

Après son refus, le maire aurait eu des menaces, avant que survienne l'émeute visant les biens publics.

En octobre 2025, c'est le maire de Sarcelles, Patrick Haddad qui fut caillassé à la sortie d'une réunion publique dans une cité de la ville après avoir affirmé que cette dernière était passée sous le contrôle des trafiquants.

Il y a donc les intimidations et les passages à l'action violente, après que la corruption ne fonctionne pas ou pas assez. Cette corruption ne procède en réalité pas directement par l'« achat » d'élus, mais plutôt sous des formes de clientélisme visant à acheter des soutiens grâce à des rapports indirects entre monde politique et narcotrafiquants.

Cela se rapproche donc d'une corruption qui n'est pas financière mais plutôt « sociale » au sens d'encadrement des quartiers avec l'établissement d'une sorte de contre-société.

Il y a une prise en charge de l'aide au quotidien pour les habitants, d'activités sociales, y compris même parfois des vacances estivales. Cela est fait dans le but d'acheter la tranquillité et de permettre au *business* de tourner sans avoir le risque d'être malmené ou d'être donné à la police.

Il y a notamment eu ces cas de règlements posés dans les halls d'immeubles occupés par le narcotrafic comme à la cité Pablo Picasso de Nanterre, ou bien les courriers directement adressés aux habitants pour s'excuser des

« gênes occasionnés » par ce même trafic, tel que par exemple à Bagnols-sur-Cèze.

Ces différents aspects de la corruption révèlent que le trafic de drogue a connu un saut qualitatif qui s'exprime dans l'expression même de « narcotrafic ». Ce sont alors des stratégies marketing conjuguées à la mise en place de réseaux d'influence sociale et politique.

En Isère, les narcos ont distribué des cartons publicitaires présentant leurs offres de livraison à domicile aux habitants des quartiers dortoirs de Poisat et d'Eybens, mais aussi sur le campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères.

Il n'est plus question d'une « marge », d'un marché « parallèle » avec des « dealers », mais d'un rouage économique essentiel dans un mode de production capitaliste en crise générale avec des « cartels » qui brassent des sommes gigantesques offrant des leviers considérables.

En suivant le chemin de l'accumulation capitaliste qui vise à s'élargir toujours plus, le narcotrafic vient cannibaliser les secteurs légaux de l'accumulation capitaliste.

Mentionnons ici pour ces raisons la fermeture fin novembre 2025 des locaux de l'entreprise Orange à Marseille accueillant 1200 salariés ou le possible déménagement des locaux de la BNP Paribas et du magasin Leroy Merlin du quartier Rosa Parks à Aubervilliers, devenu invivable de par la fréquentation des usagers de crack.

Par conséquent, il faut affirmer que l'époque de la figure du « dealer » telle que cela pouvait exister jusqu'au début des années 2010 est révolue : ce ne sont plus des « simples » dealers gérant un petit business local, mais des protagonistes inscrits dans une économie intégrée et dominée par des monopoles, de la production à la distribution en passant par la logistique.

Dans un tel cadre historique, il ne peut pas y avoir de retour en arrière : ou bien la Révolution arrache la société au retour de la barbarie ou bien elle continuera de s'enfoncer.

Les positions de la gauche gouvernementale et de la gauche de la gauche

Après l'appel à la mobilisation populaire lancé par Amine Kessaci, force est de constater que les forces de la gauche gouvernementale ainsi que celles de la gauche de la gauche n'ont pas mis en branle leurs forces militantes pour transformer ce mot d'ordre en réalité.

Il ne manquait pourtant pas le terreau favorable, comme à Échirolles avec cette maire PCF confrontée à la fermeture pendant plusieurs semaines à la fin de l'année 2024 de la cantine scolaire de l'école maternelle du fait des violences issues d'un point de deal à proximité.

Suite à ces événements, la maire Amandine Demore avait tiré la sonnette d'alarme amenant notamment le secrétaire du PCF Fabien Roussel à rencontrer le ministre de l'Intérieur début 2025 pour lui présenter un « plan » qui différait bien peu des mesures de la loi contre le narcotrafic votée en juin 2025. Pourtant, à Échirolles, le rassemblement du 22 novembre 2025 dans cette même ville a mobilisé à peine 80 personnes.

Dans le communiqué « assassinat de Mehdi Kessaci : un défi pour la République », le PCF écrit :

« Chaque vie perdue dans ces conditions est une défaite de la République, et un échec collectif.

Enfin, nous invitons l'ensemble des forces politiques, des associations, des citoyens, à se mobiliser. Car c'est aussi un combat de tous les jours – pour la justice sociale, pour un accès réel à l'égalité, pour que les quartiers

populaires ne soient pas « la marge » mais le cœur de la nation. »

Dans un meeting à Marseille le 23 novembre 2025, le secrétaire du PCF Fabien Roussel a déclaré :

« Justice pour Mehdi », « plus d'égalité, moins de criminalité ».

Ce slogan doit devenir une volonté commune pour combattre ce fléau qui gangrène les cités Nord de Marseille, comme celles des autres villes de France : Grenoble, Nîmes, Lyon, Paris, Savigny, et même nos campagnes n'échappent plus à cette calamité.

Oui, le pays doit se mobiliser tout entier et savoir engager le fer contre le narcotrafic. Voilà une guerre que nous sommes prêts à mener, et sans transiger. Et cette guerre-là, elle n'est pas perdue. Je n'accepterai jamais que l'on dise qu'elle est perdue.

En revanche, il faut la mener et ne pas céder un pouce de terrain à ces truands, à ces bandits, à ces criminels.

Cela doit être un combat de toute la République, que nous devons mener tous ensemble, dans la diversité de nos opinions. Ne leur cédons rien, pas un pouce de terrain. Voilà la guerre que nous voulons mener, ici, à l'intérieur.

Cela doit être un combat de toute la République, que nous devons mener tous ensemble, dans la diversité de nos opinions.

Ne leur cédons rien, pas un pouce de terrain. Voilà la guerre que nous voulons mener, ici, à l'intérieur.

Et oui, c'est possible. Oui, c'est possible de responsabiliser les consommateurs qui alimentent ces trafics, en leur rappelant que chaque gramme de cocaïne, chaque barrette de shit, est taché du sang de ceux qui meurent sous les balles des trafiquants.

Il est possible de mener des politiques de santé publique efficaces, qui s'attaquent réellement aux problèmes d'addiction dans notre pays. Il est possible et même indispensable d'embaucher 60.000 agents de police, d'enquêteurs, de douaniers, de magistrats, pour mener ce combat sans merci. »

On reconnaît bien là la posture de bon élève républicain du PCF qui nie la nécessité de la violence révolutionnaire et d'une nouvelle culture pour le renversement du capitalisme, dont le narcotrafic est l'expression la plus brutale et régressive.

Si l'on met ces propos en lien avec la faible mobilisation à Échirolles, on comprend bien que le PCF ne souhaite pas faire de vague, n'ayant aucune volonté de mobiliser largement le peuple car à part des mots dans un communiqué, il n'y a pas eu de militantisme pour les mettre en pratique.

Du côté du PS, on peut citer la ville d'Avignon qu'il dirige. C'est dans cette ville qu'un groupe scolaire dans le quartier du Chemin-bas est cerné par les trafiquants, ce qui a entraîné au début de l'année 2024 à l'arrêt de travail de 11 enseignants sur les 19 que compte l'établissement.

Pourtant, ce sont 300 personnes qui se sont mobilisées pour une ville qui compte plus de 90 000 habitants, dont plus de 7 000 dans le quartier du Chemin-bas. De toute manière, on ne trouve aucun communiqué sur le site du

Parti Socialiste revenant sur l'assassinat de Mehdi Kessaci.

Les Écologistes défendent quant à eux comme stratégie la légalisation des drogues. Ce sont les propos de Marine Tondelier, secrétaire des Écologistes, à Marseille le 22 novembre lors du rassemblement anti-narcos :

« La France est l'un des pays européens qui est parmi les plus répressifs et où il y a le plus de consommateurs. Ce sont toujours ceux qui sont en bas de la chaîne qui sont arrêtés et remplacés dans l'heure par les réseaux.

Quand on a emprunté une impasse avec le tout répressif, il faut savoir faire demi-tour, analyse-t-elle. La prohibition pour faire de la prévention, c'est compliqué. »

Fin janvier 2025, le maire Écologiste de Grenoble Eric Piolle demandait un référendum sur la dépénalisation du cannabis. Or, il est évident qu'il n'y a pas de répression en profondeur du narcotrafic, cela étant par nature impossible dans un capitalisme qui faire primer le *laissez-faire, laissez-passer* et où une bonne partie de la bourgeoisie a été contaminée par les valeurs libérales-libertaires.

Quant à la gauche de la gauche, il a bien fallu marquer un soutien à Amine Kessaci mais au-delà rien n'a été enclenché en direction d'une mobilisation à la base par l'énergie militante disponible.

On ne trouve aucun communiqué officiel sur le site de la France Insoumise, ni même sur le blog de Jean-Luc Mélenchon sur l'assassinat de Mehdi Kessaci.

Pour LFI, la perspective est de combiner un pseudo renforcement de l'État au travers d'une légalisation de la consommation de cannabis.

Les multiples interventions de ses principales figures sont toutes allées dans ce sens. En réalité, plus que d'un renforcement de l'État dans le sens d'une défense de la civilisation, ces positions visent surtout à la tolérance libérale pour mieux banaliser et déculpabiliser consommateurs et revendeurs.

Il y a par exemple eu ces propos hallucinants tenus à la fin novembre 2025 par le candidat LFI, Allan Brunon, pour les élections municipales à Grenoble comme quoi son « *équipe municipale ne fera pas la chasse aux dealers* ».

De toutes manières, ce parti est à l'avant-poste du libéralisme à ce niveau puisqu'en février 2025 l'un de ses députés Antoine Léaument présentait en collaboration avec le député macroniste Ludovic Mendès les conclusions d'une mission d'information visant à « *évaluer l'efficacité de la politique de lutte contre les trafics de stupéfiants* ».

Il y était défendu la légalisation de la consommation de cannabis. Olivier Faure du Parti Socialiste s'est lui aussi montré favorable à une expérimentation de ce type dans certaines « villes laboratoires ».

Même son de cloche du côté du NPA-A dans son article « Meurtre de Mehdi Kessaci : vous n'êtes pas seulEs ! » :

« C'est l'état d'urgence social et sanitaire qu'il faut décréter!

Légalisation de la consommation et de la plantation domestique de cannabis, prévention et accompagnement des consommateurices de drogues, contrôle accru des marchandises et des flux financiers sales, retour des services publics de proximité dans les quartiers populaires, lutte contre l'assignation raciale et territoriale... voilà les premiers jalons d'une lutte

continue et profondément anticapitaliste. »

Du côté de « Révolution Permanente » qui a publié deux articles les 18, 21 et 22 novembre, avec notamment des étiquettes de référencement pour le moins révélatrices de la nature petite-bourgeoise de cette organisation : « antiracisme », « quartiers populaires », « répression policière ».

Voici les titres des articles :

- « Union nationale » contre le narcotrafic : l'État lance la machine à instrumentalisation sécuritaire »
- « Assassinat de Mehdi Kessaci : Macron instrumentalise le drame pour avancer son agenda sécuritaire »
- « Assassinat de Mehdi Kessaci par une mafia : l'État est responsable, refusons la récupération sécuritaire »

Chez « Révolution Permanente », on ne trouve aucune critique du capitalisme en crise, aucune mise en avant de la lutte des classes, mais la dénonciation d'une supposée « instrumentalisation sécuritaire » et le libéralisme comme horizon avec la légalisation de la consommation de cannabis :

« Sous couvert de lutter contre le trafic de drogues, l'État prépare un durcissement autoritaire, qui frappera non seulement les quartiers populaires mais s'attaquera plus largement aux droits démocratiques. Alors que la France dispose déjà de la législation contre la drogue la plus répressive d'Europe, la loi narcotrafic consacre de nouveaux dispositifs liberticides graves : accroissement des moyens de surveillance et de répression, acharnement contre les prisonniers, exclusion des familles de leurs logements sociaux, etc. »

« Tandis que la prohibition fait le lit des trafics, il faut exiger la légalisation des drogues, à commencer par le cannabis, comme c'est déjà le cas avec le tabac, l'alcool et certains médicaments. Cela ne pourra se faire sans un renforcement de la prévention et de l'éducation, au quotidien, ce qui impliquerait, là aussi, d'en finir avec la casse du secteur éducatif et de la santé. »

Soulignons qu'il est parlé de « à commencer » par le cannabis, le projet est donc éventuellement de légaliser d'autres drogues, d'ouvrir les vannes de la défonce *quand bien même la fuite dans les drogues est une contre-révolution permanente dans le quotidien capitaliste.*

Il n'y a aucune perspective révolutionnaire dans ces propos mais une posture typique de la petite-bourgeoisie associative salariée dans les secteurs « sociaux ». Au fond, derrière la dénonciation de l'État, il y a surtout la revendication que l'État fasse du « social » et non pas du « sécuritaire ».

C'est la posture sociale-associative de la gauche de la gauche française, qui se trouve bien résumée par François Ruffin dans sa note de blog « Retour de Marseille : le gouvernement va-t-il encore faire semblant ? » publiée le 24 novembre : « *la guerre contre le drogue ne se gagnera pas de l'extérieur, mais de l'intérieur. Avec les parents, les assocs, les centres sociaux, pour alliés.* »

Il y a zéro critique de la décadence de l'État bourgeois, y compris dans ses ramifications dans la société civile, ni même d'analyse de ce que représente le lumpenprolétariat dans la crise du capitalisme développé.

Une telle critique est hors de portée pour la petite-bourgeoisie, couche sociale coincée entre bourgeoisie et prolétariat, bien trop instable pour générer une nouvelle classe dirigeante en mesure de porter la civilisation

pour tous (y compris donc pour les quartiers paupérisés). Derrière ces appels à la « justice sociale » et à la légalisation du cannabis, il y a surtout la perspective de permettre au capitalisme légal de continuer à tourner sans être trop perturbé.

Cette couche sociale ne peut pas comprendre qu'à un moment donné, le cannibalisme social issu de la misère ne peut plus être simplement combattu par la « justice sociale » mais qu'il faut également une confrontation militarisée avec l'économie de la drogue, reflet du pourrissement du capitalisme en crise générale.

Il y a l'espoir typiquement petit-bourgeois d'« encadrer » le capitalisme par des mesures sociales dans le but de limiter les horreurs du narcotrafic tout en acceptant la consommation de drogues.

La petite-bourgeoisie ne peut pas le comprendre car elle n'a pas une lecture scientifique du mode de production capitaliste et elle vise surtout à s'établir dans ce même mode de production.

C'est un contournement de la lutte des classes et de la nécessaire guerre du peuple pour sa libération, pour la survie de ses franges paupérisées et plus généralement pour la défense de la civilisation pour tous.

Il faut une répression d'un genre nouveau, portée par le peuple et une morale nouvelle puisque l'État bourgeois s'effondre. Au fur et à mesure que la France s'enfonce dans la seconde crise générale, on comprend que se confronter au cannibalisme social constitue même un des éléments fondamentaux de la stratégie révolutionnaire de construction d'un nouveau pouvoir.

Ce n'est clairement pas avec une telle perspective, qui esquive la dimension historique du problème, que les masses populaires pourront éléver leur conscience politique et avoir les leviers idéologiques et culturels adéquats pour lutter contre la diffusion et la consommation de drogues.

C'est du côté de Lutte Ouvrière que l'on retrouve le b-a-ba de la critique révolutionnaire. Dans « Marseille : l'assassinat de Mehdi dans une société qui pourrit » publié le 19 novembre, il est conclu :

« La situation ne fait pourtant qu'empirer car le principal terreau du narcotrafic qui gangrène la société est d'abord la pauvreté entretenue par le chômage de masse, auquel s'ajoutent le délabrement des cités populaires, la dégradation des services utiles à la population et l'abandon de la jeunesse livrée aux trafics.

Pour un autre avenir, cet ordre social pourri par le fric et le chacun pour soi ne mérite que d'être renversé. »

Dans l'article du 26 novembre « Trafic de drogue, un fléau et ses responsables », il est également dit que « *la pauvreté et le délabrement général de la société fournissent aussi bien les consommateurs que les*

dealers ». On peine toutefois à trouver une analyse plus approfondie du phénomène alors qu'il s'impose d'ores et déjà comme un fait de société majeure qui empoisonne la vie d'un très grand nombre de personnes.

Quant à la scène « marxiste-léniniste », avec le PRCF, le PCRF, l'Union pour la Reconstruction Communiste, on ne trouve aucun communiqué ni analyse sur leurs sites officiels. Il en va de même évidemment pour les faux-maoïstes de la « Cause du peuple », d'*« Unité Communiste »* et de « Reconstruction communiste ».

Le panorama est assez clair. On a une gauche qui dans sa grande majorité est alignée sur les valeurs libérales-libertaires ou bien un silence qui en dit long sur l'absence d'antagonisme avec le pourrissement du capitalisme.

Un antagonisme qui doit pourtant être politique, idéologique et culturel.

Se confronter au narcotrafic, c'est se confronter à la crise du capitalisme qui nécessite un haut niveau d'analyse d'économie politique ainsi qu'une conscience accrue de ce qu'est la civilisation. ■



La consommation de drogue comme facteur moderne de reproduction sociale dans les métropoles impérialistes

Si Karl Marx écrivait *Le Capital* au XXI^e siècle, il ne fait nul doute que le trafic de drogue aurait une place importante dans l'analyse. Il en va de même pour Lénine dans son étude de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

D'abord parce que son trafic permet de fluidifier l'accumulation du capital à l'échelle internationale avec des mécanismes de circulations financières habiles entre les centres du capitalisme et les pays du Tiers-Monde, ensuite parce que sa consommation reflète une mentalité propre au capitalisme de la société capitaliste de consommation. Enfin il y a la dimension d'encadrement social qu'il permet.

Les deux derniers points forment les éléments les plus centraux pour l'analyse du trafic de drogue dans son imbrication avec le mode de production capitaliste confronté à sa crise générale.

L'enjeu est simple, en étant en même temps d'envergure historique : il s'agit de maintenir un ordre social tout à la fois dans les quartiers paupérisés des centres du capitalisme mondial, mais aussi dans les ghettos et les campagnes semi-féodales des pays du tiers-monde.

De ce point de vue, le narcotrafic a bénéficié de la poussée capitaliste de la période 1989-2020.

Il a pu compter sur l'ouverture massive des flux financiers et économiques à travers la « mondialisation », ainsi que de la chute du social-impérialisme soviétique et de l'intégration au capitalisme de la Chine, n'offrant plus de contrepoids culturel et historique à la dynamique du narcotrafic.



Historiquement, la drogue a toujours reculé en parallèle avec l'essor révolutionnaire des peuples. Il suffit de citer l'exemple de la Chine et son triomphe populaire contre la consommation d'opium imposée par les impérialistes au XIX^e siècle.

De la même manière que tout révolutionnaire sait bien que la drogue a toujours été utilisée par les forces dominantes pour corrompre et avilir les forces du mouvement.

De fait, la victoire du capitalisme sur sa première crise générale en 1989 a (ré)ouvert grand les vannes. Avec un développement massif des forces productives, la tendance inéluctable de la chute du taux de profit du mode de production capitaliste s'est vue approfondie.

Comme on le sait, il y a tendanciellement baisse de la partie variable du capital et hausse de sa partie constante, ce qui dialectiquement donne tout à la fois moins de prolétaires et plus de prolétaires.

Plus de prolétaires, car la hausse de la productivité permet l'ouverture et la conquête de nouveaux marchés, donc de nouvelles branches d'accumulation. Moins de prolétaires, car cette même hausse exige dans chaque branche moins de travail salarié réalisé du fait de l'efficacité technique et technologique mise en œuvre.

Cela a pour conséquence la chose suivante, décrite par Karl Marx :

« La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail, sont plus considérables.

Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse.

Mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. »

Plus de capital revient à plus de travail. Plus de travail revient à plus de misère. Dans la période 1989-2020, cette tendance du mode de production capitaliste a connu un approfondissement quantitatif débouchant sur un bond qualitatif au niveau social :

- dans les centres du capitalisme mondial, il y a l'intensité de l'exploitation nerveuse des prolétaires, les obligeant à maintenir des seuils de performances sans précédents dans un quotidien aliéné dégradé (trajets ennuyeux domiciles-travail, isolement, épuisement nerveux quotidien...), et en parallèle à la baisse tendancielle de la partie variable du capital, il y a donc eu le pourrissement du « *dernier résidu* » de l'armée de réserve ;
- dans les pays du Tiers-Monde, il y a eu une baisse relative du poids de l'agriculture traditionnelle, ayant elle-même connu le boom de productivité, conduisant à un élargissement de l'activité de production et de distribution de produits stupéfiants, telles que les cultures de la feuille de coca et du cannabis.

Dans un tel cadre historique, les classes dirigeantes du mode de production capitaliste ne peuvent pas mener une guerre à la drogue.

C'est impossible économiquement, mais également historiquement, tant le trafic de drogue survient comme une force permettant un relatif encadrement des rebuts sociaux de ce même mode de production et le conditionnement d'une partie de l'armée de travail active aux impératifs de la valorisation capitaliste.

À ce titre, Karl Marx nous explique :

« C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même. »

Voilà les produits du développement du capitalisme confronté à son impasse historique et qui donnent lieu à la « *dégradation morale* » et au retour de « *l'esclavage* » dans les parties de l'armée de réserve industrielle qui pourrissent sur elles-mêmes.

Au-delà de l'armée de réserve, il y a donc le prolétariat actif. Force est de constater que dans les centres du capitalisme développé, ce prolétariat n'a plus rien à voir avec ce qu'il était jusqu'aux années 1980.

Il est devenu un prolétariat métropolitain, caractérisé principalement par un éloignement du travail réellement productif et transformateur, dépendant plus directement d'emplois de la fin de la chaîne productive et modelé par une subsumption réelle tant au niveau de la production qu'au niveau de la consommation.

Par définition, le prolétaire de la métropole du capitalisme développé ne peut pas être en bonne santé mentale. Il est nécessairement un être humain déformé, malmené, avec des tendances négatives qui rongent sa psyché du fait même de sa profonde aliénation au règne marchand et de son rapport dorénavant indirect au travail réellement transformateur.

Cette transformation de la figure prolétarienne suit le parcours de l'accumulation du capital. Elle explique en ce sens le boom de la consommation de drogues, quand celles-ci étaient limitées à certaines franges les plus misérables jusqu'à la fin du XXe siècle.

À titre illustratif, l'épidémie d'héroïne des années 1980 a touché au maximum 200 000 personnes en France. On est loin, très loin, des 5 millions de consommateurs de cannabis annuels, dont 1 million au quotidien, ainsi que des 1,1 million d'usagers de cocaïne en 2023.



Naturellement, il y a une différence de nature entre les drogues et l'héroïne est une drogue qui peut repousser bien plus facilement que le cannabis. Cependant, cette différence de nature repose sur la différence entre les périodes. Le capitalisme français, en 2025, ne produit pas une consommation de masse d'héroïne ou de crack. Ces drogues ne sont pas « conformes » aux besoins destructeurs du moment.

Cela peut changer, bien entendu, en fonction de la décadence du capitalisme.

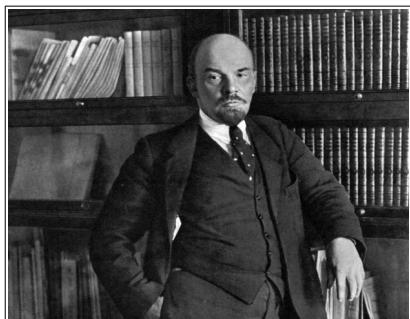
La raison de ce boom spécifique de la consommation réside dans le fait que les épidémies de drogue d'avant 1980 relevait de processus de désocialisation, ce qui était un grave danger pour l'accumulation de capital, et donc de forces de travail.

Au contraire, avec l'élan capitaliste de la période 1989-2020, la drogue est devenue synonyme de socialisation dans le cadre d'un capitalisme toujours plus exigeant en termes de production et de consommation. Ce n'est donc pas simplement qu'il y a eu davantage de consommation de drogues, c'est qu'il y a eu un bond qualitatif dans la nature même de la consommation.

Dans ce cadre, deux types de drogues permettent à cette force de travail de se reproduire socialement dans les conditions de la valorisation capitaliste. D'un côté, il y a le cannabis qui permet (en apparence) de faire retomber la pression, et d'un autre côté, il y a la cocaïne qui permet (en apparence) de tenir la pression.

Puis s'ajoutent dorénavant les drogues de synthèse qui permettent aux travailleurs devenus acteurs de la consommation de capitaliste de tenir dans la course au « bonheur » marchandisé.

La classe ouvrière a tenu dans la vie quotidienne capitaliste des XIXe et XXe siècle « grâce » à l'alcool. Le prolétariat et plus généralement les masses populaires du XXI siècle comptent dorénavant sur le cannabis et la cocaïne pour faire face. Production et consommation de drogues ne sont plus des phénomènes qui suivent, mais un processus généralisé qui alimente la dynamique du capitalisme lui-même.



Ce cadre historique posé s'est vu confirmé par l'irruption de la seconde crise générale du capitalisme lors de la pandémie de Covid-19 en 2020.

La dénaturation toujours plus aboutie de la vie quotidienne sous le capitalisme amène un nombre croissant de personnes à chercher à s'échapper d'une vie monotone et morose, mais cela se fait par des moyens qui les rivent aux aspects les plus sombres et aliénants du mode de production.

Le dernier aspect est sans aucun doute celui qui a émergé dans le sillage de la crise du Covid-19 et de ses confinements successifs avant la reprise en ordre. Une reprise qui n'a été qu'un paravent, le capitalisme s'étant confronté à un mur et devant chercher à s'en sortir dorénavant par la guerre. À la dureté de la vie sous le capitalisme qui a repris comme si de rien n'était est venu s'ajouter le retour de la perspective de la guerre comme moyen capitaliste de se sortir de la crise.

Cela en dit long sur le craquage nerveux, psychique qu'ont connu des secteurs de la population pendant le confinement, qui souvent a été corrélée par une absorption-hypnotisation par les réseaux sociaux.

Dialectiquement, évidemment, cela a provoqué une remise en question dans d'autres parties de la population, avec une prise de conscience de la nocivité de la drogue et de l'alcool ainsi qu'une nécessité d'avoir une bonne hygiène de vie.

Mais pour la partie de la population qui a craqué, le confinement, au lieu d'avoir été un espace de respiration intellectuelle et culturelle, a été vecteur pour la désensibilisation par rapport au réel. Il a fallu fuir, s'échapper puis la « reprise » du train-train quotidien a nécessité de tenir vaille que vaille, coûte que coûte.

Cela explique la morosité ambiante conjuguée à une espèce de mentalité aigrie et fataliste, terreau historique pour la généralisation des drogues.

Toute cette expérience a eu un impact durable sur les subjectivités qui, sans l'idéologie révolutionnaire, se sont trouvées submergées émotionnellement et psychiquement sans avoir d'issue positive à ces traumatismes. Pour tenir, la drogue est intervenue comme condition essentielle à la non-rupture subjective dans le capitalisme en crise générale.

Au-delà de ces processus sociaux internes au mode de production capitaliste, le narcotrafic s'appuie sur les multiples élargissements du capitalisme de la période 1989-2020.

Cela va de l'usage habile des outils numériques à l'acquisition d'armes à bon marché dans la suite des conflits d'Europe de l'Est, en passant par la fluidification libérale du commerce mondial.

Il convient là aussi, du point de vue purement économique, de contester la fausse guerre à la drogue menée par la bourgeoisie.

Les narcos peuvent en effet compter sur le fonctionnement du mode de production capitaliste appliqué au secteur du fret maritime avec des monopoles (CMA-CGM, Maersk, MSC...) qui cherchent à maintenir leur compétitivité en évitant trop bousculés et freinés par des mesures de contrôle trop contraignantes.

Au *laissez-faire, laissez-passer* du commerce mondial s'ajoute l'approche des États de droit de la bourgeoisie, conditionnée par la logique marchande elle-même.

Il faut avoir à l'esprit que les saisies de drogue sont faites tout à la fois pour rassurer l'opinion publique et pour faire œuvre de régulation du marché. C'est une logique de gestion libérale qui vise à maintenir le flux de drogue dans un cadre acceptable, en jouant sur le prix de vente (le risque de saisie augmentant le prix).



Il n'y a clairement pas une volonté planifiée portée par l'appareil d'État d'en finir avec la distribution et la consommation de drogues, car le trafic de drogues est trop imbriqué dans tous les aspects du mode de production capitaliste.

Il est entièrement faux et anti-populaire de dire que la « guerre à la drogue » est un échec. Il n'y a pas de guerre à la drogue qui tienne dans le capitalisme et il ne faut pas être hypnotisé par les opérations policières qui ne sont que des opérations de communication doublées d'une logique gestionnaire.

L'essor du narcotrafic dans le cadre de la première crise générale du capitalisme

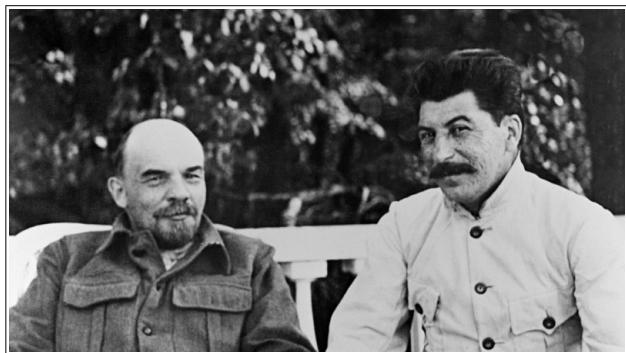
La consommation de psychotropes remonte aux tréfonds d'une Humanité encore sous-développée et non maîtresse de ses conditions de développement historique. La question n'est pas ici de revenir sur la genèse de cette consommation et le besoin historique de pouvoir s'en débarrasser dès la fin du XXe siècle.

Il s'agit ici plutôt de voir la progressive irruption des drogues, au sens des psychotropes en dehors de l'alcool, dans la société capitaliste moderne. Si jusqu'à l'essor des forces productives dans le cadre du capitaliste la drogue est une sorte d'opium telle la religion dans le cadre du parcours inégal de l'Humanité, il est évident qu'elle intervient ensuite comme palliatif à une Humanité qui n'arrive pas à réaliser le bond historique vers le Communisme.

Le Communisme comme réunification de l'Humanité avec elle-même et l'Univers en général grâce à la maîtrise pleine et consciente de son développement spécifique est la clef historique pour se débarrasser du besoin de psychotrope. En attendant, plus le mode de production développe les forces productives et appelle ce saut qualitatif à se réaliser, plus la drogue surgit comme instrument contre-révolutionnaire pour précisément bloquer ce bond révolutionnaire.

Vu sous cet angle et cette utilité, la drogue surgit comme telle dans le cadre de la première crise générale du capitalisme.

C'est en 1916 qu'une première loi est votée en France pour limiter la consommation de drogues, surtout pour encadrer la consommation d'opium et de cocaïne, tout en visant le cannabis, qui fait rage dans les tranchées de la Grande Guerre. Les soldats de la Première Guerre mondiale, toutes armées confondues, ont été littéralement intoxiqués en parallèle à leur alcoolisation massive.



Ceci explique la diffusion plus générale de la cocaïne dans les « années folles » qui ont directement suivi la Première Guerre mondiale, facteur déclencheur de la première crise générale du capitalisme.

C'est le début des premières législations internationales pour encadrer le trafic sans que cela n'ait de dimensions contraignantes importantes.

Surtout ces législations arrivent tardivement, après que certaines substances psychotropes ont été diffusées dans la population par le biais des pharmacies, avec par conséquent une demande liée à des comportements addicts devant nécessairement être satisfaite. C'est alors l'essor du narcotrafic.

À cette époque apparaissent déjà les comportements d'abus consommateurs, avec tout un « life style » puisant dans la déliquescence des soldats démobilisés et n'ayant pas trouvé le chemin de l'idéologie révolutionnaire.

Il y a par exemple cette expérience d'envergure pour l'époque menée par le poète romantique réactionnaire Gabriele D'Annunzio dans la ville de Fiume dans le nord de l'actuelle Croatie. Dans cette petite ville portuaire revendiquée par le nationalisme italien, D'Annunzio y libéralise les pratiques sexuelles décadentes et la consommation de drogues dures, attirant alors les soldats traumatisés de la Grande Guerre.

C'est dans ce contexte historique que Lénine a posé les bases pour la formation d'une subjectivité révolutionnaire en antagonisme avec la décadence issue de la crise générale du capitalisme. C'est Clara Zetkine qui nous apprend dans ses « Souvenirs sur Lénine » publiés en 1924 :

« La Révolution exige la concentration, le renforcement des énergies. Des individus autant que des masses. Elle n'admet pas des excès, qui sont l'état normal des héros décadents à la d'Annunzio. L'excès des plaisirs sexuels est un défaut bourgeois, c'est un symptôme de décomposition. Le prolétariat est une classe qui monte.

Elle n'a pas besoin de stupéfiant ni de stimulant. Pas plus au moyen de l'excès des plaisirs sexuels qu'au moyen de l'alcool. Elle ne doit pas et ne veut pas s'oublier elle-même, oublier l'horreur et la barbarie du capitalisme.

Les motifs d'action, elle les tire de ses propres conditions d'existence et de son idéal communiste. De la clarté, de la clarté, et encore de la clarté, c'est de cela qu'elle a surtout besoin !

C'est pourquoi, je le répète, pas d'affaiblissement, pas de gaspillage d'énergies ! La maîtrise de soi, la discipline intérieure, cela n'est pas de l'esclavage, même en amour ! »

À l'automne 1934, le magazine *Regards*, lié au Parti Communiste Français, publie un reportage de Roger Guyon intitulé « Les gangsters du poison ». Voici la conclusion de ce reportage :

« La drogue, que ce soit la confiture noire de l'opium en provenance de la Perse, de l'Inde ou de la Chine, ou les poudres blanches fabriquées dans l'Allemagne du IIIe Reich, dans le Macédoine des Comitadjis, ou dans le Mandchoukuo des Japonais, arrive en Europe par mille moyens.

Tout est bon à contenir l'héroïne ou la Coco : classiques souliers à talon creux, meules de moulin, meules de gruyère dont le gruyère a été vidé et remplacé par des kilos de poison, saucissons dont la chair est remplacée par de la « came », paquets de colle en poudre où la colle est de la « coco », meubles creux et truqués, pouponnes de son où le son est de la « bigornette », boîtes de sardines remplies d'opium, etc., etc.

Les subterfuges sont parfois cocasses: tel ce lion contrebandier, dont la cage à double fond renfermait plusieurs dizaines de milliers grammes d'héroïne. Certaines méthodes des gangsters du poison sont originales. Pendant plusieurs années, par exemple, les poudres blanches entrèrent en Amérique dissimulées dans des matières volontairement choisies noires, telles que goudron, coaltar, encre d'imprimerie, mélasse, etc., les douaniers recherchant instinctivement la drogue dans les marchandises blanches.

Les poudres sont également dissoutes dans de l'eau et mélangées à d'autres matières, telles que le savon, le pétrole, le vinaigre, etc. etc.

Des manipulations chimiques simples permettent ensuite de récupérer héroïne ou morphine. En 1926, un nouveau colorant, la lubrinole, fut créée par une maison belge de Paris. À la suite d'une dénonciation des saisies de lubrinole furent opérées au Japon et au Canada. Le colorant contenait 28 % de morphine.

Mais il ne faut pas oublier que le trafic des stupéfiants, à l'échelle mondiale, ne se compte pas en milligrammes, mais en dizaines de tonnes. On a découvert, par exemple, d'un seul coup en 1932, à New-York, 4.000 kilos de morphine, soit la dose annuelle de 10.000 drogués.

Les mille et une métamorphoses de la drogue, ses cachettes baroques demeurent exceptionnelles et ne sont, souvent, que le fait de revendeurs de moyenne importance. Les véritables maîtres du poison importent leur drogue par les habituels moyens de transport, comme les autres marchandises.

La drogue, marchandise de luxe et marchandise légère, emprunte très souvent l'avion, tout comme les créations de la haute couture.

Les pilotes sont complices. Et il y quelques années, trois accidents terribles, presque simultanés, dans trois pays différents, furent tous trois attribués à la toxicomanie des pilotes, qui leur avait fait perdre tout réflexe rapide.

Dans la décennie 1921-1931, durant laquelle les gangsters de la drogue ont vendu un demi-milliard de kilos d'opium et 800 000 kilos de morphine, d'héroïne ou de cocaïne, les polices mondiales n'ont réussi à saisir que 3.000 kilos de stupéfiants !

Le cas de Mariani, cas récent, est tout à fait typique. Ce brillant inspecteur de police, promu au tableau d'avancement et nanti des plus brillantes protections (« L'œuvre » ne parlait-elle pas d'un ancien préfet de police) était chargé de la surveillance du trafic des stupéfiants dans le département du Nord.

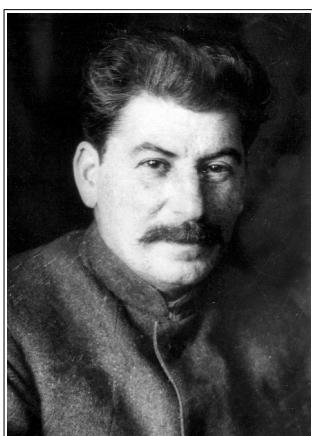
Il avait, en fait, avec un complice camelot du roi, organisé un véritable monopole de vente dans toute la région, et ses antennes s'étendaient jusque Paris.

Certes, le problème des stupéfiants ne trouvera et ne peut trouver de solution dans société actuelle.

La bourgeoisie continuera jusqu'à sa chute à empoisonner ses propres enfants avec des poisons qu'elle aura fabriqués et vendus au nom de la libre concurrence et du sacro-saint bénéfice.

C'est seulement dans une société prolétarienne que les dérivés de l'opium et de la Coco, qui auront en un siècle fauché des millions de victimes, ne serviront plus qu'à maîtriser la douleur des hommes et à leur donner la guérison. »

Il est intéressant de noter le volume représenté par le narcotrafic dans les années 1920-1930 : l'article parle de 800 000 kg de morphine, héroïne, et cocaïne réunies. Pour comparaison, les États de l'Union Européenne ont déclaré en 2022 avoir saisi (donc une infime partie de ce qui est vendue) 323 tonnes de cocaïne seule !



Cela explique par ailleurs le ton de cet article de 1934 qui peut se conclure par le fait de ramener les dérivés des drogues dans le giron médicinal dans la « société prolétarienne » sans aborder la question de la fonction sociale et culturelle des drogues dans la société capitaliste. La consommation de drogues dans les masses n'en était qu'à ses débuts.

Reste que le narcotrafic en son sens moderne prend véritablement son essor dans la décennie 1920-1930 tout à la fois sous l'effet de la diffusion de la cocaïne dans les tranchées de la Grande Guerre, puis de la prohibition de son commerce par le règlement de la Société Des Nations (SDN, ancêtre de l'ONU) en 1918.

La consommation de drogue liée aux milieux marginaux bohèmes commence à avoir une influence sur le reste de la société, témoin du début d'un « life style ». Mais on ne peut clairement pas parler encore d'une consommation de masse.

Dans un article de 1938 qui relate la saisie de 70 kg d'héroïne à Cherbourg, le journal *l'Humanité*, organe du Parti Communiste Français, rappelle la nécessité de combattre ces trafiquants, alors liés aux dirigeants des ligues fascistes :

« En prison, les marchands de poison !

Trois trafiquants de drogue sont donc sous les verrous. Très bien. Seulement ce ne sont que trois membres d'une organisation internationale, dont les chefs, bien connus de la police, restent toujours impunis.

Il faut faire toute la lumière sur les agissements de ces marchands de mort lente et ne pas craindre de frapper à la tête. Le peuple de France en a assez de voir notre pays infesté de gangsters, de cette haute pègre liée aux ligues factieuses.

Il est grand temps de mettre un terme aux agissements de ces aventuriers.»

Bien qu'une position démocratique et non pas révolutionnaire (exécution pour les chefs et camps de travail pour les exécutants !), c'est le témoin historique de l'irruption progressive de la question du trafic de drogue dans le quotidien capitaliste et de sa prise en compte par les forces révolutionnaires.

Ainsi, en 1939, un autre article de *l'Humanité* à la suite du démantèlement d'un réseau de trafiquants dirigé par l'aristocrate maître de plusieurs restaurants parisiens, Louis Théodore Lyon, déclare plus vivement :

« Que risque Lyon pour un gain qui se chiffre par millions ?

La législation française est indulgente pour les gangsters de la drogue : le maximum est deux ans de prison – dont il a déjà accompli la moitié.

Mais pour un gangster mis hors d'état de nuire, combien d'autres, aussi et plus puissants, continuent leurs ignobles trafics ?

Il faudrait déclarer la guerre à la pègre, honte de notre pays. Le veut-on ? »

Pourtant, dans la première phase de la première crise générale du capitalisme, entre les années 1920 et les années 1950, les drogues restent un produit onéreux et confiné à certains secteurs de la population, en dehors de la Pervitin, présentée comme produit miracle en Allemagne et vendue légalement sans ordonnance dans les pharmacies jusqu'en 1941.

L'approfondissement du commerce mondial, avec la modernisation du fret maritime et des processus de manutention portuaire tout autant que dans l'agriculture dans les pays du tiers-monde, va contribuer à massifier la consommation de drogues à partir des années 1960.

Avec l'élargissement de la jeunesse étudiante du fait de l'allongement de la scolarité ainsi que par l'accès à l'université, le trafic de drogue a trouvé un marché de masse.

L'essor de la drogue, notamment du cannabis et de certaines drogues de synthèse tel le LSD, dans la contre-culture de la jeunesse des années 1960-1970 a servi le capitalisme pour se moderniser et contre-carrer en réalité la transformation du potentiel contre-culturel en vecteurs révolutionnaires.

L'essor de la consommation de la drogue dans les années 1960 va être le pendant de la victoire du capitalisme sur sa première crise générale, pavant la voie à sa véritable massification dans la période 1989-2020.

La modernisation du capitalisme à la suite des années 1970 a également été accompagnée d'un changement dans sa superstructure avec la progressive absorption des valeurs libérales-libertaires dans la société comme moteur à la banalisation de la consommation, donc à la massification du marché.

Du point de vue du narcotrafic, les années 1960-1970 forment le nexus entre la première et la seconde crise générale.

La naissance de la société de consommation a permis l'essor d'un marché de la drogue entretenu par l'approfondissement de l'aliénation psychique des masses populaires dans un mode de production capitaliste développé.

Le reflet dialectique de la tendance à la guerre et du cannibalisme social

On ne peut vouloir développer une ligne révolutionnaire en France sans avoir pris au sérieux le narcotrafic et la guerre de repartage du monde. Ce sont là deux éléments qui ont été d'emblée analysés d'un point de vue révolutionnaire par la revue *Crise*.

Au cœur de l'analyse de la seconde crise générale, il y a la tendance à la guerre, en germe dans le mode de production, que l'interruption des échanges par la survenue de la pandémie de Covid-19, a fait éclore, ou plutôt a accéléré l'éclosion.

Ainsi la guerre de haute intensité, la guerre mondiale a commencé entre les États, mais subit un processus lent en raison des développements politiques qui suivent un schéma relativement légal (circuit d'armements, contrats, cheminement administratif des implantations industrielles) et limité démocratiquement (nécessité de préparer l'opinion publique pour qu'elle accepte la guerre et la soutienne).

L'économie de la drogue a connu une rupture semblable à cause de la pandémie et pareillement, les circuits d'approvisionnement ont été remis en cause, ainsi que les territoires d'écoulement, non à la manière de nations et de leur économie mais davantage à la manière de fiefs féodaux dépendant d'échanges moins stabilisés, basés sur des alliances fragiles, etc.



Cela a fait que les principaux groupes capitalistes du narcotrafic sont allés à la confrontation armée pour les investissements et l'élargissement des marchés de manière plus précoce que ne le peuvent les États eux-mêmes, dépendants de tout le capital d'une nation donnée et de lois qui nécessitent un changement d'ensemble sur la durée.

Cette confrontation est intervenue à la suite d'un développement sans précédent du trafic de drogues, débouchant non plus seulement sur des règlements de compte entre « barons » mais entre des entreprises de taille intermédiaire.

Les affrontements ont été menés en mobilisant des mercenaires sous contrat visant à terroriser non plus les chefs de réseaux, mais tout le réseau, voire même son environnement (quartier, immeuble adjacent le point de deal...), la nature de ces affrontements ne reflétant ni plus ni moins que la tendance au monopole dans ce secteur.

Toutefois, il y a dans les affrontements entre narcos dans les années de l'après Covid-19 une différence d'avec l'affrontement entre monopoles capitalistes traditionnels.

Quand bien même il y a une logique de business, les narcos ne procèdent pas directement d'un processus d'accumulation de capital au sens où la rotation du capital n'est pas la même.

Il n'y a pas d'élargissement du capital par des investissements augmentant la productivité du travail pour mieux intensifier l'exploitation et donc vendre toujours plus de produits à bas coûts. Cela peut exister mais ce n'est pas le cœur de la démarche et le narcotrafic ne vient pas tant du capitalisme que de l'économie marchande.

Le narcotrafic compte bien évidemment ses frais fixes de fonctionnement mais il fonctionne surtout sur une base mi-féodale, mi-capitaliste (dans le sens de ses débuts des XVI-XVII^e siècles). Les réinvestissements ne sont pas capitalistes en ce sens qu'ils visent surtout une production simple et non élargie.



Ce qui se joue directement, c'est une accumulation de marchandises au pôle dirigeant, plus qu'une accumulation de capital. Cela n'empêche évidemment pas les narcos d'être intégrés à l'économie capitaliste traditionnelle et de pouvoir se transformer en capitalistes tout court, mais de manière principale, le narcotrafic ne vise pas une accumulation capitaliste au sens moderne.

Les sommes remportées sont déboursées dans la corruption (directe et indirecte), l'ouverture de faux-commerces qui n'ont pas vocation à être rentables mais servent à laver l'argent sale, l'achat d'armes et de tueurs à gages, les dommages et intérêts pour certaines familles de victimes, la sécurité du chef de réseau, etc. : il s'agit d'assurer au business de bien tourner et de permettre aux trafiquants qui le détienne de mener un train de vie hors normes grâce à l'arrachage forcé tels les seigneurs ou les grands armateurs coloniaux d'autan.

C'est une accumulation quantitative, non pas qualitative, avec une recherche d'élévation de la productivité avec donc des réinvestissements allant en ce sens. En ce sens, il y a un parallèle avec la situation des monopoles capitalistes traditionnels qui ne visent plus le taux de profit mais la masse, ce qui est la tendance à l'impérialisme, déformation de la base même du capitalisme concurrentiel.

Il est souvent dit que les trafiquants gèrent leur business comme des capitalistes, avec des offres publicitaires, du marketing, des tenues de compte, etc. Cela est vrai en partie car au fond, plus qu'une publicité capitaliste au sens moderne, *il faut y voir la logique du blason et de l'écu du temps féodal et de la « compagnie coloniale » des premiers temps du capitalisme*.

La « DZ Mafia » s'est imposée non pas comme « marque commerciale » sur le marché, mais comme une étiquette semi-féodale permettant l'imposition terroriste de son monopole, à l'instar de ce que peuvent être de manière bien plus prononcée les cartels du Mexique.

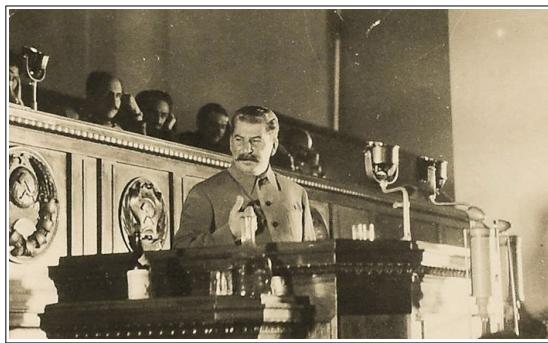
Ce n'est pas une logique capitaliste moderne, mais celle de grands seigneurs ou de propriétaires fonciers disposant d'un grand domaine à sécuriser.

Par conséquent, l'affrontement militaire reflète cette dynamique déformée procédant d'un capitalisme des premiers temps et du féodalisme. L'affrontement prend alors une tournure particulièrement barbare, à mesure que le trafic est passé au stade de vastes entreprises marchandes.

En effet, dans la décennie 2010, un stade a été franchi, notamment par la connexion des trafiquants français avec les cartels sud-américains mais aussi avec d'autres réseaux de grande importance comme les mafias italiennes ou du Benelux.

De fait, les rivalités se sont calquées sur les méthodes des cartels sud-américains, tel que par exemple les tristement célèbres « barbecues » à Marseille.

Il n'est pas anodin que l'un des chefs principaux de la « DZ Mafia », Amine O., se fasse surnommer, entre autres, « Jalisco » du nom du cartel mexicain dit « de Jalisco Nouvelle Génération », ou « Nemesio » du nom de Nemesio Osegura Cervantes, chef du cartel de Jalisco.



Ce qu'il se passe, c'est que le capitalisme en crise générale se fait ronger de l'intérieur par deux processus qui se font écho l'un l'autre car ils relèvent d'une même tendance, c'est de la guerre pour le contrôle des zones d'influence.

Aux guerres intestines du narcotrafic répond le militarisme et la tendance à la guerre du repartage mondial, tous deux exprimant le retour à la barbarie mais dans deux sens différents.

Ces deux éléments essentiels se nourrissent l'un l'autre, car l'état d'esprit véhiculé dans le capitalisme en crise basculant dans l'impérialisme ne peut que fournir des appels d'air au cannibalisme social dans les éléments anti-sociaux du lumpenprolétariat.

Cette mentalité anti-sociale *lumpen* trouve écho dans la couche de la grande bourgeoisie monopoliste qui pense ainsi légitimer son mode de vie décadent, cosmopolite et sécessionniste d'avec la société toute entière.

Comme point de jonction à ce phénomène, on retrouve le rap et son industrie musicale avec des rappeurs qui sont financés par des intermédiaires issus du trafic de drogue et chargés de faire la promotion de tel ou tel réseau.

Développer un antagonisme avec la crise du capitalisme nécessite de se confronter à ces deux aspects. Esquerir ces questions, ce n'est ni plus ni moins qu'esquerir les tâches révolutionnaires de l'époque.

Narcotrafic, cannibalisme social : la révolution exige une critique du lumpenprolétariat

Pour comprendre la question du narcotrafic et sa reproduction sociale, il faut partir de la critique du lumpenprolétariat. Il ne s'agit pas seulement de critiquer la misère et le délitement social, il faut voir que derrière ces phénomènes apparaît une couche sociale qui n'est pas le strict équivalent d'un « sous-prolétariat ».

Les quartiers qui auparavant ont été des quartiers populaires en France jusqu'aux années 1990 se sont ensuite transformés en quartiers paupérisés. Ils sont les quartiers du paupérisme absolu.

Il y existe un sous-prolétariat qui occupe des emplois précaires et le lie partiellement à la classe ouvrière dans son ensemble. C'est là l'immense majorité des habitants de ces quartiers qui doit fournir les bataillons de la recomposition révolutionnaire.

Mais, dans le cadre de la crise générale du capitalisme, ce sous-prolétariat voit une de ses franges sombrer dans les bas-fonds de la misère, les amenant dans le lumpenprolétariat.

La revue *Crise* a été à l'avant-garde de ces questions en formulant dès le début du déploiement de la seconde crise générale des analyses sur le sujet.

Il faut relire ici l'article publié en juillet 2020 à propos des « événements à Dijon nécessitent de comprendre l'armée de réserve et le cannibalisme social ».

Dans cet article a été posée la thèse centrale du « cannibalisme social » dont *Crise* a fourni l'armature pour une compréhension scientifique du phénomène :

« Lorsque l'accumulation du capital est brisée (crise générale), ce n'est pas tant que l'armée de réserve croît mécaniquement – d'autres secteurs absorbent des prolétaires de par le développement inégal – mais plutôt que certaines de ses parties pourrissent sur pied. Le pourrissement social d'une partie de l'armée de réserve correspond au bond que celle-ci subit dans le cadre de la crise générale. (...) »

La partie de l'armée de réserve qui pourrit sur elle-même est bien évidemment celle qui est à la fois le moins façonnée par la classe ouvrière (l'armée active) et donc par ses traditions sociales et politiques, et à la fois celles qui se retrouve, culturellement, de plus en décalage avec la société dans lesquelles elles se trouvent, l'un étant le reflet dialectique de l'autre. »

L'essor massif du narcotrafic appelle les révolutionnaires à se saisir dans toute la signification du concept de lumpenprolétariat dans le cadre de la seconde crise générale. Ne pas se saisir de cette question, c'est quitter le terrain de la critique révolutionnaire pour tomber dans les filets de l'opportunisme petit-bourgeois ou du relativisme républicain bourgeois.

À ce titre, il est souvent dit que le Parti Communiste Français a perdu ses banlieues ouvrières lorsqu'elles ont précisément cessé d'être marquées par la culture ouvrière. C'est juste. Toutefois, le Parti Communiste Français, éloigné de l'idéologie révolutionnaire en rejetant Staline après sa mort, n'a pas su puiser dans la critique scientifique du capitalisme posée par le matérialisme dialectique pour aborder correctement les conséquences du délitement social dans les franges déqualifiées du prolétariat récent.

Quand Marx et Engels ont parlé du lumpenprolétariat au XIXe siècle, il faut avoir à l'esprit deux choses. Premièrement, cela était en continuité avec les débuts du capitalisme entre les XVIe et XVIIIe siècles. Deuxièmement, cela était en lien avec le capitalisme réellement installé dans la société à partir du XIXe siècle. Le lumpenprolétariat doit être analysé comme un phénomène du présent et du passé, du passé-présent pourraient-on dire.

À l'époque du capitalisme naissant, le phénomène d'industrialisation et d'urbanisation conjugué à la déliquescence du pouvoir féodal et de la propriété foncière, a entraîné une paupérisation rurale qui ne pouvait être entièrement absorbée par le capitalisme naissant encore trop limité.

Il s'en est suivi la formation de bandes de brigands qui erraient dans le pays, formant alors la couche de lumpenprolétaires. C'était une couche sociale très importante pour l'époque, tant quantitativement que qualitativement, par le désordre qu'elle occasionnait. En Angleterre, on le sait, cette couche sociale a été durement opprimée dans des bagnes de travail.



Toujours est-il qu'à cette époque, le lumpenprolétariat naît sur le terrain d'un mode de production féodal encore dominant, avec un ancrage encore récent dans la paysannerie en lutte contre les féodaux, avec par conséquent une nature différente de ce qu'il sera ensuite sur le terrain du capitalisme dominant.

Citons à ce propos Karl Kautsky, grande figure du marxisme avant qu'il ne bascule dans le révisionnisme après 1914.

Dans son ouvrage sur « Les antagonismes de classes à l'époque de la Révolution française », il écrit la chose suivante dans son analyse du segment populaire du Tiers-État :

« Cette masse d'ouvriers et de petits-bourgeois comptait aussi un nombreux prolétariat de gueux dont le nombre ne cessait d'augmenter et qui affluait en permanence vers les villes, surtout vers Paris, car c'est là que se présentaient les occasions les plus favorables d'activités honnêtes ou malhonnêtes.

Les mendians représentaient le vingtième de la nation, en 1777, on les estimait à 1 200 000. À Paris, ils étaient 120 000, soit le sixième de la population. Une bonne partie de ce prolétariat de gueux n'était pas encore complètement dégénérée et se montrait capable d'un élan moral dès qu'une lueur d'espoir devenait perceptible.

Ces couches populaires se lancèrent avec enthousiasme dans le mouvement révolutionnaire qui leur promettait la fin de leurs souffrances.

Il va de soi que mal d'éléments peu reluisants se tournèrent aussi vers la Révolution, désireux simplement de pêcher en eau trouble, et prêts à vendre et trahir sa cause en toute occasion. Mais il est ridicule de camper ces vauriens en figures typiques de la masse des petits-bourgeois et des prolétaires. »

Il faut s'imaginer ce que pouvait représenter 120 000 mendians dans un Paris de 1789 qui comptait un peu plus de 500 000 habitants. Les propos de Karl Kautsky font écho à ce qu'affirmait déjà Engels dans son analyse de « la guerre des paysans en Allemagne » au début du XVIe siècle :

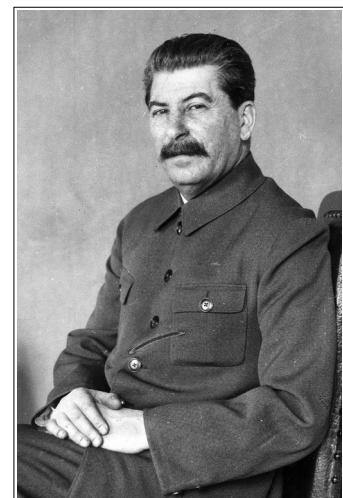
« Il ne faut d'ailleurs pas oublier qu'une grande partie de cette classe, surtout l'élément des villes, possédait encore à l'époque un fonds considérable de saine nature paysanne et était encore loin d'avoir atteint le degré de vénalité et de dépravation du Lumpenprolétariat civilisé d'aujourd'hui. »

Les analyses de Marx et Engels se situent au XIXe siècle, à une époque où le capitalisme s'élance réellement et pâti encore des formes résiduelles du mode de production féodal. Ce qu'on remarque c'est que lorsque le capitalisme a puissamment développé les forces productives à partir de la fin du XIXe siècle, le concept de lumpenprolétariat s'estompe dans la critique révolutionnaire.

Cela résulte du fait que l'essor des forces productives a réduit le lumpenprolétariat à des strates marginales de la société du fait d'une industrialisation massive dans les centres du capitalisme. Le capitalisme, en conquérant toute la société par le développement des forces productives, a eu comme effet de limiter en quantité et en qualité les nuisances du lumpenprolétariat.

À cela s'ajoute le fait qu'en parallèle l'essor de la classe ouvrière a contribué à réduire les méfaits du lumpenprolétariat en générant une culture et des organismes d'encadrement.

Il faut attendre finalement les années 1970 pour que cette question ressurgisse réellement dans les milieux révolutionnaires.



Pour deux raisons : premièrement du fait de la quête d'un nouveau sujet alors que la société de consommation neutralise la classe ouvrière, et deuxièmement parce qu'on assiste au début du pourrissement de cette partie de l'armée de réserve industrielle.

Bien évidemment, le premier aspect a donné lieu à des tas d'analyses issues de l'ultra-gauche, faisant passer les éléments *lumpen* pour des protagonistes de la révolution. C'est dans le second aspect qu'il faut puiser les éléments historiques pour le début d'une analyse révolutionnaire de ce phénomène.

C'est un aspect spécifique à la seconde crise générale du capitalisme dont la trajectoire est issue des contradictions de la période d'accumulation entre 1989 et 2020. Dans *Le Capital*, Karl Marx analyse la chose suivante :

« La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail, sont plus considérables. Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. »

Mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste. L'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières. »

Plus l'accumulation du capital connaît un essor considérable, plus l'exploitation des prolétaires s'intensifie et plus grossit la « couche des Lazare », c'est-à-dire le sous-prolétariat dont est issue sa frange lumpenprolétarisée.

La période d'accumulation de la période 1989-2020 a été marquée par une exportation de capitaux des centres du capitalisme vers les pays semi-féodaux, semi-coloniaux et l'essor des nouvelles industries a nécessité une main-d'œuvre plus qualifiée qu'auparavant du fait de la hausse de la productivité (robotisation, automatisation...).

Les conditions de la valorisation capitaliste à des taux de profit toujours plus élevés se sont ratatinées, faisant que le tissu prolétarien issu de la période d'accumulation antérieure (1945-1975) s'est déstructuré.

À l'échelle du capitalisme français, une partie de l'armée de réserve s'est retrouvée massivement et de manière prolongée expulsée de l'attraction-accumulation capitaliste. Puis, la croissance quantitative de cette partie de la réserve a connu avec la seconde crise générale un saut qualitatif.

Le pourrissement d'une partie de l'armée de réserve amène à ce que resurgissent les formes passées des modes de production féodal et esclavagiste. Comme cela a été dit, ce lumpenprolétariat est un mélange de dynamiques présentes et passées.

Compte tenu du fait que la seconde crise générale est marquée par une bourgeoisie décadente qui n'assume plus un haut niveau de direction étatique et une classe ouvrière qui a perdu le fil de son héritage, les nuisances quantitatives et qualitatives du lumpenprolétariat refont surface.

La rébellion de l'automne 2005 a été le dernier mot visant une potentielle intégration de l'ensemble du sous-prolétariat à une dynamique de la lutte des classes, son échec pavant la voie au pourrissement de la situation.

Le lumpenprolétariat des centres du capitalisme développé représente une masse importante de gens qui, du fait de la société de consommation et de la hausse des forces productives, ne vit plus simplement en marginalité. Le lumpenprolétariat a acquis une certaine stabilité de vie mais du fait de la paupérisation relative il n'en reste pas moins mû par les dynamiques de la forme résiduelle de l'armée de réserve.

Il y a alors transformation des choses en son contraire : de l'armée de réserve du capitalisme, une frange devient une armée active des temps anciens. C'est la marque historique du fait que le mode de production capitaliste a épousé l'ensemble de son potentiel. ■